VOLUME

2006 2007

COMPTES PUBLICS

Revenus, crédits, dépenses et investissements du Fonds consolidé du revenu et informations financières sur les fonds spéciaux du gouvernement du Québec

Année financière terminée le 31 mars 2007

Québec 🚟 🖁

COMPTES PUBLICS 2006-2007

VOLUME 2

REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS DU FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU ET INFORMATIONS

FINANCIÈRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Année financière terminée le 31 mars 2007

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001)



Comptes publics 2006-2007 – Volume 2

Dépôt légal - Bibliothèque et Archives nationales du Québec Décembre 2007 ISBN 978-2-550-50927-1 (Imprimé) ISBN 978-2-550-50928-8 (PDF)

ISSN 0706-2869

© Gouvernement du Québec, 2007

TABLE DES MATIÈRES

SECTION

NOTES EXPLICATIVES

Contenu du volume

Liste et définitions des supercatégories et catégories de dépenses et autres coûts

rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits	1
Détail des revenus, des crédits, des dépenses et des autres coûts	2
Informations financières sommaires sur les fonds spéciaux	3

NOTES EXPLICATIVES

CONTENU DU VOLUME

Le volume 2 est publié en trois sections. Les deux premières sections rendent compte des opérations des entités dont les revenus appartiennent au Fonds consolidé du revenu ou au Fonds des services de santé ainsi que celles dont le fonctionnement est pourvu par des allocations du Parlement provenant de ces fonds. Ces entités sont les ministères et les organismes budgétaires, l'Assemblée nationale et les personnes qu'elle désigne ainsi que les autres portefeuilles. La troisième section présente des informations financières sommaires sur les fonds spéciaux.

Dans la présente publication, pour des fins de présentation, le terme «portefeuille» est utilisé pour représenter l'Assemblée nationale, les personnes qu'elle désigne et chacun des autres portefeuilles.

La section 1 comprend des informations sommaires concernant les revenus, les crédits, les dépenses et les autres coûts ainsi que le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et l'état de l'emploi des crédits.

La **section 2** présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, des dépenses, des autres coûts et des crédits autorisés, ajustés dans le cas des crédits permanents des dépenses et des coûts en investissement effectués en plus des montants inscrits aux crédits initiaux, crédits supplémentaires et mandat spécial.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts par programmes, éléments, supercatégories et catégories;
- les transferts par objets d'aide et genres de bénéficiaires.

Les modalités de comptabilisation des revenus, des dépenses et des autres coûts sont conformes aux conventions comptables énoncées aux États financiers consolidés du gouvernement (Volume 1).

La section 3 présente des informations financières sommaires pour chacun des fonds spéciaux : revenus et dépenses, actif et passif, et, solde du fonds.

Dans le présent volume, les données étant arrondies, les montants inscrits en milliers de dollars peuvent varier de 1 millier de dollars à la hausse ou à la baisse dans différents tableaux par rapport à une présentation au dollar.

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, les bénéficiaires de transferts et les fonds spéciaux ayant bénéficié d'affectations, sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS

SUPERCATÉGORIES

♦ Rémunération

Cette supercatégorie comprend les dépenses d'opération encourues pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, aux employés à temps partiel et aux occasionnels, tels que les étudiants et les saisonniers du secteur public. Elle comprend également les traitements et les indemnités versés aux membres de l'Assemblée nationale, aux juges et aux membres de la Sûreté du Québec, et finalement, elle comprend les avantages sociaux et les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur;

♦ Fonctionnement

Cette supercatégorie comprend, à l'exclusion des dépenses de rémunération, les dépenses d'opération encourues pour l'acquisition, la location-exploitation et l'utilisation de biens et de services. Les dépenses de fonctionnement incluent également l'amortissement des immobilisations;

♦ Service de la dette

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, les intérêts sur le compte des régimes de retraite, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et les frais associés à la gestion de la dette;

Affectation à un fonds spécial

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues par un ministère ou un organisme pour assumer la totalité ou une partie des dépenses imputées sur un fonds spécial qu'il administre, afin notamment d'en assurer l'équilibre financier;

♦ Transfert

Cette supercatégorie comprend les dépenses qui ne constituent pas pour le gouvernement des acquisitions directes de biens ou de services et dont le versement est effectué dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes:

LISTE ET DÉFINITIONS DES SUPERCATÉGORIES ET CATÉGORIES DE DÉPENSES ET AUTRES COÛTS (suite)

SUPERCATÉGORIES (suite)

Créances douteuses et autres provisions

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant de la variation de la «Provision pour créances douteuses» et de la «Provision pour pertes sur interventions financières garanties par le gouvernement»;

Immobilisations

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les frais encourus pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations. Elle inclut également les coûts de la nature de ceux identifiés aux supercatégories «Rémunération», «Fonctionnement» et «Service de la dette», lorsqu'ils sont encourus pour la réalisation d'investissements en immobilisations;

Prêts, placements, avances et autres

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle regroupe, entre autres, les paiements à effectuer en vue d'acquérir certains éléments de l'actif. On y retrouve les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les paiements pour l'acquisition de stocks. Elle comprend également les déboursés qui n'entraînent pas de dépenses, les engagements étant portés à la dette nette et au déficit cumulé.

CATÉGORIES

Les **catégories** «Rémunération», «Fonctionnement», «Service de la dette», «Créances douteuses et autres provisions», «Immobilisations» et «Prêts, placements, avances et autres» sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories «Transfert» et «Affectation à un fonds spécial» se subdivisent selon les catégories suivantes :

- ♦ Transfert Rémunération qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes et d'entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux;
- Transfert Fonctionnement qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autres que pour la rémunération, des organismes et entreprises du gouvernement, ainsi que des organismes des réseaux de l'Éducation et de la Santé et des Services sociaux:
- Transfert Capital qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations;
- ♦ Transfert Intérêt qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une entreprise, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire est assumé en tout ou en partie par le gouvernement;
- Transfert Support qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories «Transfert - rémunération», «Transfert - fonctionnement», «Transfert - capital» et «Transfert - intérêt»;
- Affectation à un fonds spécial Rémunération qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel affecté à un fonds spécial;
- Affectation à un fonds spécial Fonctionnement qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial;
- Affectation à un fonds spécial Capital qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial;
- Affectation à un fonds spécial Intérêt qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial;
- Affectation à un fonds spécial Support qui comprend les affectations destinées à fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes.

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

SECTION 1

SOMMAIRES DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS, RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Sommaire des revenus par catégories	1-2
Sommaire des revenus divers et des revenus de transferts du gouvernement du Canada	1-2
Sommaire du budget de dépenses et des crédits autorisés de dépenses	1-4
Rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits et état de l'emploi des crédits	1-6
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par portefeuilles	1-8
Sommaire des crédits, des dépenses et des autres coûts par missions	1-12
Sommaire des crédits autorisés et des dépenses par portefeuilles, ministères et organismes et par supercatégories de dépenses	1-32
Sommaire des dépenses de transfert	1-40
Sommaire des dépenses d'affectation à un fonds spécial	1-42
Sommaire de la rémunération par supercatégories	1-43

SOMMAIRE DES REVENUS PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

			Impôt		
	Détail		sur le		
	page		revenu et	Taxes à la	Droits
			les biens	consommation	et permis
1	2-3	Assemblée nationale			
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	2-19	Affaires municipales et Régions			4 485
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			12 953
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	2-53	Conseil exécutif			
7	2-63	Culture et Communications			
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs			4 696
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation			1 122
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport			20
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale			
12	2-111	Famille, Aînés et Condition féminine			9 278
13	2-120	Finances	5 052 540		
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles			32 003
15	2-138	Justice			1 274
16	2-149	Relations internationales			
17	2-155	Ressources naturelles et Faune			162 076
18	2-164	Revenu	23 258 749	12 651 015	48 216
19	2-173	Santé et Services sociaux			1 580
20	2-182	Sécurité publique			36 101
21	2-191	Services gouvernementaux			
22	2-204	Transports			741 512
23	2-213	Travail			
			28 311 289	12 651 015	1 055 316

SOMMAIRE DES REVENUS DIVERS ET DES REVENUS DE TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

Année financière terminée le 31 mars 2007

			Revenus	
	Détail		divers	Comptes
	page		et autres	à fin
			rentrées -	déterminée
1	2-3	Assemblée nationale	2 801	2 610
2	2-11	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	794	
3	2-19	Affaires municipales et Régions	2 104	
4	2-34	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	15 861	9 063
5	2-43	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	16 219	
6	2-53	Conseil exécutif	178	41
7	2-63	Culture et Communications	3 057	2 058
8	2-74	Développement durable, Environnement et Parcs	7 028	3 869
9	2-83	Développement économique, Innovation et Exportation	9 205	194
10	2-91	Éducation, Loisir et Sport	51 311	1 272
11	2-103	Emploi et Solidarité sociale	108 399	181
12	2-111	Famille, Aînés et Condition féminine	3 686	
13	2-120	Finances	355 221	138 118
14	2-131	Immigration et Communautés culturelles	1 714	119
15	2-138	Justice	126 308	3 507
16	2-149	Relations internationales	679	564
17	2-155	Ressources naturelles et Faune	52 657	1 970
18	2-164	Revenu	853 629	127 470
19	2-173	Santé et Services sociaux	153 107	54 122
20	2-182	Sécurité publique	17 279	8 231
21	2-191	Services gouvernementaux	742	
22	2-204	Transports	15 777	182
23	2-213	Travail	(2 044)	2 146
			1 795 712	355 717

	enus	Total des reve			Revenus	
	<u> </u>		Transferts du	Total des	provenant	
	2006	2007	gouvernement	revenus	des entreprises	Revenus
		1	du Canada	autonomes	du gouvernement	divers
1	225	191		191		191
2	854	794		794		794
3	6 753	6 589		6 589		2 104
4	12 531	19 751		19 751		6 798
5	9 077	16 219		16 219		16 219
6	366	137		137		137
7	1 248	999		999		999
8	7 491	7 855		7 855		3 159
9	11 752	10 133		10 133		9 011
10	134 497	159 034	108 975	50 059		50 039
11	780 879	762 876	654 658	108 218		108 218
12	12 523	12 964		12 964		3 686
13	18 703 521	20 937 258	9 939 029	10 998 229	5 728 586	217 103
14	202 773	233 168	199 570	33 598		1 595
15	171 160	150 229	26 154	124 075		122 801
16	87	115		115		115
17	229 976	212 763		212 763		50 687
18	34 385 980	36 684 139		36 684 139		726 159
19	221 548	187 479	86 914	100 565		98 985
20	43 061	45 157	8	45 149		9 048
21	656	742		742		742
22	746 267	757 238	131	757 107		15 595
23	29 475	(4 190)		(4 190)		(4 190)
	55 712 700	60 201 640	11 015 439	49 186 201	5 728 586	1 439 995

	Total des			
	transferts du	Comptes	Transferts du	
Revenus	gouvernement	à fin	gouvernement	
= divers	du Canada	- déterminée =	du Canada	
191		·		1
794				2
2 104	59 484	59 484		3
6 798	208 257	208 257		4
16 219				5
137				6
999				7
3 159	694	694		8
9 011				9
50 039	240 933	131 958	108 975 1	10
108 218	655 044	386	654 658 1	11
3 686			1	12
217 103	9 939 029		9 939 029 1	13
1 595	199 570		199 570 1	14
122 801	26 615	461	26 154 1	15
115			1	16
50 687	407	407	1	17
726 159			1	18
98 985	86 914		86 914 1	19
9 048	4 822	4 814	8 2	20
742			2	21
15 595	43 057	42 926	131 2	22
(4 190)			2	23
1 439 995	11 464 826	449 387	11 015 439	

SOMMAIRE DU BUDGET DE DÉPENSES ET DES CRÉDITS AUTORISÉS DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

		Budget de dépenses	Dépenses ne nécessitant pas de crédits ¹	Crédits initiaux ²
			(-)	=
1	Assemblée nationale	100 262	4 836	95 426
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	63 577	2 152	61 425
3	Affaires municipales et Régions	1 847 445	3 135	1 844 310
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	673 377	9 445	663 932
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	823 165	30	823 135
6	Conseil exécutif	266 436	715	265 721
7	Culture et Communications	579 583	1 535	578 048
8	Développement durable, Environnement et Parcs	190 170	8 717	181 453
9	Développement économique, Innovation et Exportation	618 500	2 825	615 675
10	Éducation, Loisir et Sport	12 797 857	14 003	12 783 854
11	Emploi et Solidarité sociale	4 033 266	1 165	4 032 101
12	Famille, Aînés et Condition féminine	1 734 877	3 728	1 731 149
13	Finances (excluant le service de la dette)	162 304	611	161 693
14	Immigration et Communautés culturelles	105 760	2 560	103 200
15	Justice	630 861	15 169	615 692
16	Relations internationales	99 696	1 031	98 665
17	Ressources naturelles et Faune	380 169	15 735	364 434
18	Revenu	804 173	1 848	802 325
19	Santé et Services sociaux	22 114 507	1 575	22 112 932
20	Sécurité publique	916 041	17 227	898 814
21	Services gouvernementaux	40 860	750	40 110
22	Tourisme	139 268		139 268
23	Transports	1 959 654	115 936	1 843 718
24	Travail	32 196	848	31 348
	Total des programmes	51 114 004	225 576	50 888 428
	Finances (service de la dette)	7 205 000		7 205 000
	Total	58 319 004	225 576	58 093 428

¹ Prévisions pour des dépenses d'amortissement de 225 576.

² Crédits de l'année en cours, ceux déjà votés dont les reports et les crédits votés sur plus d'un an.

³ Crédits supplémentaires autorisés par lois, crédits associés aux crédits au net, crédits associés aux produits d'aliénation, virements, transferts de juridiction et autres crédits permanents.

⁴ Incluant un montant de 60 793 relatif à un transfert de crédits pour l'acquisition de stocks dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

⁵ Incluant des dépenses d'amortissement de 234 399 et d'utilisation des stocks de 60 793.

	Dépenses	Dépenses ne nécessitant pas de	Dépenses excluant les dépenses ne	Crédits autorisés de dépenses	Variations de crédits ³
		crédits ⁵	nécessitant	ue depenses	
			pas de		
			crédits		
	=	101 464 5 282		<u> </u>	+, (-)
1	106 746	5 282	101 464	102 108	6 682
2	130 560	1 967	128 593	133 255	71 830
3	1 859 528	2 686	1 856 842	1 857 134	12 824
4	693 231	9 057	684 174	684 783	20 851
5	697 184	16	697 168	713 772	(109 363)
6	233 267	443	232 824	253 508	(12 213)
7	591 178	1 924	589 254	589 982	11 934
8	190 908	9 429	181 479	185 190	3 737
9	519 217	2 205	517 012	611 204	(4 471)
10	12 637 951	13 616	12 624 335	12 651 315	(132 539)
11	4 084 703	132	4 084 571	4 085 688	53 587
12	1 724 933	6 329	1 718 604	1 740 771	9 622
13	86 602	1 201	85 401	119 350	(42 343)
14	125 005	1 745	123 260	123 278	20 078
15	727 418	14 552	712 866	719 088	103 396
16	101 709	2 070	99 639	99 639	974
17	462 755	15 053	447 702	447 777	83 343
18	1 085 662	1 065	1 084 597	1 105 666	303 341
19	22 452 505	1 528	22 450 977	22 387 687	274 755
20	985 664	16 600	969 064	969 068	70 254
21	116 631	4 075	112 556	121 683	81 573
22	143 418		143 418	143 418	4 150
23	2 003 696	183 354	1 820 342	1 820 840	(22 878) 4
24	35 428	863	34 565	37 900	6 552
	51 795 899	295 192	51 500 707	51 704 104	815 676
	7 000 150		7 000 150	7 000 150	(204 850)
	58 796 049	295 192	58 500 857	58 704 254	610 826

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2007

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Le Parlement autorise le gouvernement, par des lois sur les crédits annuels (crédits votés) et par des crédits permanents prévus dans d'autres lois, à effectuer, à même le Fonds consolidé du revenu, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations et des prêts, placements, avances et autres.

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés et, le cas échéant, de crédits permanents. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur les crédits permanents n'est pas limitative. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf dans la mesure prévue par la loi. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et payé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les Comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2007 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts du gouvernement portés aux comptes sur les crédits votés n'a été constaté au cours de cette année financière à l'exception de 141 510 milliers de dollars au programme 3 – Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités – du portefeuille Affaires municipales et Régions, de 218 857 milliers de dollars au programme 2 – Fonctions régionales – du portefeuille Santé et Services sociaux, de 505 355 milliers de dollars au programme 1 – Secrétariat du Conseil du trésor – du Conseil du trésor et Administration gouvernementale, de 84 200 milliers de dollars au programme 4 – Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire ainsi que 41 420 milliers de dollars au programme 5 – Enseignement supérieur – du portefeuille Éducation, Loisir et Sport, qui seront imputés aux crédits alloués à cette fin par le Parlement dans l'année 2007-2008, conformément à l'article 25 de la Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Pour les autres programmes, les crédits votés étaient suffisants pour l'inscription de toutes les dépenses et des autres coûts contractés pour les biens et services acquis, les affectations et les transferts dus imputables sur ces crédits.

Le sous-ministre des Finances,

performe

Le contrôleur des finances,

Carrie Brisment

Jean Houde

Carole Boisvert, CA

Québec, le 29 novembre 2007

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS ET ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

	CRÉDITS AI	CRÉDITS AUTORISÉS CRÉDITS UTILIS		UTILISÉS	CRÉI	DITS NON UT	LISÉS
					Vo	tés	
	Votés	Permanents	Votés	Permanents	Reports	Autres	Permanents
Assemblée nationale		110 982		108 705			2 277
Personnes désignées par l'Assemblée				.00.00			
nationale	37 660	99 324	34 411	96 771	1 000	2 249	2 553
Affaires municipales et Régions	1 870 047	1 283	2 011 556	989	1 000	(141 509)	294
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	697 695	213	697 285	211	257	153	2
Conseil du trésor et Administration	001 000	2.0	00. 200		20.	.00	_
gouvernementale	497 498	436 757	1 002 023	420 752	100	(504 625)	16 005
Conseil exécutif	250 481	4 193	229 192	4 193	2 113	19 176	10 000
Culture et Communications	591 234	850	590 505	850	549	180	
Développement durable, Environnement	331 234	030	330 303	030	545	100	
et Parcs	209 225	320	198 343	208	2 109	8 773	112
	209 223	320	190 343	200	2 109	0113	112
Développement économique, Innovation	074.646	42.006	070 440	12.006	2 000	00.226	
et Exportation	971 616	13 986	879 410	13 986	2 880	89 326	7.407
Éducation, Loisir et Sport	12 246 582	764 880	12 367 976	757 683	4 226	(125 620)	7 197
Emploi et Solidarité sociale	4 080 068	6 154	4 078 952	6 153	4 000	1 116	1
Famille, Aînés et Condition féminine	1 763 240	10 052	1 714 847	8 971	1 222	47 171	1 081
Finances (excluant le service de la dette)	112 131	11 343	80 345	8 055	2 429	29 357	3 288
Immigration et Communautés culturelles	128 676	16	128 650	16	15	11	
Justice	512 904	217 852	506 667	217 404		6 237	448
Relations internationales	124 566	543	124 566	543			
Ressources naturelles et Faune	452 469	18 177	452 469	17 940			237
Revenu	529 998	652 898	499 016	652 866	4 747	26 235	32
Santé et Services sociaux	13 337 926	9 051 023	13 556 536	8 895 703	247	(218 857)	155 320
Sécurité publique	970 822	16 304	970 822	16 301			3
Services gouvernementaux	139 599	10	120 234	9		19 365	1
Tourisme	143 409	10	143 408	10		1	
Transports	1 918 188	5 870	1 917 453	5 869		735	1
Travail	36 556	3 022	32 195	2 718	588	3 773	304
	41 622 590	11 426 062	42 336 861	11 236 906	22 482	(736 753)	189 156
Finances (service de la dette)		7 833 239	12 000 001	7 833 239		(100 100)	
	41 622 590	19 259 301 ¹	42 336 861	19 070 145	22 482	(736 753)	189 156
	41 622 590	19 259 501	42 330 001	19 070 145	22 402	(130 133)	109 130
D/*	40.004.00=	40.040.000	40.000.000	40 400 005	00.400	(07.000)	400.00:
Dépenses *	40 384 887	18 319 369	40 390 028	18 132 985	22 482	(27 623)	186 384
Prêts, placements, avances et autres	994 489	927 708	1 750 934	927 624		(756 445)	84
Immobilisations	243 214	12 224	195 899	9 536		47 315	2 688
	41 622 590	19 259 301 ¹	42 336 861	19 070 145	22 482	(736 753)	189 156
4.0 (1)							
1 Crédits permanents:							
Inclus dans les prévisions budgétaire		17 722 645		17 533 489			189 156
Non inclus dans les prévisions budgé	taires	1 536 656		1 536 656			
		19 259 301		19 070 145			189 156
	=						

^{*} Excluant l'amortissement des immobilisations pour 234 399 et l'utilisation des stocks pour 60 793 qui ne requièrent pas de crédits ainsi que des ajustements négatifs de provisions pour 22 156.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail page		CRÉD	CRÉDITS =		CRÉDITS INITIAUX	
	, ,		Dépenses	Investis- sements ¹	Votés et permanents	Déjà v	/otés
						Reports	Votés sur plus d'un ar
					+	+	pius u un an
1	2-4	Assemblée nationale	95 426	8 768	104 194		
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée	04.405	0.070	00.504	4 477	
_	0.00	nationale	61 425	3 273	63 521	1 177	
3	2-20	Affaires municipales et Régions	1 844 310	10 776	1 855 083	3	
4	2-36	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	663 932	19 371	683 151	152	
5	2-44	Conseil du trésor et Administration	000 405	275 250	4 400 207	07	
	2-54	gouvernementale	823 135	375 359	1 198 397	97	
6		Conseil exécutif Culture et Communications	265 721 578 048	984	265 306	1 399	
7 8	2-64		576 046	6 323	584 284	87	
0	2-76	Développement durable, Environnement et Parcs	181 453	24 167	205 095	525	
9	2-84	Développement économique, Innovation	101 433	24 107	205 095	525	
9	2-04	et Exportation	615 675	357 370	973 045		
0	2-92	Éducation, Loisir et Sport	12 783 854	170 202	12 954 056		
1	2-92	Emploi et Solidarité sociale	4 032 101	2 360	3 755 461		279 000
2	2-104	Famille, Aînés et Condition féminine	1 731 149	32 521	1 602 067	1 603	160 000
13	2-112	Finances (excluant le service de la dette)	161 693	3 380	162 319	2 754	100 000
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	103 200	5 715	108 915	2 7 0 4	
15	2-140	Justice	615 692	17 797	633 489		
6	2-150	Relations internationales	98 665	2 505	100 455	715	
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	364 434	30 650	394 172	912	
18	2-166	Revenu	802 325	14 094	810 306	6 113	
19	2-174	Santé et Services sociaux	22 112 932	1 372	22 114 304 ²	0 110	
20	2-184	Sécurité publique	898 814	32 005	930 819		
21	2-192	Services gouvernementaux	40 110	22 125	62 235		
22	2-198	Tourisme	139 268		139 268		
23	2-206	Transports	1 843 718	45 563	1 886 662	2 619	
24	2-214	Travail	31 348	1 672	25 831	689	6 500
		Total des programmes	50 888 428	1 188 352	51 612 435	18 845	445 500
	2-126	Finances (service de la dette)	7 205 000		7 205 000		
		Total *	58 093 428	1 188 352	58 817 435	18 845	445 500
	*	* Votés	40 408 909	1 176 899	41 121 463 a	18 845	445 500
		Permanents	17 684 519	11 453	17 695 972 ²		
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					
а	Crédits	s initiaux autorisés par une loi					
	sur les	crédits	du 29 mars 2006,	L.Q., 2006, c. 1.			12 615 359
			du 16 mai 2006, L.	Q., 2006, c. 5.			28 506 104
							44 404 405
							41 121 463

S	Crédits autorisés	Autres crédits	Virements et transferts de	S 	S SUPPLÉMENTAIRE	CRÉDIT	Crédits initiaux
s e	(montants reportés à la page suivante)	permanents	juridiction	Autres	Associés aux produits d"aliénation	Associés aux crédits au net	totaux
<u> </u>	=	+	+, (-)	+	+	+	=
	110 982			6 788 ³			104 194
	136 984	72 275	13	(2) 4			64 698
	1 871 330	980	13 585	292 5	2	1 385	1 855 086
	697 908	202	8 742	-02	2	5 659	683 303
	934 255	117 854	(382 093)				1 198 494
	254 674	3 098	(15 129)				266 705
	592 084		7 713				584 371
	209 545	82	629		112	3 102	205 620
	985 602	13 976	(1 419)				973 045
	13 011 462	19 753	37 653				12 954 056
	4 086 222	644	46 866			4 251	4 034 461
	1 773 292	42	680	8 900 ⁶			1 763 670
	123 474		(41 599)				165 073
	128 692	6	(2 430)			22 201	108 915
	730 756	94 015	3 250		2		633 489
	125 109	434	23 505				101 170
	470 646	12 910	62 304	_	162	186	395 084
	1 182 896	345 423	16 023	5 000 7	31		816 419
	22 388 949	214 396	60 249				22 114 304
	987 126	11 856	44 451				930 819
	139 609		77 374				62 235
	143 419	1	4 150		= 004		139 268
	1 924 058	470	28 926		5 381		1 889 281
-	39 578		6 557		1		33 020
	53 048 652	908 417		20 978	5 693	36 784	52 076 780
_	7 833 239	628 239					7 205 000
*	60 881 891	1 536 656 ⁸		20 978	5 693	36 784	59 281 780
-	41 622 590			(2)		36 784	41 585 808
	19 259 301	1 536 656		20 980 ^{3, 5 à 7}	5 693		17 695 972

¹ Comprend les immobilisations et les prêts, placement, avances et autres.

Incluant des crédits initiaux de 5 331 000 établis en fonction des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé et de 2 873 110 pour la contribution prévue selon l'évolution des besoins de la Régie de l'assurance maladie du Québec. Les cotisations réelles ont été de 5 052 540 pour lesquelles les dépenses se répartissent également aux programmes «Fonctions régionales» et «Régie de l'assurance maladie du Québec» du ministère de la Santé et des Services sociaux et de 3 143 907 pour la contribution du gouvernement.

^{3 110 982} de crédits permanents en vertu de la Loi sur l'Assemblée nationale, L.R.Q., c. A-23.1 alors qu'une prévision de 104 194 de crédits apparaissait au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

^{4 21 410} de crédits votés en vertu de la Décision de l'Assemblée nationale no. 1304 du 22 mars 2006 alors qu'une prévision de 21 412 de crédits apparaissait pour le Vérificateur général au volume du Budget de dépenses déposé à l'Assemblée nationale.

^{5 292} de crédits reportés en vertu du décret 187-2006 du 22 mars 2006 tel que prévu à la Loi concernant la ville de Schefferville, L.Q., 1986,

^{6 8 900} de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

^{5 000} de crédits permanents en vertu du décret 726-2003 du 3 juillet 2003 tel que prévu à la Loi sur le Curateur public (L.R.Q., c. C-81).

Non inclus dans les prévisions budgétaires.

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail page		Crédits autorisés	CRÉDI [*]	TS NON UTILISI	ÉS	Ajustements négatifs de
	. 0		(montants reportés)	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	provisions
			(+)	(-)	(-)	(-)	(-
1	2-4	Assemblée nationale	110 982			2 277	
2	2-12	Personnes désignées par l'Assemblée	110 302			2211	
_		nationale	136 984		1 000	4 802	
3	2-20	Affaires municipales et Régions	1 871 330		. 000	(141 215)	
4	2-36	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	697 908	152	257	3	200
5	2-44	Conseil du trésor et Administration					
		gouvernementale	934 255	97	100	(488 717)	
6	2-54	Conseil exécutif	254 674	2 866	2 113	16 310	
7	2-64	Culture et Communications	592 084	87	549	93	
8	2-76	Développement durable, Environnement	002 00 .	0.	0.0		
-		et Parcs	209 545	1 602	2 109	7 283	
9	2-84	Développement économique, Innovation					
		et Exportation	985 602	15 344	2 880	73 982	6 400
10	2-92	Éducation, Loisir et Sport	13 011 462		4 226	(118 423)	15 556
11	2-104	Emploi et Solidarité sociale	4 086 222			1 117	
12	2-112	Famille, Aînés et Condition féminine	1 773 292	9 818	1 222	38 434	
13	2-124	Finances (excluant le service de la dette)	123 474	7 014	2 429	25 631	
14	2-132	Immigration et Communautés culturelles	128 692		15	11	
15	2-140	Justice	730 756	5 774		911	
16	2-150	Relations internationales	125 109				
17	2-158	Ressources naturelles et Faune	470 646			237	
18	2-166	Revenu	1 182 896	15 145	4 747	11 122	
19	2-174	Santé et Services sociaux	22 388 949		247	(63 537)	
20	2-184	Sécurité publique	987 126			3	
21	2-192	Services gouvernementaux	139 609	804		18 562	
22	2-198	Tourisme	143 419			1	
23	2-206	Transports	1 924 058			736	
24	2-214	Travail	39 578	1 289	588	2 788	
		Total des programmes	53 048 652	59 992	22 482	(607 589)	22 156
	2-126	Finances (service de la dette)	7 833 239				
		Total	* 60 881 891	59 992	22 482	(607 589)	22 156
	,	* Votés	41 622 590	59 992	22 482	(796 745)	
		Permanents	19 259 301			189 156	
		Ne nécessitant pas de crédits					
		Ne nécessitant pas de crédits (stocks)					
		Ajustements négatifs de provisions					22 156

	S	DÉPENSE	Dépenses ne nécessitant	Dépenses excluant les	NTS	INVESTISSEME
	2006	2007	pas de crédits	dépenses ne nécessitant pas de crédits	Immobili- sations	Prêts, Placements, Avances et Autres
		<u>=</u> _	+	<u> </u>	(-)	(-)
	98 942	106 746	5 282	101 464	7 218	23
	57 876	130 560	1 967	128 593	2 589	
	1 752 992	1 859 528	2 686	1 856 842	4 047	151 656
ì	657 494	693 231	9 057	684 174	12 586	536
	468 046	697 184	16	697 168	30	725 577 ⁹
			443	232 824	555	
	232 446 534 613	233 267 591 178	1 924	589 254	2 101	6
	196 285	190 908	9 429	181 479	17 051	21
	000 047	540.047	0.005	547.040	057	369 027 ¹⁰
4	689 817	519 217	2 205	517 012	957	000 021
10	12 280 272	12 637 951	13 616	12 624 335	20 187	465 581
1	4 037 669	4 084 703	132	4 084 571	229	305
1:	1 610 800	1 724 933	6 329	1 718 604	5 127	87
1:	87 518	86 602	1 201	85 401	2 976	23
14	115 931	125 005	1 745	123 260	5 383	23
1:	653 314	727 418	14 552	712 866	11 174	31
10	102 126	101 709	2 070	99 639	25 283	187
1	399 434	462 755	15 053	447 702	22 695	12
18	1 019 399	1 085 662	1 065	1 084 597	4 179	63 106
19	21 163 384	22 452 505	1 528	22 450 977	1 260	2
20	942 004	985 664	16 600	969 064	17 570	489
2	96 141	116 631	4 075	112 556	7 686	1
2:	158 615	143 418	400.054	143 418	04.007	00.770
2: 2:	1 812 997 60 746	2 003 696 35 428	183 354 863	1 820 342 34 565	34 207 345	68 773 3
	49 228 861	51 795 899	295 192	51 500 707	205 435	1 845 469
	6 875 358	7 000 150		7 000 150		833 089
	56 104 219 *	58 796 049	295 192	58 500 857	205 435	2 678 558
	38 553 012	40 390 028		40 390 028	195 899	1 750 934
	17 354 622	18 132 985		18 132 985	9 536	927 624
	217 322	234 399	234 399	10 102 300	9 330	321 024
	211 022	60 793	60 793			
	(20 737)	(22 156)	00 190	(22 156)		

⁹ Incluant 172 269 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2006.

¹⁰ Incluant 351 000 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée au 31 mars 2006.

¹¹ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-	CRE	DITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	gramme en page	Votés et	Déj	à votés	Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation	
		+	+	+	+	+	+
MISSION : SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX							
Portefeuille : Santé et Services sociaux							
Fonctions nationales Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-174	291 667 437					
Fonctions régionales Permanents	2-174	12 974 293 3 297 579					
Office des personnes handicapées du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2-176	11 717					
Régie de l'assurance maladie du Québec Permanents	2-176	5 538 611					
Total du portefeuille		22 114 304					
TOTAL DE LA MISSION		22 114 304					
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE							
Portefeuille : Culture et Communications							
Charte de la langue française Ne nécessitant pas de crédits Gestion interne, institutions nationales	2-68	22 781	87				
et Commission des biens culturels Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-64	65 029 10					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État	2-66	495 624					
Permanents	2 00	840					
Total du portefeuille		584 284	87				

- Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.
- ** Voir les composantes du montant au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories».
- 1 L'augmentation s'explique principalement par une hausse de la contribution au Fonds de l'assurance médicaments à titre de compensation pour la non-application intégrale de la politique du prix le plus bas lors du remboursement du coût des médicaments.
- 2 La variation s'explique principalement par une augmentation de l'aide accordée aux musées en difficultés financières, la formation spécialisée en musique et en danse, le programme Placements Culture et le service de la dette de certaines entités, sociétés d'État et organismes nationaux liés au domaine de la culture.

irements et transferts	Autres crédits	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et	Investis- sements	Dépenses excluant les	Dépenses ne nécessitant	DÉP	ENSES
de juridiction	permanents		ajustements négatifs de provisions **	**	dépenses ne nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2007	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(4 489)		287 178		1 230	285 948		285 948	¹ 261 101
(/	22	459	266		193		193	217
						1 411	1 411	1 669
64 640		13 038 933	(218 857)		13 257 790		13 257 790	12 360 376
98	66 984	3 364 563 11 815	139 230 247	32	3 225 333 11 536		3 225 333 11 536	3 182 511 11 018
96		11015	247	32	11 536	117	117	167
	147 390	5 686 001	15 824		5 670 177		5 670 177	5 346 325
60 249	214 396	22 388 949	(63 290)	1 262	22 450 977	1 528	22 452 505	21 163 384
60 249	214 396	22 388 949	(63 290)	1 262	22 450 977	1 528	22 452 505	21 163 384
(195)		22 673	729	201	21 743		21 743	21 475
(100)			.20		2	243	243	229
(1 688)		63 341		1 900	61 441		61 441	56 444
		10			10		10	10
						1 681	1 681	1 391
9 596		505 220			505 220		505 220	² 452 967
		840			840		840	2 097

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-	CRÉ	DITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	gramme en page	Votés et	Déj	à votés	Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation	
		+	+	+	+	+	+
MISSION : ÉDUCATION ET CULTURE (suite)							
Portefeuille : Éducation, Loisir et Sport							
Administration et consultation	2-92	150 771					
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Aide financière aux études	2-94	496 507					
Permanents		11 000					
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Développement du loisir et du sport	2-96	67 217					
Éducation préscolaire et enseignement							
primaire et secondaire	2-94	7 489 208					
Enseignement supérieur	2-96	3 984 613					
Formation en tourisme et hôtellerie	2-92	20 613					
Régimes de retraite	2-98						
Permanents		734 117					
Total du portefeuille		12 954 056					
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles							
Immigration, intégration et communautés culturelles Permanents	2-132	108 184 10			22 201		
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		108 194			22 201		
TOTAL DE LA MISSION		13 646 534	87		22 201		
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT							
Portefeuille : Affaires municipales et Régions							
Habitation	2-24	337 900					
Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain	2-20	582 803					
Promotion et développement de la Métropole Permanents	2-20	70 433					
Total du portefeuille		991 136					
·		-					

³ La variation est principalement attribuable à la bonification du régime des prêts et bourses et à la hausse des taux d'intérêt entraînant une augmentation des coûts en intérêt pendant que les étudiants sont aux études.

SES	DÉPENS	Dépenses ne nécessitant	Dépenses excluant les	Investis- sements	Crédits non utilisés et	Crédits autorisés	Autres crédits	Virements et transferts
200	2007	pas de crédits	dépenses ne nécessitant pas de crédits	**	ajustements négatifs de provisions **		permanents	de juridiction
	<u>=</u> .		=	(-)	(-)		+	+, (-)
118 949	120 912		120 912	18 928	3 586	143 426		(7 345)
73	59		59			59	49	, ,
5 033	4 930	4 930						
302 101	353 127 ³		353 127	87 640	640	441 407		(55 100)
30 800	19 883	0.000	19 883			19 883	8 883	
7 128 (18 600	8 686 (15 556)	8 686	(15 556)		15 556			
60 072	60 843		60 843		13 330	60 843		(6 374)
7 267 204	7 407 397		7 407 397	84 200	(84 200)	7 407 397		(81 811)
3 775 361	3 919 316		3 919 316	295 000	(41 420)	4 172 896		188 283
18 789	20 613		20 613			20 613		
713 362	737 741		737 741		7 197	744 938	10 821	
12 280 272	12 637 951	13 616	12 624 335	485 768	(98 641)	13 011 462	19 753	37 653
113 596	122 541		122 541	5 403	11	127 955		(2 430)
16	16		16	0 100	• • •	16	6	(2 100)
1 649	1 740	1 740						
115 261	124 297	1 740	122 557	5 403	11	127 971	6	(2 430)
12 930 146	13 353 426	17 280	13 336 146	493 272	(97 901)	13 731 517	19 759	42 936
318 862	340 515		340 515			340 515		2 615
555 165	586 034		586 034			586 034		3 231
73 864	71 062		71 062	4 497		75 559		5 126
1 800	972		972			972	972	
949 691	998 583		998 583	4 497		1 003 080	972	10 972

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-	CRÉ	DITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	gramme en page	Votés et	Déj	à votés	Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation	
		+	+	+	+	+	-
MISSION: ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille : Agriculture, Pêcheries et Alimentation Développement des entreprises bioalimentaires,							
formation et qualité des aliments Permanents	2-36	366 293 9			5 040	2	
Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions							
Organismes d'État Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-36	316 849	152		619		
Total du portefeuille		683 151	152		5 659	2	
Portefeuille : Développement durable, Environnement et Parcs							
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Ne nécessitant pas de crédits	2-76	5 289					
Protection de l'environnement et gestion des parcs Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-76	199 772 34	525		3 102	112	
Total du portefeuille		205 095	525		3 102	112	
Portefeuille : Développement économique, Innovation et Exportation							
Développement économique et aide aux entreprises Permanents	2-84	318 775					
Ajustements négatifs de provisions Direction du Ministère Permanents	2-84	39 156 10					
Ne nécessitant pas de crédits Recherche, science et technologie	2-86	263 104					
Total du portefeuille		621 045					
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale	2 104	705 202					
Mesures d'aide à l'emploi	2-104	795 292					
Total du portefeuille		795 292					

⁴ L'augmentation s'explique principalement par la mise en place d'un nouveau Programme d'aide spéciale aux exploitations porcines et par une hausse du nombre de réclamations pour le Programme Prime-Vert.

Incluant 351 000 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2006.

⁶ La variation s'explique principalement par l'augmentation en 2005-2006, des risques de pertes sur certaines interventions financières garanties.

/irements et transferts	Autres crédits	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et	Investis- sements	Dépenses excluant les	Dépenses ne nécessitant	DÉPENSE	ES
de juridiction	permanents		ajustements négatifs de provisions **	**	dépenses ne nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2007	2006
+, (-)	<u>+</u>	=	(-)	(-)	=	<u>+</u> _	<u>=</u> _	
8 343	195	379 676 206	2	12 753	366 923 204	8 642	366 923 ⁴ 204 8 642	332 783 254 7 877
399	7	318 019 7	200 410	369	(200) 317 240 7	415	(200) 317 240 7 415	(757) 316 991 346
8 742	202	697 908	612	13 122	684 174	9 057	693 231	657 494
400 137		5 689 203 536	203 10 679	61 17 011	5 425 175 846	51	5 425 51 175 846	5 678 59 179 958
92	82	320	112		208	9 378	208 9 378	453 10 137
629	82	209 545	10 994	17 072	181 479	9 429	190 908	196 285
347 452	13 921	666 227 13 921	78 178	369 027 ⁵	219 022 13 921		219 022 ⁶ 13 921	410 971 5 123
876	55	40 032 65	6 400 5 201	957	(6 400) 33 874 65	0.005	(6 400) 33 874 65	(1 243) 34 515 305
1 253		264 357	7 827		256 530	2 205	2 205 256 530	2 913 237 233
349 581	13 976	984 602	97 606	369 984	517 012	2 205	519 217	689 817
34 573		829 865	17		829 848		829 848	794 985
34 573		829 865	17		829 848		829 848	794 985

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)							
	Détail du pro-	CRE	DITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENTA	AIRES
	gramme en page	Votés et	Déj	à votés	Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation	
		+		+	+	+	+
MISSION : ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT (suite)							
Portefeuille : Relations internationales							
Affaires internationales	2-150	100 346	715				
Permanents Ne nécessitant pas de crédits		109					
·							
Total du portefeuille		100 455	715	. =			
Portefeuille : Ressources naturelles et Faune							
Gestion des ressources naturelles et fauniques Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-158	389 067 5 105	912		186	162	
Ajustements négatifs de provisions				·			
Total du portefeuille		394 172	912		186	162	
Portefeuille : Tourisme							
Promotion et développement du tourisme Permanents	2-198	139 259					
Total du portefeuille		139 268					
Portefeuille : Transports							
Administration et services corporatifs Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-208	88 595 19	1 785				
Infrastructures de transport Permanents	2-206	1 342 595				5 381	
Ne nécessitant pas de crédits Ne nécessitant pas de crédits (stocks)							
Promotion et développement de la Capitale-Nationale Permanents	2-208	39 472					
Ne nécessitant pas de crédits Systèmes de transport Ne nécessitant pas de crédits	2-206	415 981	834				
Total du portefeuille		1 886 662	2 619			5 381	
TOTAL DE LA MISSION		5 816 276	4 923		8 947	5 657	

La variation s'explique principalement par la nécessité de modifier la structure de financement du Fonds forestier suite à la diminution des revenus de permis d'intervention – approvisionnement de bois sur les terres publiques.

⁸ La variation est attribuable à la diminution des sommes versées pour l'extinction des feux de forêt.

La hausse est principalement attribuable à l'accroissement des activités dans le Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier et à l'augmentation des dépenses relatives au programme d'aide à l'entretien du réseau local.

SES 2006	PENS	DÉF 2007	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Investis- sements	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions	Crédits autorisés	Autres crédits permanents	Virements et transferts de juridiction
	=	=		=	(-)	(-)	=	+	+, (-)
100 658 653 815	_	99 099 540 2 070	2 070	99 099 540	25 467 3		124 566 543	434	23 505
102 126	_	101 709	2 070	99 639	25 470		125 109	434	23 505
340 887 45 092 13 529 (74)	7	429 762 17 940 15 053	15 053	429 762 17 940	22 707	237	452 469 18 177	12 910	62 304
399 434	_	462 755	15 053	447 702	22 707	237	470 646	12 910	62 304
158 606 9	_	143 408 10		143 408 10		1	143 409 10	1	4 150
158 615	_	143 418		143 418		1_	143 419	1	4 150
71 836 320 6 827		81 605 116 15 518	15 518	81 605 116	5 659		87 264 116	97	(3 116)
1 194 320 6 513 104 184	9	1 282 197 5 380 105 682 60 793	105 682 60 793	1 282 197 5 380	93 411	1	1 375 608 5 381		33 013
36 814		50 826 373		50 826 373	1 541	1	52 368 373	373	12 896
8 391 105 1 070	_	7 399 845 1 354	1 354	399 845	2 369	734	402 948		(13 867)
1 812 997	_	2 003 696	183 354	1 820 342	102 980	736	1 924 058	470	28 926
5 761 444	=	5 943 365	221 168	5 722 197	555 832	110 203	6 388 232	29 047	523 382

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-	CRÉ	DITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	gramme en page	Votés et	Déj	à votés	Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation	
		+	+	+	+	+	+
MISSION : SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAM	ILLES						
Portefeuille : Emploi et Solidarité sociale							
Administration	2-106	480 651			4 251		
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Mesures d'aide financière	2-104	2 474 008		279 000			
Permanents		5 500					
Total du portefeuille		2 960 169		279 000	4 251		
Portefeuille : Famille, Aînés et Condition féminine							
Condition des aînés	2-114	2 867	13				
Condition féminine	2-114	6 855	174				
Ne nécessitant pas de crédits							
Curateur public	2-114	44 305	513				
Permanents							8 900
Ne nécessitant pas de crédits							
Ajustements négatifs de provisions							
Mesures d'aide à la famille	2-112	1 517 288	375	160 000			
Permanents		1 100					
Ajustements négatifs de provisions							
Planification, recherche et administration	2-112	29 642	528				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		1 602 067	1 603	160 000			8 900
Portefeuille : Justice							
Aide aux justiciables	2-142	148 117					
Permanents		61 018					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		209 135					
TOTAL DE LA MISSION		4 771 371	1 603	439 000	4 251		8 900

Virements et transferts	Autres crédits	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et	Investis- sements	Dépenses excluant les	Dépenses ne nécessitant	DÉPE	NSES
de juridiction	permanents		ajustements négatifs de provisions **	**	dépenses ne nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2007	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	
(9 782)		475 120		231	474 889		474 889	494 738
	8	18	1		17		17	24
00.075		0.775.000	4 000	202	0.770.004	132	132	276
22 075	636	2 775 083 6 136	1 099	303	2 773 681 6 136		2 773 681 6 136	2 742 208 5 438
		0 130			0 130		0 130	3 430
12 293	644	3 256 357	1 100	534	3 254 723	132	3 254 855	3 242 684
100		2 980	105		2 875		2 875	2 617
8		7 037	374	10	6 653		6 653	6 490
						10	10	13
40	_	44 858	7 896	2 981	33 981		33 981	26 778
	4	8 904			8 904	5.540	8 904	12 063
						5 542	5 542	2 052
1 000		1 678 663	32 700	139	1 645 824		1 645 824	1 534 423
1 000		1 100	1 081	100	19		19	4 399
								(60)
(468)		29 702	7 318	2 084	20 300		20 300	21 180
	38	48			48		48	42
						777	777	806
680	42	1 773 292	49 474	5 214	1 718 604	6 329	1 724 933	1 610 800
(2 187)		145 930	5 831	221	139 878		139 878	148 789
	19 592	80 610	36		80 574		80 574	76 379
						188	188	182
(2 187)	19 592	226 540	5 867	221	220 452	188	220 640	225 350
10 786	20 278	5 256 189	56 441	5 969	5 193 779	6 649	5 200 428	5 078 834
=======================================	=======================================					:		

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-	CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS	CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES				
	gramme en page	Votés et	Déjà votés		Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres			
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation				
		+	+	+	+		+			
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE										
Portefeuille : Assemblée nationale										
Commission spéciale	2-6									
Permanents		344								
Secrétariat général adjoint aux affaires										
administratives	2-4									
Permanents		36 634								
Ne nécessitant pas de crédits										
Secrétariat général, affaires parlementaires										
et affaires institutionnelles	2-4									
Permanents		21 057								
Services statutaires de soutien aux parlementaires	2-4									
Permanents		46 159					6 788			
Total du portefeuille		104 194					6 788			
Portefeuille : Personnes désignées par										
l'Assemblée nationale										
Administration du système électoral	2-12									
Permanents		26 756								
Ne nécessitant pas de crédits										
Le Commissaire au lobbyisme	2-14	2 527								
Ne nécessitant pas de crédits										
Le Protecteur du citoyen	2-12	12 533	228							
Permanents		293								
Ne nécessitant pas de crédits										
Le Vérificateur général	2-12	21 412	949				(2)			
Ne nécessitant pas de crédits										
Total du portefeuille		63 521	1 177				(2)			
Portefeuille : Affaires municipales et Régions										
Administration générale	2-22	63 694								
Permanents		9				2				
Ne nécessitant pas de crédits										
Commission municipale du Québec	2-24	2 269								
Ne nécessitant pas de crédits										
Compensations tenant lieu de taxes et aide										
financière aux municipalités	2-22	714 262								
Permanents							292			
Développement des régions et ruralité	2-24	69 025								
Régie du logement	2-26	14 688	3		1 385					
Ne nécessitant pas de crédits										
Total du portefeuille		863 947	3		1 385	2	292			

¹⁰ L'augmentation s'explique principalement par la tenue d'une élection générale le 26 mars 2007.

Virements et transferts	Autres crédits	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et	Investis- sements	Dépenses excluant les	Dépenses ne nécessitant	DÉF	PENSES
de juridiction	permanents		ajustements négatifs de provisions **	**	dépenses ne nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2007	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	-
		344	171		173		173	1 950
		344	171		173		173	1 930
(526)		36 108	1 560	7 218	27 330	5 282	27 330 5 282	26 642 5 610
(505)		00.400	400	-	40.004		40.004	2 248
(595)		20 462	463	5	19 994		19 994	17 633
1 121		54 068	83	18	53 967		53 967	44 859
		110 982	2 277	7 241	101 464	5 282	106 746	98 942
	72 275	99 031	2 544	2 296	94 191	1 079	94 191 1 079	10 24 410 670
		2 527	50	25	2 452	73	2 452 73	2 435 104
4		12 765	1 583	136	11 046	73	11 046	10 476
		293	9		284	311	284 311	256 295
9		22 368	1 616	132	20 620	311	20 620	18 719
						504	504	511
13	72 275	136 984	5 802	2 589	128 593	1 967	130 560	57 876
(6 493)		57 201	1	3 797	53 403		53 403	50 459
	8	19	2		17		17	8
(215)		2 054		3	2 051	2 456	2 456 2 051	2 709 1 689
(= : -)				-		7	7	29
6 410		720 672 292	(141 510) 292	144 688	717 494		717 494	674 913
2 911		69 025 18 087		2 718	69 025 16 269		69 025 16 269	57 279 16 004
2911		18 987		2/10	10 209	223	16 269 223	16 004 211
2 613	8	868 250	(141 215)	151 206	858 259	2 686	860 945	803 301
				 ,				

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-					CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES				
	gramme en page	Votés et	Déj	à votés	Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres			
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation				
		+	+	+	+		+			
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)										
Portefeuille : Conseil du trésor et Administration gouvernementale										
Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits	2-44	3 508	97							
Fonds de suppléance	2-48	753 582								
Régimes de retraite et d'assurances	2-46	4 418								
Permanents	2 10	318 894								
Secrétariat du Conseil du trésor	2-44	117 986								
Permanents	2	9								
Total du portefeuille		1 198 397	97							
Portefeuille : Conseil exécutif										
Affaires autochtones	2-56	167 033	39							
Permanents		9								
Ne nécessitant pas de crédits										
Affaires intergouvernementales canadiennes	2-56	12 030	268							
Permanents		10								
Ne nécessitant pas de crédits										
Cabinet du lieutenant-gouverneur	2-54	857								
Jeunesse	2-58	9 267	126							
Ne nécessitant pas de crédits										
Réforme des institutions démocratiques	0.50	5.000	407							
et accès à l'information	2-58	5 633	167							
Ne nécessitant pas de crédits										
Services de soutien auprès du premier	2-54	60 201	799							
ministre et du Conseil exécutif	2-54	69 391 1 076	799							
Permanents Ne nécessitant pas de crédits		1076								
Total du portefeuille		265 306	1 399							
Portefeuille : Développement économique, Innovation										
et Exportation										
Provision relative aux interventions financières										
garanties par le gouvernement	2-86	352 000		·-						

¹¹ Incluant 172 269 pour imputer aux crédits alloués à cette fin par le Parlement, l'excédent des dépenses sur les crédits constaté pour l'année financière terminée le 31 mars 2006.

¹² L'augmentation est attribuable d'une part, au jugement de juin 2007 relatif à la rémunération des juges et d'autre part à l'équité salariale.

¹³ L'augmentation est principalement attribuable à la portion de la provision pour l'équité salariale relative à la fonction publique ainsi qu'à l'augmentation de la dépense relative à la provision pour congés de maladie et vacances.

Virements et transferts	Autres crédits	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et	Investis- sements	Dépenses excluant les	Dépenses ne nécessitant	DÉPEN	SES
de juridiction	permanents		ajustements négatifs de provisions **	**	dépenses ne nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2007	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=		=	
4		3 609	729	30	2 850	16	2 850 16	2 732 19
(753 582) (1 587) 373 072	117 851	2 831 436 745 491 058 12	16 005 (505 254)	31 450 694 127 ¹¹	2 831 389 290 302 185 12		2 831 389 290 ¹² 302 185 ¹³ 12	2 874 297 343 162 729 2 349
(382 093)	117 854	934 255	(488 520)	725 607	697 168	16	697 184	468 046
(6 049)	61	161 023 70	5 464	39	155 520 70		155 520 70	153 933 64
319	44	12 617 54	1 289	72	11 256 54	29 53	29 11 256 54 53	30 11 158 49 26
217		1 074 9 393	901	4	1 074 8 488	9	1 074 8 488 9	1 071 8 704 12
8		5 808	379	65	5 364	18	5 364 18	5 585 17
(9 624)	2 993	60 566 4 069	13 256	381	46 929 4 069	334	46 929 4 069 334	48 965 2 199 633
(15 129)	3 098	254 674	21 289	561	232 824	443	233 267	232 446
(351 000)		1 000	1 000					
(351 000)		1 000	1 000					

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro- gramme	CRÉDITS INITIAUX		CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES			
	en page	Votés et	•		Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation	
		+	+	+	+	+	+
MISSION : GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Finances							
Direction du ministère	2-124	44 027	1 242				
Permanents		10					
Ne nécessitant pas de crédits							
Politiques budgétaires et fiscales, analyses							
économiques et direction des activités							
financières et comptables du gouvernement	2-124	106 949	1 512				
Permanents		11 333					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		162 319	2 754				
Portefeuille : Immigration et Communautés culturelles							
Organisme relevant du ministre	2-132	721					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		721					
Portefeuille : Justice							
Activité judiciaire	2-140	26 107					
Permanents		52 791					
Administration de la justice	2-140	258 715					
Permanents		10 026				2	
Ne nécessitant pas de crédits							
Justice administrative	2-142	10 165					
Organisme de protection relevant du ministre	2-144	7 627					
Ne nécessitant pas de crédits							
Poursuites criminelles et pénales	2-144	58 923					
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		424 354				2	
Portefeuille : Revenu							
Administration fiscale	2-166	487 717	6 113				
Permanents		302 536				31	5 000
Ne nécessitant pas de crédits							
Le Registraire des entreprises	2-168	20 053					
Permanent							
Ne nécessitant pas de crédits							
Total du portefeuille		810 306	6 113			31	5 000

¹⁴ La variation s'explique principalement par l'inscription d'un compte à payer estimé pour la rémunération des juges suite au jugement rendu par la Cour supérieure le 4 juin 2007.

¹⁵ La variation est attribuable à la hausse de la dépense de créances douteuses et s'explique principalement par l'augmentation des comptes à recevoir due à l'intensification des travaux de récupération fiscale et par l'ajout à la provision pour créances douteuses de comptes à recevoir en opposition.

irements et transferts	Autres crédits	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et	Investis- sements	Dépenses excluant les	Dépenses ne nécessitant	DÉF	PENS	SES
de juridiction	permanents		ajustements négatifs de provisions	**	dépenses ne nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2007	*	2006
			**						
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=		
174		45 443	6 113	1 914	37 416		37 416		37 438
		10	1		9		9		10
						922	922		1 094
(41 773)		66 688	25 673	1 085	39 930		39 930		40 860
		11 333	3 287		8 046		8 046		7 855
						279	279		261
(41 599)		123 474	35 074	2 999	85 401	1 201	86 602		87 518
		721	15	3	703		703		665
						5	5		5
		721	15_	3	703_	5	708		670
3 257		29 364		940	28 424		28 424		24 548
0 201	70 162	122 953	243	340	122 710		122 710	14	60 018
(892)		257 823	4	9 290	248 529		248 529		254 912
	4 261	14 289	169		14 120		14 120		9 845
						14 284	14 284		13 289
23		10 188	198		9 990		9 990		10 828
58		7 685	204	44	7 437	63	7 437 63		7 402 80
2 991		61 914		710	61 204	03	61 204		47 042
						17	17		
5 437	74 423	504 216	818	10 984	492 414	14 364	506 778		427 964
16 064		509 894	23 980	4 080	481 834		481 834		480 490
(92)	345 420	652 895	32	63 061	589 802		589 802	15	522 762
						500	500		1 736
51		20 104	7 002	144	12 958		12 958		13 952
	^	_			_		_		
	3	3			3	565	565		1 458

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-	CRÉ	ÉDITS INITI	AUX	CRÉDITS	SUPPLÉMENT	AIRES
	gramme en page	Votés et	Déjà votés		Associés aux crédits	Associés aux produits	Autres
		permanents	Reports	Votés sur plus d'un an	au net	d'aliénation	
		+	+	+	+	+	+
MISSION: GOUVERNE ET JUSTICE (suite)							
Portefeuille : Sécurité publique							
Organismes relevant du ministre Permanents	2-186	29 237 3					
Sécurité, prévention et gestion interne Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-184	417 254 4 445					
Sûreté du Québec Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-184	479 880					
Total du portefeuille		930 819					
Portefeuille : Services gouvernementaux							
Services gouvernementaux Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-192	62 225 10					
Total du portefeuille		62 235					
Portefeuille : Travail							
Travail Permanents Ne nécessitant pas de crédits	2-214	22 810 3 021	689	6 500		1	
Total du portefeuille		25 831	689	6 500		1	
TOTAL DE LA MISSION		5 263 950	12 232	6 500	1 385	36	12 078

¹⁶ La variation s'explique par l'augmentation des sommes versées pour les affaires policières et sécurité-protection, ainsi que pour les services correctionnels

¹⁷ La hausse de 20 896 est principalement attribuable à des dépenses supplémentaires de 17 200 en 2006-2007 pour Services Québec, à la hausse des frais d'exploitation, de formation et d'amortissement de SAGIR pour 41 874 et à la non-récurrence d'une dépense de 44 200 en 2005-2006 pour la création d'une provision pour moins-value sur un actif.

¹⁸ La baisse est principalement attribuable aux sommes accordées en 2005-2006 à la Régie du bâtiment du Québec qui est devenue un organisme non budgétaire depuis le 1er décembre 2005.

Virements et transferts	Autres crédits	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et	Investis- sements	Dépenses excluant les	Dépenses ne nécessitant	DÉF	PENS	ES
de juridiction	permanents		ajustements négatifs de provisions	**	dépenses ne nécessitant pas de crédits	pas de crédits	2007	*	2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	=	_	
(1 124)		28 113		507	27 606		27 606		27 378
25 396		3 442 650	3	3 478	439 172		439 172	16	392 670
	10 794	15 239		9	15 230		15 230		20 369
						5 047	5 047		4 882
20 179	1 062	500 059 1 062		14 065	485 994 1 062		485 994 1 062		483 405 1 025
	1 002	1 002			1 002	11 553	11 553	_	12 275
44 451	11 856	987 126	3	18 059	969 064	16 600	985 664	=	942 004
77 374		139 599	19 365	7 687	112 547		112 547	17	91 651
		10	1		9	4 075	9 4 075		2 387 2 103
77 374		139 609	19 366	7 687	112 556	4 075	116 631	_	96 141
6 557		36 556	4 361	337	31 858		31 858	18	55 891
		3 022	304	11	2 707	863	2 707 863		2 952 1 903
0.557		20.572	4.005	0.40	24.525			-	
6 557		39 578	4 665	348	34 565	863	35 428	-	60 746
(637 353)	624 937	5 283 765	(508 412)	994 569	4 797 608	48 567	4 846 175	_	4 295 053

SOMMAIRE DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Détail du pro-		CRÉDITS INITIAUX			CRÉDITS SUPPLÉMENTAIRES		
5	gramme en page pe	Votés et permanents		Déjà votés		Associés aux produits d'aliénation	Autres	
			Reports Votés sur plus d'un an					
		+	+	+	+	+	+	
MISSION : SERVICE DE LA DETTE								
Portefeuille : Finances Service de la dette et intérêts sur le								
compte des régimes de retraite Permanents	2-126	7 205 000						
Total du portefeuille		7 205 000						
TOTAL DE LA MISSION		7 205 000	:			=		
TOTAL DES CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS		58 817 435	18 845	445 500	36 784	5 693	20 978	
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ne nécessitant pas de crédits (stocks) Ajustements négatifs de provisions		41 121 463 17 695 972	18 845	445 500	36 784	5 693	(2) 20 980	

¹⁹ Incluant 4 357 127 (2006: 4 043 803) pour le service de la dette directe et 2 643 023 (2006: 2 831 555) pour les intérêts sur le compte des régimes de retraite.

²⁰ Non inclus dans les prévisions budgétaires.

Virements et transferts de juridiction	Autres crédits permanents	Crédits autorisés	Crédits non utilisés et ajustements négatifs de provisions	Investis- sements **	Dépenses excluant les dépenses ne nécessitant pas de crédits	Dépenses ne nécessitant pas de crédits	DÉPEN: 2007	SES 2006
+, (-)	+	=	(-)	(-)	=	+	_	
	628 239	7 833 239		833 089	7 000 150		7 000 150	6 875 358
	628 239 628 239	7 833 239 7 833 239		833 089 833 089	7 000 150 7 000 150		7 000 150 7 000 150	6 875 358 6 875 358
	1 536 656		(502 959)	2 883 993	58 500 857	295 192	58 796 049	56 104 219
	1 536 656	41 622 590 19 259 301	(714 271) 189 156 22 156	1 946 833 937 160	40 390 028 18 132 985 (22 156)	234 399 60 793	40 390 028 18 132 985 234 399 60 793 (22 156)	38 553 012 17 354 622 217 322 (20 737)

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits		
	autorisés		
	de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
ASSEMBLÉE NATIONALE	102 108	101 464	79 879
AGGEMBELE NATIONALE	102 100	101 404	19019
PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
Commissaire au lobbyisme	2 502	2 452	1 708
Directeur général des élections - Commission de la représentation	95 932	94 191	57 557
Protecteur du citoyen	12 703	11 330	8 107
Vérificateur général	22 118	20 620	15 226
	133 255	128 593	82 598
AFFAIRES MUNICIPALES ET RÉGIONS			
Ministère des Affaires municipales et des Dégions	4 020 044	4 000 F00	27.726
Ministère des Affaires municipales et des Régions	1 838 814	1 838 522	37 726
Commission municipale du Québec Régie du logement	2 051 16 269	2 051 16 269	1 617 12 401
	1 857 134	1 856 842	51 744
			
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	672 135	671 927	113 413
Commission de protection du territoire agricole du Québec	8 609	8 411	6 898
Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 039	3 836	2 980
	684 783	684 174	123 291
CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	710 323	694 318	635 517
Commission de la fonction publique	3 449	2 850	2 312
	713 772	697 168	637 829
CONSEIL EXÉCUTIF			
CONSEIL EXECUTIF			
Ministère du Conseil exécutif	249 459	228 943	51 292
Commission d'accès à l'information	4 049	3 881	3 122
	253 508	232 824	54 414
CULTURE ET COMMUNICATIONS			
Ministère de la Culture et des Communications	569 207	568 881	40 232
Commission des biens culturels du Québec	444	444	286
Conseil supérieur de la langue française	1 501	1 327	732
Office québécois de la langue française	18 830	18 602	14 366
	589 982	589 254	55 616

Excluant l'amortissement des immobilisations et l'utilisation des stocks qui ne requièrent pas de crédits.
 Les dépenses relatives à l'amortissement et à l'utilisation des stocks sont comprises dans la supercatégorie «Fonctionnement».

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
21 556		29			5 282	106 746
744 33 925 3 223 5 394 43 286		2 709 2 709			73 1 079 311 504	2 525 95 270 11 641 21 124 130 560
15 072 434 3 868	3 669	1 746 649	35 406		2 456 7 223	1 840 978 2 058 16 492
19 374	3 669	1 746 649	35 406		2 686	1 859 528
41 463 1 513 849	976 7	516 075			8 642 373 42	680 569 8 784 3 878
43 825	983	516 075			9 057	693 231
20 894 538	2	22 037	15 868		16	694 318 2 866
21 432	2	22 037	15 868		16	697 184
19 205 759		158 446			425 18	229 368 3 899
19 964		158 446			443	233 267
21 640 158 580	397	506 612 15			1 685 9	570 566 444 1 336
4 007		229			230	18 832
26 385	397	506 856			1 924	591 178

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET PARCS			
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	179 563 5 627	176 054 5 425	96 981 3 685
	185 190	181 479	100 666
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE INNOVATION ET EXPORTATION	044 004	547.040	50.400
DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION	611 204	517 012	58 466
ÉDUCATION, LOISIR ET SPORT			
Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport	12 648 996	12 622 016	90 748
Commission consultative de l'enseignement privé Conseil supérieur de l'éducation	114 2 205	114 2 205	52 1 608
	12 651 315	12 624 335	92 408
EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	4 085 688	4 084 571	161 853
FAMILLE, AÎNÉS ET CONDITION FÉMININE			
Ministère de la Famille, des Aînés et de la Condition féminine	1 693 064	1 671 480	27 570
Conseil du statut de la femme Curateur public	4 494 43 213	4 239 42 885	3 037 31 995
	1 740 771	1 718 604	62 602
FINANCES	7 119 500	7 085 551	42 766
IMMIGRATION ET COMMUNAUTÉS CULTURELLES			
Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles Conseil des relations interculturelles	122 561 	122 557 703	63 366 471
	123 278	123 260	63 837

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert_+	Affectation à - un fonds spécial	Service de + la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
42 872	107	36 094			9 378	185 432
1 740					51	5 476
44 612	107	36 094			9 429	190 908
35 105	7 521	415 920			2 205	519 217
44 500 62	4 327	12 482 441			13 597	12 635 613 114
597_					19	2 224
45 159	4 327	12 482 441			13 616	12 637 951
102 924	6 136	2 769 759	1 043 899		132	4 084 703
9 218 1 202 10 887	19 3	1 634 673			777 10 5 542	1 672 257 4 249 48 427
21 307	22	1 634 673			6 329	1 724 933
24 436		17 749	450	7 000 150	1 201	7 086 752
30 899 232		28 292			1 740 5	124 297 708
31 131		28 292			1 745	125 005

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits		
	autorisés		
	de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
JUSTICE			
Ministère de la Justice Comité de la rémunération des juges de la Cour du	633 051	627 330	259 680
Québec et des cours municipales	200	1	
Commission des droits de la personne et			
des droits de la jeunesse	13 772	13 755	10 702
Conseil de la justice administrative Conseil de la magistrature	411 2 139	373 2 095	166 331
Directeur des poursuites criminelles et pénales	61 205	61 204	49 739
Office de la protection du consommateur	7 636	7 437	5 630
Tribunal des droits de la personne	674	671	390
	719 088	712 866	326 638
RELATIONS INTERNATIONALES	99 639	99 639	48 639
			10 000
RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE	447 777	447 702	104 570
REVENU			
Ministère du Revenu	1 091 093	1 071 636	294 625
Le Registraire des entreprises	14 573	12 961	9 890
	1 105 666	1 084 597	304 515
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
Ministère de la Santé et des Services sociaux	16 688 508 ¹	16 767 869 ¹	50 783
Commissaire à la santé et au bien-être	1 395	1 395	50 783 759
Office des personnes handicapées du Québec	11 783	11 536	8 102
Régie de l'assurance maladie du Québec	5 686 001	5 670 177	
	22 387 687	22 450 977	59 644
1 Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des	autres coûts par programme	es, éléments et supercaté	égories» page 2-175.
SÉCURITÉ PUBLIQUE			
Ministère de la Sécurité publique	959 381	959 377	459 623
Bureau du coroner	6 512	6 512	3 533
Commission québécoise des libérations conditionnelles	3 175	3 175	2 009
	969 068	969 064	465 165
SERVICES GOUVERNEMENTAUX	121 683	112 556	9 414

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à un fonds spécial	Service de + la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
140 435	5 333	207 982	13 900		14 284	641 614
1						1
3 053 207 1 764					188	13 943 373 2 095
11 465 1 807 281					17 63	61 221 7 500 671
159 013	5 333	207 982	13 900		14 552	727 418
27 050	=	23 950			2 070	101 709
43 886	5 540	18 014	275 692		15 053	462 755
113 889 3 068	547 717 3	123	115 282		500 565	1 072 136 13 526
116 957	547 720	123	115 282		1 065	1 085 662
73 462 536 2 540		16 643 624 100 894 5 670 177			1 411 117	16 769 280 1 395 11 653 5 670 177
76 538		22 314 795			1 528	22 452 505
239 228 2 979	33	64 395	196 098		16 600	975 977 6 512
1 166						3 175
243 373	33	64 395	196 098		16 600	985 664
65 855		37 287			4 075	116 631

SOMMAIRE DES CRÉDITS AUTORISÉS ET DES DÉPENSES PAR PORTEFEUILLES, MINISTÈRES ET ORGANISMES ET PAR SUPERCATÉGORIES DE DÉPENSES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés		
	de dépenses	Dépenses *=	Rémunération +
TOURISME	143 418	143 418	
TRANSPORTS			
Ministère des Transports	1 809 839	1 809 839	173 820
Commission des transports du Québec	11 001	10 503	7 923
	1 820 840	1 820 342	181 743
TRAVAIL			
Ministère du Travail	28 947	26 215	8 721
Commission de l'équité salariale	5 520	5 239	3 860
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre	457	413	258
Conseil des services essentiels	2 976	2 698	1 946
	37 900	34 565	14 785
TOTAL GOUVERNEMENTAL	58 704 254	58 500 857	3 183 082

Pour détail par catégories, voir section 2, par portefeuilles.

Fonctionnement *+	Créances douteuses et autres provisions +	Transfert +	Affectation à - un fonds spécial +	Service de la dette	Fonctionnement Dépenses ne nécessitant pas de crédits **	Dépenses totales
		84 499	58 919			143 418
283 569 2 580	470	572 161	779 819		182 000 1 354	1 991 839 11 857
286 149	470	572 161	779 819		183 354	2 003 696
2 886 1 379 155 752		14 608			752 94 2 15	26 967 5 333 415 2 713
5 172		14 608			863	35 428
1 524 489	582 260	43 675 543	2 535 333	7 000 150	295 192	58 796 049

SOMMAIRE DES DÉPENSES DE TRANSFERT

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

BÉN	ÉFICIAIRES *	Rémunération	Fonctionnement
Entre	eprises		
Étab	lissements de santé et de services sociaux	10 748 211	3 934 584
Com	imissions scolaires et institutions d'enseignement	9 218 775	1 503 265
Mun	icipalités et organismes municipaux		10
	anismes à but non lucratif	100 844	53 538
Pers	onnes:		
Sé	ecurité du revenu		
As	ssurance maladie	3 947 436	2
Αι	utres	46 653	6
Orga	anismes et entreprises du gouvernement	433 949	237 189
_			
,		24 495 868	5 728 594
REP	ARTITION:		
1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Régions	19 886	5 993
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	41 035	12 500
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	21 882	
6	Conseil exécutif		
7	Culture et Communications	101 650	73 197
8	Développement durable, Environnement et Parcs		6 015
9	Développement économique, Innovation et Exportation	2 928	6 627
10	Éducation, Loisir et Sport	9 207 876	1 506 602
11	Emploi et Solidarité sociale	6 943	2 682
12	Famille, Aînés et Condition féminine		30 097
13	Finances	11 858	2 327
14	Immigration et Communautés culturelles		
15	Justice	117 160	17 769
16	Relations internationales		
17	Ressources naturelles et Faune	2 039	
18	Revenu		
19	Santé et Services sociaux	14 915 904	4 020 691
20	Sécurité publique		7 996
21	Services gouvernementaux		
22	Tourisme	22 269	26 105
23	Transports	24 438	9 993
24	Travail		
		24 495 868	5 728 594

Total des transferts pour le remboursement du principal des emprunts contractés pour des dépenses en capital et pour autres dépenses en capital.

Correspondant aux destinataires finaux. Si l'aide est versée par un intermédiaire et qu'alors l'identification des destinataires finaux ne peut être faite au prix d'un effort raisonnable, les bénéficiaires du paiement initial sont pris en compte.

1 Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

j	2006	2007	Support	Intérêt	ıl	Capital
_		1			Autres	Principal
	998 522	1 068 687	1 033 118	3 232	29 438	2 899
	14 603 573	15 478 024	198 255	271 252	15 743	309 979
	11 821 302	12 131 470	310 268	559 274	27 405	512 483
	1 759 792	1 931 497	1 128 705	322 772	42 669	437 341
	2 531 472	2 646 369	2 309 406	86 851	10 031	85 699
	2 716 575	2 746 038	2 746 038			
	5 521 203	5 871 234	1 923 796			
	647 533	712 569	632 771	4 939	24 135	4 065
_	992 243	1 089 655	220 775	84 608	25 600	87 534
=	41 592 215	43 675 543	10 503 132	1 332 928	175 021	1 440 000
	31	29	29			
	2 778	2 709	2 709			
	1 649 844	1 746 649	979 122	335 216	16 294	390 138
	484 366	516 075	435 129	156	27 152	103
	24 201	22 037	155			
	157 866	158 446	141 358	6 619	3 022	7 447
	455 890	506 856	210 067	46 114	2 264	73 564
	33 322	36 094	9 811	7 071	514	12 683
	395 650	415 920	396 160	2 792	1 089	6 324
	12 119 518	12 482 441	683 890	554 663	29 583	499 827
	2 738 544	2 769 759	2 759 627	21	486	
	1 523 548	1 634 673	1 598 211	1 962	593	3 810
	16 175	17 749	3 564			
	23 260	28 292	28 292			
	213 944	207 982	72 540		513	
	25 399	23 950	23 950			
	19 836	18 014	9 665	4 856	1 454	
	124	123	123			
	21 021 084	22 314 795	2 761 185	271 207	35 877	309 931
	48 160	64 395	56 399			
	22 829	37 287	37 287			
	84 339	84 499		19 704		16 421
	515 024	572 161	279 251	82 547	56 180	119 752
_	16 483	14 608	14 608			
	41 592 215	43 675 543	10 503 132	1 332 928	175 021	1 440 000

1 615 021

SOMMAIRE DES DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Rémuné- ration	Fonction- nement	Capital	Intérêt	Support	2007	1	2006
Affaires municipales et Régions					35 406	35 406		27 143
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		220	5 672	9 976		15 868		4 437
Emploi et Solidarité sociale	121 680	47 836	28 727	2 759	842 897	1 043 899		1 024 950
Finances		450				450		450
Justice	260	1 064			12 576	13 900		11 336
Relations internationales								10 750
Ressources naturelles et Faune	92 689	83 748	12 400	12 800	74 055	275 692		220 686
Revenu	52 284	19 951	40 446	2 601		115 282		109 512
Sécurité publique	153 361	37 803	4 934			196 098		199 545
Services gouvernementaux								44 200
Tourisme	15 606	13 636			29 677	58 919		74 276
Transports	64 838	33 266	400 755	279 416	1 544	779 819		673 003
	500 718	237 974	492 934	307 552	996 155	2 535 333		2 400 288

¹ Certains chiffres comparatifs ont été reclassés et redressés afin de les rendre conformes à la présentation adoptée en 2007.

SOMMAIRE DE LA RÉMUNÉRATION PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Total des dépenses	Immobili- sations	Rémunération totale
Assemblée nationale	79 879			79 879	578	80 457
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	82 598			82 598	231	82 829
Affaires municipales et Régions	51 744	19 886		71 630	33	71 663
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	123 291	41 035		164 326	708	165 034
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	637 829	21 882		659 711		659 711
Conseil exécutif	54 414			54 414		54 414
Culture et Communications	55 616	101 650		157 266	19	157 285
Développement durable, Environnement et Parcs	100 666			100 666	1 262	101 928
Développement économique, Innovation et Exportation	58 466	2 928		61 394		61 394
Éducation, Loisir et Sport	92 408	9 207 876		9 300 284	589	9 300 873
Emploi et Solidarité sociale	161 853	6 943	121 680	290 476		290 476
Famille, Aînés et Condition féminine	62 602			62 602	1 358	63 960
Finances	42 766	11 858		54 624	360	54 984
Immigration et Communautés culturelles	63 837			63 837	1 482	65 319
Justice	326 638	117 160	260	444 058	3 919	447 977
Relations internationales	48 639			48 639		48 639
Ressources naturelles et Faune	104 570	2 039	92 689	199 298	2 907	202 205
Revenu	304 515		52 284	356 799		356 799
Santé et Services sociaux	59 644	14 915 904		14 975 548	198	14 975 746
Sécurité publique	465 165		153 361	618 526	2 424	620 950
Services gouvernementaux	9 414			9 414		9 414
Tourisme		22 269	15 606	37 875		37 875
Transports	181 743	24 438	64 838	271 019	5 305	276 324
Travail	14 785			14 785		14 785
	3 183 082	24 495 868	500 718	28 179 668	21 373	28 201 041

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

SECTION 2

DÉTAIL DES REVENUS, DES CRÉDITS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Assemblée nationale	2-3
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	
Affaires municipales et Régions	
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	2-34
Conseil du trésor et Administration gouvernementale.	
Conseil exécutif	2-53
Culture et Communications	2-63
Développement durable, Environnement et Parcs	2-74
Développement économique, Innovation et Exportation	2-83
Éducation, Loisir et Sport	2-91
Emploi et Solidarité sociale	2-103
Famille, Aînés et Condition féminine	2-111
Finances	2-120
Immigration et Communautés culturelles	2-131
Justice	2-138
Relations internationales	2-149
Ressources naturelles et Faune	2-155
Revenu	2-164
Santé et Services sociaux.	2-173
Sécurité publique	2-182
Services gouvernementaux	2-191
Tourisme	2-198
Transports	2-204
Travail	2-213

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en millers de dollars)		
	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services Revenus autonomes de l'Assemblée nationale Boutique de l'Assemblée nationale	2 610	2 658 271
	2 610	2 929
Moins : Montants inscrits au compte des revenus autonomes de l'Assemblée nationale	2 610	2 929
Recouvrements Dépenses d'années antérieures	191	225
	191	225
Total des revenus autonomes	191_	225
Total des revenus	191	225

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22			GÉNÉRAL, AFFAIRES STITUTIONNELLES	S PARLEMENTA	MRES	
Secrétariat général, affaires juridiques,						
bibliothèque et sécurité Permanents ¹	10 854	2		10 400	9 342	
Affaires parlementaires						
Permanents ¹	2 754			2 754	2 530	
Affaires institutionnelles						
Permanents ¹	6 854	3		6 840	4 755	
TOTAL	20 462	5		19 994	16 627	
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).						
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		SECRÉTARIAT (ADMINISTRATIV	GÉNÉRAL ADJOINT / ES	AUX AFFAIRES		
Soutien administratif et technique Permanents 1	21 432		6 768	13 104	7 357	
Soutien à la gestion Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	14 676		450	14 226 5 282	12 151	
TOTAL	36 108		7 240	22.612	19 508	
1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).	36 108		7 218	32 612	19 508	
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		SERVICES STAT	UTAIRES DE SOUTI JES	EN AUX		
Sommaire : page 1-22 1. Indemnités et allocations Permanents ¹	17 063 8 491	PARLEMENTAIR		17 063	17 063 830	
Sommaire : page 1-22 1. Indemnités et allocations Permanents ¹ Permanents ² 2. Personnel des députés	17 063 8 491 20 673			17 063 8 392	17 063 830 18 110	
Sommaire : page 1-22 1. Indemnités et allocations Permanents ¹ Permanents ² 2. Personnel des députés Permanents ²	8 491	PARLEMENTAIR 16		17 063	830	
Sommaire: page 1-22 1. Indemnités et allocations Permanents Permanents Permanents 2 2. Personnel des députés Permanents 2 3. Services de recherche des partis Permanents Permanents 4 Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale	8 491 20 673	PARLEMENTAIR 16		17 063 8 392 20 671	830 18 110	
Sommaire: page 1-22 1. Indemnités et allocations Permanents Permanents Permanents 2 2. Personnel des députés Permanents 2 3. Services de recherche des partis Permanents 2 4. Régime de retraite des membres de	8 491 20 673	PARLEMENTAIR 16		17 063 8 392 20 671	830 18 110	

¹ Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1).

² Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).

	CRÉANCES				CRÉ	DITS NON UTILIS	ÉS
ONCTION-	DOUTEUSES ET AUTRES	TDANICEEDT	AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du	Danada	At
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autre
rmer les parl	ementaires et les c	itoyens des activi	ercice de leurs rôl tés de l'Assemblée t pédagogiques de	nationale, à assur	er la gestion de la l	bibliothèque et de	
1 050		8					452
224							
2 085							11
3 359		8					463
icières, hum		s d'une part, et de	aux parlementaires s services reliés à l e part.				
ncières, hum	aines et matérielle	s d'une part, et de	s services reliés à l				ion ainsi que l
ncières, hum ion des resta	aines et matérielle	s d'une part, et de	s services reliés à l				ion ainsi que l
ncières, hum tion des resta 5 747 2 075	aines et matérielle	s d'une part, et de	s services reliés à l				
5 747 2 075 5 282 13 104	aines et matérielle aurants et du parc	s d'une part, et de immobilier, d'autr	s services reliés à l	la diffusion des dé	ébats, aux technolo		ion ainsi que l
5 747 2 075 5 282 13 104	aines et matérielle aurants et du parc	s d'une part, et de immobilier, d'autr	s services reliés à le part.	la diffusion des dé	ébats, aux technolo		1 560
5 747 2 075 5 282 13 104 programme v	aines et matérielle aurants et du parc	s d'une part, et de immobilier, d'autr	s services reliés à le part.	la diffusion des dé	ébats, aux technolo		ion ainsi que l
5 747 2 075 5 282 13 104 programme v	aines et matérielle aurants et du parc	s d'une part, et de immobilier, d'autr	s services reliés à le part.	la diffusion des dé	ébats, aux technolo		1 560
5 747 2 075 5 282 13 104 programme v 7 562 2 540	aines et matérielle aurants et du parc	s d'une part, et de immobilier, d'autr	s services reliés à le part.	la diffusion des dé	ébats, aux technolo		1 560

(en milliers de dollars)					
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22		COMMISSION SI	PÉCIALE		
Administration de la commission spéciale Permanents ¹	181			72	31
Recherche et soutien du Parti libéral du Québec Permanents 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	67			25	25
Recherche et soutien du Parti québécois Permanents 1	50			32	32
Recherche et soutien de l'Action démocratique du Québec Permanents ¹	46			44	18
					10
TOTAL 1 Loi sur l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. A-23.1).	344			173	106_
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Permanents Ne nécessitant pas de crédits	110 982	23	7 218	101 464 5 282	79 879
TOTAL	110 982	23	7 218	106 746	79 879 1

¹ Incluant 5 935 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉD	ITS NON UTILISE	ÉS
	DOUTEUSES		AFFECTATION		ONED	THO INOIN OTILIO	
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
L'Assemblée nat	ionale a constitué	une commission s	spéciale en vue de l	l'étude de l'avant-	projet de loi sur la Lo	oi électorale.	
					-		
41							109
							100
							42
							18
26							2
67							171
					=======================================		
21 556		29					2 277
5 282		29					2211
					 -		
26 838		29			=======================================		2 277

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat général, affaires parlementaires et affaires institutionnelles Autres	8		
Programme 3 - Services statutaires de soutien aux parlementaires Autres	21_		
Total des crédits et dépenses	29		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
			8		8	5
4		17_			21	26
4		17	8		29	31

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	29	29	31
TOTAL DU PORTEFEUILLE	29	29	31

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en miliers de dollars)		
	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	456	567
Divers	61_	66
	517	633
Intérêts		
Divers	17	9
Amendes et confiscations		
Retrait - parti politique	125	10
Divers	11	12
	136	22
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	124	190
	794	854
Total des revenus autonomes	794	854
Total des revenus	794	854

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-22		LE PROTECTEU	R DU CITOYEN		
Le Protecteur du citoyen Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	12 765 293		136	11 046 284 311	7 823 284
TOTAL 1 Loi sur le Protecteur du citoyen, (L.R.Q., c. P-32).	13 058		136	11 641	8 107
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-22		LE VÉRIFICATEU	JR GÉNÉRAL		
Le Vérificateur général Ne nécessitant pas de crédits	22 368		132	20 620 504	15 226
TOTAL	22 368		132	21 124	15 226
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-22		ADMINISTRATIO	ON DU SYSTÈME ÉLE	CTORAL	
Gestion interne et soutien Permanents Ne nécessitant pas de crédits	17 572		47	15 067 449	11 880
Commission de la représentation électorale Permanents ¹	166			80	
3. Activités électorales Permanents ¹	81 293		2 249	79 044 630	45 677
Ne nécessitant pas de crédits					-

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
programme v	ise à permettre au	Protecteur du cito	oyen de se saisir de	es griefs des citoy	ens à l'endroit de l'ad	ministration public	que.
3 223						365	1 21
311						365	1 22
timisation de	s ressources du fo				s organismes et entre	eprises du gouver	nement et
	s ressources du fo		ı revenu, des minis n rapport à l'Assem		s organismes et entr	eprises du gouver	nement et
otimisation de nmuniquer le 5 394	s ressources du fo				s organismes et entr	eprises du gouver	
otimisation de nmuniquer le	s ressources du fo				s organismes et entr		98 ²
5 394 504 5 898	s ressources du fo résultat de cette vé	érification dans ur	n rapport à l'Assem	blée nationale.	nancement des partis	635	98
5 394 504 5 898	s ressources du fo résultat de cette vé	érification dans ur	n rapport à l'Assem	blée nationale.		635	98
5 394 504 5 898 programme v	s ressources du fo résultat de cette vé	érification dans ur	n rapport à l'Assem	blée nationale.		635	98
5 394 504 5 898 programme v	s ressources du fo résultat de cette vé	érification dans ur	n rapport à l'Assem	blée nationale.		635	98

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres Immobilisations		Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-22					
Le Commissaire au lobbyisme Ne nécessitant pas de crédits	2 527		25	2 452 73	1 708
TOTAL	2 527		25	2 525	1 708
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	37 660 99 324		293 2 296	34 118 94 475 1 967	24 757 57 841
TOTAL	136 984		2 589	130 560	82 598

¹ Incluant 6 013 à l'égard de 61 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	ı
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme v	ise à permettre au	Commissaire au	lobbyisme d'assure	er la surveillance e	et le contrôle des acti	vités de lobbyism	e auprès des
					vernementales et mui		
744 73							50
817							50
9 361 33 925		2 709				1 000	2 249 2 553
1 967							
45 253		2 709				1 000	4 802

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen Autres		ENTR	SSS
Programme 3 - Administration du système électoral Financement des partis politiques	2 709		
Total des crédits et dépenses	2 709		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
						33
		2 709			2 709	2 745
		2 709			2 709	2 778

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	2 709	2 709	2 778
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 709	2 709	2 778

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Total des revenus

(en milliers de dollars) 2007 2006 Droits et permis Autres Frais exigibles par la Régie du logement 4 485 4 598 Revenus divers Ventes de biens et services Divers 36 17 Intérêts Prêts à des municipalités et organismes municipaux 1 038 293 Débiteurs 92 10 Divers 8 8 1 138 311 Recouvrements Dépenses d'années antérieures 492 389 Subventions d'années antérieures 434 1 293 Biens non réclamés remis à l'état 145 4 1 827 930 2 104 2 155 6 753 Total des revenus autonomes 6 589 Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes Programme d'infrastructures 52 901 48 376 Infrastructures 2005 6 583 48 376 59 484 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte relatif au programme d'infrastructures 52 901 48 376 Compte relatif aux infrastructures 2005 6 583 Total des transferts du gouvernement du Canada

6 589

6 753

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

PROGRAMMES Éléments PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14	CRÉDITS <u>AUTORISÉS</u>	Prêts, Placements, Avances et Autres PROMOTION ET	IMPUTATIONS Immobilisations DÉVELOPPEMENT	Dépenses DE LA MÉTROP	RÉMUNÉRATION OLE
Aide au développement de la Métropole	56 426			56 426	
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval Permanents ¹	19 133 972	4 497 2		14 636 972	
TOTAL 1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.0) 2 Incluant un montant de 2 962 porté à la dette nette	,	4 497 a réforme comptable	======================================	72 034	
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-14		MISE À NIVEAU ET RENOUVEAU	DES INFRASTRUC' I URBAIN	TURES	
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	21 169			21 169	
2. Assainissement des eaux du Québec	440 940			440 940	
3. Infrastructures	115 757			115 757	653
4. Renouveau urbain et villageois	8 168			8 168	
TOTAL	586 034			586 034	653

	CRÉANCES				CRÉD	ITS NON UTILISÉS	
	DOUTEUSES		AFFECTATION				
FONCTION-	ET AUTRES	TDANICEEDT	À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du	Danasta	A t
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
dynamisme et le développement e facilite la conce d'aménagement d	rayonnement. De et la promotion de ertation entre de	plus, il vise à for la Métropole tou nombreux parte à la cohérence de	urnir un soutien fir t en agissant com naires métropolit es actions gouverne	nancier d'appui à l me catalyseur et ains, tant du se	de la Métropole afi la réalisation d'initiat rassembleur pour la cteur privé que pu erritoire et assume la	tives ayant comme promotion de ses ıblic, notamment	objectifs le intérêts. Il en matière
		56 426					
	972	14 636					
	972	71 062					
eaux usées munic	cipales au sein de	toutes les régions munautés métro	s du Québec. Il per politaines de mêi	met d'apporter un	'aqueduc et d'égout a soutien financier à la nordique particuliè	a réfection d'infras	tructures au
		21 169					
		440 940					
477		114 627					
3		8 165					
480		584 901			=		

				IMPUTATIONS		
			Prêts,			
		4	Placements,			
	ROGRAMMES éments	CRÉDITS AUTORISÉS	Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
LIC	ements	AUTORISES	Autres	IIIIIIODIIISAUOIIS	Depenses	KLWONLKATION
	ROGRAMME 3 mmaire : page 1-22			NS TENANT LIEU I CIÈRE AUX MUNIC		
1.	Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	24 202	5 633 ¹	2	24.705	
	sur les immeubles au gouvernement	24 393	5 633		21 705	
2.	Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	266 482	91 765 ⁻²	2	266 482	
3.	Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements des autres provinces, des gouvernements étrangers et					
	des organisations internationales	2 185	490	2	1 695	
4.	Aménagement du territoire municipal	3 783			3 783	
5.	Aide financière aux municipalités Permanents ¹	34 972 292			34 972	
6.	Mesures financières du pacte fiscal	388 857	46 800	2	388 857	
TC	DTAL	720 964	144 688		717 494	
1 2	Loi concernant la ville de Schefferville, (L.Q., 1986, Montant porté à la dette nette dans le cadre de la re	c. 51).				
	ROGRAMME 4 mmaire : page 1-22		ADMINISTRATIO	ON GÉNÉRALE		
1.	Direction Permanents ¹	5 208 17			5 208 17	3 208
2.	Gestion	51 993	2	3 795	48 195	33 865
	Permanents ²	2			0.450	
	Ne nécessitant pas de crédits				2 456	-
ГС	DTAL	57 220	2	3 795	55 876	37 073
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).			=======================================	=======================================	

¹ Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

² Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
	DOUTEUSES		AFFECTATION				
FONCTION- NEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
IVEIVIEIVI	1100101010	THOUSE EIGH	OI LOINE	<u> </u>	droit d'engager	теропа	Autres
gouvernement, d soutenir le regro municipalités rég	les réseaux de la upement volontair	santé et des ser e de municipalité notamment pour	vices sociaux et de es et aussi d'accord	e l'éducation ains ler une aide finan	ncières tenant lieu de i que des gouvernen cière au milieu munio be également les mes	nents étrangers. cipal. Il couvre le	II permet de soutien aux
		21 705					(2 945)
		266 482					(91 765)
		1 695					
		3 783					
5		34 967					
							292
		388 857					(46 800)
5		717 489					(141 218)
ressources néce une représentati	ssaires à la gestion on au sein des di	n des différents p verses régions d	orogrammes du Min	istère et à l'élabo mise en oeuvre o	planification, la dire ration des politiques. des orientations et d gions du Québec.	En outre, il perm	net d'assurer
626 17		1 374					
13 944		386					1
2 456							2
							
17 043		1 760					3

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	<u>Immobilisations</u>	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-22		DÉVELOPPEMEI	NT DES RÉGIONS ET	Γ RURALITÉ	
Soutien au développement local et régional	69 025			69 025	
TOTAL	69 025			69 025	
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-22		COMMISSION M	UNICIPALE DU QUÉI	BEC	
Commission municipale du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2 054		3	2 051 7	1 617
TOTAL	2 054		3	2 058	1 617
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		HABITATION			
Société d'habitation du Québec Immobilière SHQ	340 515			340 515	
TOTAL	340 515			340 515	

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
	offre un soutien fi régional et celles s		oppement local et	régional. Il est c	onstitué des envelop	pes budgétaires a	affectées au
		33 619	35 406				
		33 619	35 406		=======================================		
		-	licipalités en matiè s d'exemption de ta	_	territoriale, de régula	ation technique, d'	enquête, d
		-	•	_	territoriale, de régula	ation technique, d'	enquête, d
434 7 441 e programme v	vise à faciliter, aus a diversité de leur	c citoyens du Que s besoins et de	ébec, l'accès à des	conditions adéque	territoriale, de régula	nant compte de le	eur capacit
434 7 441 e programme v	vise à faciliter, aus a diversité de leur	c citoyens du Que s besoins et de	ébec, l'accès à des	conditions adéque	uates de logement te odémographique, à p	nant compte de le	eur capacit

(en milliers de dollars)					
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 8 Sommaire : page 1-22		RÉGIE DU LOGE	EMENT		
Régie du logement Ne nécessitant pas de crédits	18 987	2 469	249	16 269 223	12 401
TOTAL	18 987	2 469	249	16 492	12 401
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	1 870 047 1 283	151 656	4 047	1 855 853 989 2 686	51 744
	1 871 330	151 656	4 047	1 859 528	51 744 ¹

¹ Incluant 11 638 à l'égard de 117 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES DOUTEUSES		AFFECTATION		CRÉDI	TS NON UTILISÉS	3
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
d'un local d'hab locataires et les	itation, pour inform	ner les citoyens d tre, elle veille, da	des droits et obliga	ations découlant d	les litiges qui lui son d'un bail et pour fav nservation du parc d	oriser la conciliat	ion entre les
3 868 223							
4 091							
19 357	2 697	1 746 649	35 406				(141 509)
17 2 686	972						294

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement de la Métropole	44.000		
Activités régionales de l'île de Montréal et de Laval	14 636		
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	16 383	500	
Fonds de développement de la Métropole	18 397	582	
Grand Montréal Bleu	315		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	21 331		
Total du programme 1	71 062	582	
Programme 2 - Mise à niveau des infrastructures et renouveau urbain			
Amélioration des infrastructures des municipalités nordiques	8 737		
Assainissement des eaux du Québec	440 728		
Construction de réseaux d'aqueduc et d'égout	1 431		
Eaux vives du Québec	19 738		
Infrastructures Canada-Québec 2000	20 533		
Infrastructures Canada-Québec 94-97	46 162	2 613	
Infrastructures municipales en milieu nordique	4 067		
Infrastructures Québec-Municipalités	34 520		
Renouveau urbain et villageois	8 165		
Villages branchés du Québec	248		
Autres	572		
Total du programme 2	584 901	2 613	
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière			
aux municipalités			
Compensation financière pour les équipements antipollution	5 171		
Compensation tenant lieu de taxes à l'égard des immeubles des gouvernements	0 17 1		
des autres provinces, des gouvernements étrangers et des organisations			
internationales	1 695		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la	. 555		
santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	266 482		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles du gouvernement	21 705		
Mesures financières du pacte fiscal	388 857		
Programme d'aide aux municipalités régionales de comté	5 991		
Programme de neutralité	14 059		
Regroupement municipal	3 783		
Autres	9 821		
Total du programme 3	717 564		
rotal da programmo o	717 304		

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		14 636			14 636	14 888
16 383					16 383	19 253
50	4 888	12 877			18 397	18 451
	315				315	205
	21 331				21 331	21 067
16 433	26 534	27 513			71 062	73 864
	8 737				8 737	9 186
	440 728				440 728	404 926
	1 431				1 431	1 517
	19 738				19 738	18 350
330	17 591	2 612			20 533	15 560
144	38 672	4 733			46 162	67 019
	4 067				4 067	3 446
1 392	27 786	5 342			34 520	27 608
	8 165				8 165	5 056
	248				248	219
	212	360			572	782
1 866	567 375	13 047			584 901	553 669
	5 171				5 171	
	1 695				1 695	2 463
	266 482				266 482	258 062
	21 705				21 705	23 950
	388 857				388 857	358 528
	5 991				5 991	5 990
	13 984				13 984	16 283
	3 783				3 783	1 197
	9 705	116			9 821	8 244
	717 373	116			717 489	674 717

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 4 - Administration générale			
Autres	1 760	24	
Programme 5 - Développement des régions et ruralité			
Fonds conjoncturel de développement	2 923		
Fonds de diversification économique de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	5 755	1 004	
Fonds de soutien aux territoires en difficulté	2 605		
Politique nationale de la ruralité	21 690		
Autres	646		
Total du programme 5	33 619	1 004	
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	25 308		
Aide au logement social, communautaire et abordable	282 940		
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	957	957	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec Immobilière SHQ	28 613		
Total du programme 7	337 818	957	
Total des crédits et dépenses	1 746 724	5 180	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
33_	157	1 536		10	1 760	1 630
75	500 2 800	2 348 1 951			2 923 5 755	2 924 5 500
222	2 605 20 141	1 238 646		89	2 605 21 690 646	20 796 846
297_	26 046	6 183		89	33 619	30 066
		1 682 158 151	23 626 124 789	28 613	25 308 282 940 957 28 613	20 692 270 478 551 23 657 520
		159 833	148 415	28 613	337 818	315 898
18 629	1 337 485	208 228	148 415	28 712	1 746 649	1 649 844

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	19 886	19 886	22 392
Fonctionnement	5 994	5 993	1 781
Capital	406 432	406 432	345 726
Intérêt	335 289	335 216	362 487
Support	979 123	979 122	917 458
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 746 724	1 746 649	1 649 844

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	35 406	35 406	27 143
TOTAL DU PORTEFEUILLE	35 406	35 406	27 143

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Divers	52	3
Autres		
Études de dossiers	349	39
Vente et mélange d'aliments médicamenteux	119	42
Demande d'autorisation - zone agricole	588	613
Commercialisation des grains	207	206
Mise en marché	83	104
Abattoir et atelier	275	161
Inséminateurs	63	57
Acte déclaratoire - CPTAQ	98	96
Pêche commerciale	91 62	75 54
Préparation ou mise en conserve du poisson Restauration et vente au détail d'aliments	10 921	51 8 060
Divers	45	22
	12 901	9 526
	12 953	9 529
Revenus divers	12 933	9 329
Ventes de biens et services		
Cale de halage	47	50
Cotisations - surveillance de l'utilisation du lait	469	468
Cotisations - surveillance quotas, producteurs de volailles	40	54
Aide technique et soutien	70	75
Autres aides à l'agriculteur	1 015	905
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	5 500	5 500
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 563	3 781
Divers	117	132
	10 821	10 965
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur		
des pêches	5 500	5 500
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	3 563	3 781
	1 758	1 684
Intérêts		
Prêts aux pêcheurs	51	32
Divers	24	10
	75	42
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	162	67
Subventions d'années antérieures	4 789	1 187
Divers	14	22
	4 965	1 276
	6 798	3 002
Total des revenus autonomes	19 751_	12 531

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en millers de dollars)			
	2007		2006
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Financement des programmes de gestion des risques			
agricoles	208 257	1	372 348
	208 257		372 348
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée			
Compte relatif au financement des programmes			
de gestion des risques agricoles	208 257	1	372 348
Total des transferts du gouvernement du Canada			
Total des revenus	19 751		12 531

La diminution est attribuable principalement à des ententes fédérales qui ont pris fin au 31 mars 2006 concernant le Programme de paiements relatifs au revenu agricole, le Programme d'assurance stabilisation des revenus agricoles et le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

				IMPUTATIONS			
PROGRAMMES Éléments		CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16			DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES BIOALIMENTAIRES, FORMATION ET QUALITÉ DES ALIMENTS				
1.	Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires	233 495	2	225	233 268	45 133	
2.	•	20 107	1	163	19 943	6 553	
3.	Institut de technologie agroalimentaire	18 679		224	18 455	15 197	
4.	Centre québécois d'inspection des aliments et de santé animale	49 219		391	48 828	21 899	
5.	Direction et services à la gestion Permanents ¹ Permanents ² Permanents ³ Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions ⁴	58 176 40 164 2	533	11 214	46 429 40 164 8 642 (200)	24 631	
TC 1	DTAL Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	379 882	536	12 217	375 569	113 413	
2	Loi sur l'administration financière (LRQ c A-60	101)					

- 2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).
- 3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).
- 4 Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, (L.R.Q., c. M-14) pour un montant de (188), Loi sur le financement de la pêche commerciale, (L.R.Q., c. F-1.3) pour un montant de (12).

PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16

ORGANISMES D'ÉTAT

1. Financière	agricole du Québec	305 000		305 000	
2. Commission	on de protection du territoire				
agricole du	u Québec	8 959	350	8 411	6 898
Ne nécess	sitant pas de crédits			373	
Régie des	marchés agricoles et				
alimentaire	es du Québec	4 060	19	3 829	2 980
Permanen	its ¹	7		7	
Ne nécess	sitant pas de crédits			42	
TOTAL		318 026	369	317 662	9 878
4 1 2 2 2 2 2	desiriates tian discussibles (LDO - A.O	1 004)			

¹ Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION-	DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autre
					ques reliées à la produ également à former d		
5 962		182 173					
1 963	1 012	10 415					
1 739		1 519					
9 961		16 968					
21 798 40	164						
8 642	(200)						2
50 105	976	211 075					2
rendement da	ns les récoltes et à	à garantir un reve	nu annuel aux prod	lucteurs agricoles	ant un financement ad selon certaines moda on des sols arables.		
		305 000					
1 513 373					152	46	
849	7					211	1
42_							
2 777	7	305 000			152	257	1

	-		IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions	697 695 213	536	12 586	684 163 211 9 057 (200)	123 291
TOTAL	697 908	536	12 586	693 231	123 291 1

¹ Incluant 15 138 à l'égard de 147 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉI	DITS NON UTILIS	ÉS
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
43 785 40 9 057	1 012 171	516 075			152	257	1 2
	(200)						
52 882	983	516 075			152	257	3

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation			
et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	14 372	1 380	
Aide aux exploitations affectées par le nématode doré	1 210	1 210	
Aide spéciale au confinement des oiseaux d'élevage	966	966	
Aide spéciale aux exploitations porcines	15 000	15 000	
Amélioration de la santé animale	13 769	13 769	
Appui à la formation	1 520	1	
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	10 415	6 991	
Appui au développement en région	11 367	10 529	
Appui au secteur de la transformation	3 364	3 269	
Prime-Vert	33 242	33 033	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations			
agricoles	101 080	101 080	
Traçabilité des aliments	3 009	9	
Autres	1 761	525	
Total du programme 1	211 075	187 762	
Programme 2 - Organismes d'État			
Financière agricole du Québec	305 000	251 500	
			
Total des crédits et dépenses	516 075	439 262	
	_======================================		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

1 210 966 15 000 13 769 1 153 655 2 769 838 10 415 838 11 367 95 3 364 209 3 3 242 101 080 3 000 18 11 1 207 1 1761	EDUC	MUNI	OBNL PERS	ORG	2007	2006
15 000 13 769 1 153 366 1 520 655 2 769 10 415 838 11 367 95 3 364 209 33 242 101 080 3 009 18 11 11 1 207 1 761	1 271	1	1 721		1 210	16 881
655 2 769 10 415 838 11 367 95 3 364 209 33 242 101 080 3 000 3 009 18 11 1207 1761					15 000 13 769	14 051
838 11 367 95 3 364 209 33 242 101 080 3 000 3 009 18 11 1 207 1 761						1 341 5 399
209 33 242 101 080 3 000 3 009 18 11 1 207 1 761			838		11 367	12 165
101 080 3 000 18 11 1 207 1761						2 445
3 000 3 009 18 11 1 207 1 761			209		33 242	26 713
<u></u>					101 080	95 590
			3 000		3 009	3 146
	18_	11	1 207		1 761	1 635
3 097 11 20 205 211 075 1	3 097	112	20 205		211 075	179 366
				53 500	305 000	305 000
<u>3 097</u> <u>11</u> <u>20 205</u> <u>53 500</u> <u>516 075</u> <u>4</u>	3 097	112	20 205	53 500	516 075	484 366

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	41 035	41 035	40 565
Fonctionnement	12 500	12 500	11 138
Capital	27 255	27 255	22 439
Intérêt	156	156	49
Support	435 129	435 129	410 175
TOTAL DU PORTEFEUILLE	516 075	516 075	484 366

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(chiminot de dellate)		
	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurances - organismes autonomes et fonds spéciaux	3 420	3 907
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	12 799	5 170
	16 219	9 077
Total des revenus autonomes	16 219	9 077
Total des revenus	16 219	9 077

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Éle	ROGRAMMES éments ROGRAMME 1 immaire : page 1-24	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres SECRÉTARIAT I	IMPUTATIONS Immobilisations DU CONSEIL DU TRÉ	Dépenses SSOR	RÉMUNÉRATION
1.	Soutien au Conseil du trésor	49 222	3		49 219	27 718
	Permanents 1	10			10	
	Permanents ²	2			2	
2.	Fonctions gouvernementales	3 287			3 287	2 953
3.	Contributions de l'employeur	90 107	53 503 ³	3	73 607	73 607
4.	Fonds dédiés aux sinistres	15 072			15 072	
5.	Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession					
	d'un bien entre ministères et organismes	100				
6.	Provision pour l'équité salariale	333 270	172 269	4	161 000	161 000
7.	Provision pour passif environnemental		468 352	3		
TC	DTAL	491 070	694 127		302 197	265 278
1 2 3 4	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18). Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.0 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les	réforme comptable 2				
	ROGRAMME 2 mmaire : page 1-24		COMMISSION D	E LA FONCTION PUE	BLIQUE	
1.	Commission de la fonction publique Ne nécessitant pas de crédits	3 609		30	2 850 16	2 312
TC	DTAL	3 609		30	2 866	2 312

programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par actionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et glements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation aduire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celt cide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).		CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	;
NEMENT PROVISIONS TRANSFERT SPÉCIAL LA DETTE droit d'engager Reports Au programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion sources humaines, budgétaires et matérielles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées tections gouvernementales exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en matière de dotation et de recrutement. Ce program voir aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sintistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur. 20 550 155 796 10 2 334 4 32 155 796 15 796 10 2 334 4 34 34 34 34 34 34 34 34 34 34 34								
programme regroupe les dépenses visant à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement sur la gestion sources humaines, budgétaires et matérielles de la fonction publique québécoise. On y retrouve également les dépenses liées nations gouvernementaise exercées par le Secrétariat du Conseil du trésor en maitère de dotation et de recrutement. Ce program urvoit aussi au financement des programmes de reconstruction des régions sinistrées à la suite du verglas de janvier 1998 et des pluviennes survenues en juillet 1996, ainsi qu'à des contributions du gouvernement à titre d'employeur. 20 550			TDANISEEDT			•	Donorto	Autr
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les Commissions qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par les Coldred de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F.3.1.1).	NEWENT	PROVISIONS	IRANSFERI	SPECIAL	LADETTE	droit d'engager	керопѕ	Autre
10 2 334 (37 0 15 072 1 5 072 (468 3 20 894 2 155 15 868 (505 2 programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par totionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et plements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des évides, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis et un trésor lorsque celt cide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).	ssources hum nctions gouve urvoit aussi a	aines, budgétaires rnementales exerc u financement des	s et matérielles d cées par le Secrét programmes de l	le la fonction publ tariat du Conseil d reconstruction des	ique québécoise. u trésor en matiè régions sinistrée:	On y retrouve égale re de dotation et de s à la suite du verglas	ement les dépens recrutement. Ce	es liées a programr
334 (37 C) 15 072 (468 3) 20 894 2 155 15 868 (505 2) 1 programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par nctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et glements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation obduire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).	20 550		155	796				
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).	10	2						
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duuire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).		2						
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celtide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).	334							
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								(37 0
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).				15.072				
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).				13 072				
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ictionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation de des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								10
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ictionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et lements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation iduire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								(468 3
programme regroupe les dépenses de la Commission qui a principalement pour mandat d'intervenir au regard de recours exercés par actionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et plements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).	20 894	2	155	15 868				(505.25
ctionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et et elements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).	20 00 1			10 000			=	(000 2
ictionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et et elements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
ictionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et et elements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
ictionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et plements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
ictionnaires, de vérifier le caractère impartial et équitable des décisions les affectant, de s'assurer de l'observation des lois et et elements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celuside de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).								
elements relativement au système de recrutement et de promotion, de décider des demandes de certification des moyens d'évaluation duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).		•			•	•		•
duire des études, de donner des avis et de faire des rapports aux autorités et de donner des avis au Conseil du trésor lorsque celucide de soustraite un emploi ou une catégorie d'emplois aux dispositions de la Loi sur la fonction publique (L.R.Q., c. F-3.1.1).		de vérifier le cara	•	•		•		
538 97 100 5	ctionnaires,	ivement au systèm		-		nner des avis au Con	seil du trésor lor	sque celu
	ctionnaires, o lements relat duire des étu	ides, de donner de	es avis et de faire	• • •				
	ctionnaires, o lements relat duire des étu	ides, de donner de	es avis et de faire	• • •	ions de la Loi sur	la fonction publique ((L.R.Q., c. F-3.1.1)	•
	ctionnaires, o lements relat duire des étu	ides, de donner de	es avis et de faire	• • •	ions de la Loi sur	la fonction publique ((L.R.Q., c. F-3.1.1)	•
	ctionnaires, o lements relat duire des étu	ides, de donner de	es avis et de faire	• • •	ions de la Loi sur	la fonction publique ((L.R.Q., c. F-3.1.1)	-
	ctionnaires, o lements relat duire des étu side de sousti	ides, de donner de	es avis et de faire	• • •	ions de la Loi sur			
554 97 100 5	ctionnaires, of lements related duire des étucide de soustre 538	ides, de donner de	es avis et de faire	• • •	ions de la Loi sur	97	100	

(er	n milliers de dollars)					
	OGRAMMES ements	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	mono	NOTORIOLO	Hulles	minobilidations	Берепаса	REMONERATION
	OGRAMME 3 mmaire : page 1-24		RÉGIMES DE RE	ETRAITE ET D'ASSU	RANCES	
1.	Régime de retraite des fonctionnaires Permanents ¹	27 733			25 477	25 477
2.	Régime de retraite de certains enseignants Permanents ²	19 879			19 879	
3.	Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ³	193 304	31 450 ⁵	9	161 854	161 854
4.	Assurance collective sur la vie des employés publics Permanents ⁴	2 831 12			2 831 12	828 12
5.	Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels Permanents ⁵	9 670			9 585	9 585
6.	Régime de retraite des juges Permanents ⁶	83 818			83 818	83 818
7.	Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec Permanents ⁷	20 321			15 897	15 897
8.	Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents ⁸	82 008			72 768	72 768

31 450

370 239

- 1 Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12).
- 2 Loi sur le régime de retraite de certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1).
- 3 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
- 4 Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte, (L.Q., 1970, c. 6).
- 5 Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2).
- 6 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).
- 7 Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1).

TOTAL

- 8 Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
- 9 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

FONCTION-	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	CRÉDI Suspension du	TS NON UTILISÉS	
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autre
Ce programme vi	ise à fournir les co	ntributions du go	uvernement à certa	ins régimes de re	traite et d'assurances		
							2 256
		19 879					
		2 003					
							8
							4 42
							9 24
		21 882					16 00

(eı	n milliers de dollars)					
PROGRAMMES Éléments			IMPUTATIONS			
		CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	ROGRAMME 4 mmaire : page 1-24		FONDS DE SUPI	PLÉANCE		
1.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté					
2.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3.	Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier 2006-2007					
4.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit relié à des activités visant l'amélioration de la prestation de services aux citoyens					
TC	DTAL					
TC	OTAL DU PORTEFEUILLE					
Pe	otés ermanents e nécessitant pas de crédits	497 498 436 757	694 127 31 450	30	307 866 389 302 16	268 418 369 411
TC	DTAL	934 255	725 577	30	697 184	637 829

¹ Incluant 6 585 à l'égard de 62 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CDÉ	DITS NON UTILISË	- 0
	DOUTEUSES		AFFECTATION		CREL	JITS NON UTILISE	
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
			vues qui peuvent s ues de liquidités de		ministration des pro ganismes.	ogrammes gouve	nementaux. II
21 422 10 16	2	2 158 19 879	15 868		97	100	(504 722) 16 005
21 448	2	22 037	15 868		97	100	(488 717)

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor Agence des partenariats public-privé du Québec			
Autres	155		
Total du programme 1	155		
Programme 3 - Régimes de retraite et d'assurances Assurance collective sur la vie des employés publics	2 003		1 488
Régime de retraite de certains enseignants	19 879		
Total du programme 3	21 882		1 488
Total des crédits et dépenses	22 037		1 488

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
						2 340
		155			155	155_
		155_			155_	2 495
515 19 879					2 003 19 879	2 122 19 584
20 394					21 882	21 706
20 394		155			22 037	24 201

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	- 4		
	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	21 882	21 882	22 870
Fonctionnement			1 331
Support	155	155	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	22 037	22 037	24 201

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	220	220	67
Capital	5 672	5 672	800
Intérêt	9 976	9 976	3 570
TOTAL DU PORTEFEUILLE	15 868	15 868	4 437

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Revenus divers	2006
Revenus divers	
Ventes de biens et services	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	21
Financement de la Stratégie d'action jeunesse 41	7 441
Divers 4	12
45	7 474
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée	
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	21
Compte pour le financement de la Stratégie d'action jeunesse 41	7 441
4	12
Recouvrements	
Dépenses d'années antérieures 71	52
Subventions d'années antérieures 62	302
133	354
137_	366
Total des revenus autonomes 137	366
Total des revenus 137	366

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

<u>Élé</u>	OGRAMMES ments OGRAMME 1 mmaire : page 1-24	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres CABINET DU LIE	IMPUTATIONS Immobilisations EUTENANT-GOUVER	Dépenses RNEUR	RÉMUNÉRATION
1.	Cabinet du lieutenant-gouverneur	1 074			1 074	573
то	TAL	1 074			1 074	573
	OGRAMME 2 mmaire : page 1-24		SERVICES DE S	OUTIEN AUPRÈS DI EXÉCUTIF	J PREMIER MIN	ISTRE
1.	Cabinet du premier ministre Permanents ¹	4 930 529			4 807 529	3 568
2.	Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif Permanents ²	12 235 1 936			11 192 1 936	9 397 162
3.	Direction générale de l'administration Permanents ² Ne nécessitant pas de crédits	17 829 16	1	380	14 868 16 334	8 365 16
4.	Indemnités de l'exécutif Permanents ¹	1 588			1 588	1 588
5.	Secrétariat à la communication gouvernementale	17 019			16 062	15 292
6.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	8 553				
ТО	TAL	64 635	1	380	51 332	38 388

¹ Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

² Loi sur les commissions d'enquête, (L.R.Q., c. C-37).

	CRÉANCES				CRÉDI [*]	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
programme v		lieutenant-gouver			sont dévolues par la l	oi.	
491_		10_					
491		10					
00p0000	ent de leurs fonction						
806 529		433				91	3
806 529 1 572 1 774		433			139	91 637	
529 1 572					139 842		3 26 1 04
529 1 572 1 774						637	26
529 1 572 1 774 6 503						637	26 1 04
529 1 572 1 774 6 503 334					842	637	26

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-24		AFFAIRES INTE	RGOUVERNEMENTA	LES CANADIEN	NNES
Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accord sur le commerce intérieur, de la Réforme des institutions démocratiques et de l'Accès à l'information Permanents 1	994 54		23	921 54	629
Ne nécessitant pas de crédits	34			9	
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes Ne nécessitant pas de crédits	7 483	5	44	6 398 44	4 321
3. Représentation du Québec au Canada	1 605			1 467	766
Coopération intergouvernementale et francophonie	2 535			2 470	
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	12 671	5	67	11 363	5 716
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24		AFFAIRES AUTO	OCHTONES		
Secrétariat aux affaires autochtones Permanents Ne nécessitant pas de crédits	161 023 70		39	155 520 70 29	3 539
TOTAL	161 093		39	155 619	3 539
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
	ise à assurer la co its des provinces d		lations du gouverne	ement du Québec	dans ses rapports av	ec le gouverneme	nt fédéral
219 54 9		73				23	2
2 077 44					568	128	34
701						106	3
98		2 372				26	3
3 202		2 445			568	283	43
e programme v itochtones.	rise à assurer la c	oordination et le	développement de	s politiques et de	s activités gouverner	nentales en matiè	re d'affair
2 618 70 29		149 363			374	130	4 96

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-24		JEUNESSE			
Secrétariat à la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	8 626		4	7 755 5	1 246
Conseil permanent de la jeunesse Ne nécessitant pas de crédits	767			733 4	554
TOTAL	9 393		4	8 497	1 800
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-24		RÉFORME DES I ET ACCÈS À L'IN	INSTITUTIONS DÉMO	OCRATIQUES	
Réforme des institutions démocratiques	1 219			1 030	917
·	1 219 4 114		65	1 030 3 881 18	
 Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits Soutien à l'accès en information et protection des renseignements 	4 114		65	3 881 18	3 122
 Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels 			65 65	3 881	3 122
Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits Soutien à l'accès en information et protection des renseignements personnels TOTAL	4 114			3 881 18 453	3 122
 Commission d'accès à l'information Ne nécessitant pas de crédits Soutien à l'accès en information et protection des renseignements 	4 114	6		3 881 18 453	917 3 122 359 4 398 52 648 1 766

¹ Incluant 13 141 à l'égard de 118 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
ONCTION-	DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autre
ministérielle	e, notamment la mi	se en œuvre de la	•	ise de la jeunesse	jeunesse et à coord . Un compte à fin dét ment du Québec.		•
597 5		5 912			376	108	383
179 4							34
785		5 912			376	108	417
ormation et	• •	citoyens de faire			émocratique au Quét nisme chargé de prot	•	
ormation et	de permettre aux	citoyens de faire			•	•	
ormation et ection des re	de permettre aux	citoyens de faire			nisme chargé de prot	éger leurs droits	
ormation et ection des ro	de permettre aux	citoyens de faire			nisme chargé de prot	éger leurs droits	relatifs à l
ormation et ection des ro	de permettre aux	citoyens de faire			nisme chargé de prot	éger leurs droits	relatifs à l
ormation et ection des re 113 759 18	de permettre aux	citoyens de faire			nisme chargé de prot	éger leurs droits 22 123	relatifs à l
113 759 18 34 924	de permettre aux	citoyens de faire sonnels.			nisme chargé de prot	éger leurs droits 22 123	relatifs à l
113 759 18 34 924	de permettre aux	citoyens de faire sonnels.			nisme chargé de prot	22 123 22 167	relatifs à l

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Autres	10		
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ENAP	566		
Autres	492		
Total du programme 2	1 058		
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Activités de coopération intergouvernementale	502		
Organismes francophones hors-Québec	1 890		
Autres	73		
Total du programme 3	2 465		
, •			
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation crie	80 092		
Entente avec les inuits	16 144 32 694		
Financement global de l'Administration régionale Kativik Financement global des villages nordiques	32 694 9 964		
Fonds de développement pour les autochtones	7 922	158	
Organismes autochtones	2 037	130	
Transfert des terres Oujé-Bougoumou	5 000		
Autres	799		
Autes			
Total du programme 4	154 652	158	
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	5 283	15	
Autres	656	15	
Addica			-
Total du programme 5	5 939	15	
Programme 6 - Réforme des institutions démocratiques et accès à l'information			
Soutien en matière d'accès à l'information et de protection des			
renseignements personnels			
Autres	60		
Total des crédits et dépenses	164 184	173	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		10			10	9
175 22	8	451			175 481	275 806
		431			401	800
197	8	451			656	1 081
11		483	8		502	261
ē		1 870 67			1 870 73	1 993 72
6		67				12
17		2 420	8		2 445	2 326
		80 091			80 091	82 037
	5 261	10 883			16 144	15 822
	32 694 9 963				32 694 9 963	30 175 10 419
	239	7 132	121		7 650	8 104
		2 037			2 037	1 571
26	19	739			784	698
26	48 176	100 882	121		149 363	148 826
		5 263			5 278	5 147
76		558			634	413
76		5 821			5 912	5 560
		60			60	64
316	48 184	109 644	129		158 446	157 866

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Capital	10 539	10 469	10 001
Intérêt	6 620	6 619	7 618
Support	147 025	141 358	140 247
TOTAL DU PORTEFEUILLE	164 184	158 446	157 866

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en miliero de dollaro)		
	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	2	82
Cours	501	391
Aide technique et soutien	193	151
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 103	1 408
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture		
et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux		
et publics	470	447
Financement des unités autonomes de service	485	482
Divers	64	60
	2 818	3 021
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux Compte pour l'application de la politique d'intégration des arts à l'architecture	1 103	1 408
et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	470	447
Compte pour le financement des unités autonomes de service	485	482
Compre pour le maneement des unites autonomes de service	400	
	760	684
Amendes et confiscations		
Divers	1	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	80	398
Subventions d'années antérieures	158	165
	238	563
	999	1 248
Total des revenus autonomes	999	1 248
Total des revenus	999	1 248

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Élé	OGRAMMES ements	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations NE, INSTITUTIONS N	Dépenses	<u>RÉMUNÉRATION</u>
	mmaire : page 1-12			ES BIENS CULTURE		
1.	Gestion interne et soutien Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	41 974 10		1 698	40 276 10 1 646	26 606
2.	Centre de conservation du Québec Ne nécessitant pas de crédits	2 171		54	2 117 35	1 315
3.	Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	18 752		148	18 604	11 607
4.	Commission des biens culturels du Québec	444			444	286
TC 1	TAL Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	63 351		1 900	63 132	39 814

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
	DOUTEUSES		AFFECTATION				
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
	on des biens cultu oine québécois.	rels du Québec,	ce programme peri	met de fournir de	s expertises favorisa	int la protection e	t la mise er
13 670							
13 670 10							
10							
10 1 646							
10 1 646 802							
10 1 646 802 35							
10 1 646 802 35 6 997							

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-12		SOUTIEN À LA CULTURE, AUX COMMUNICATIONS ET AUX SOCIÉTÉS D'ÉTAT			

1.	Action culturelle et communications	149 108	149 108	
2.	Musées nationaux	64 749	64 749	
3.	Société de la Place des Arts de Montréal et			
	Société du Grand Théâtre de Québec	17 546	17 546	
	Permanents ¹	840	840	
4.	Société de développement des entreprises			
	culturelles	60 994	60 994	
5.	Commission de reconnaissance des			
	associations d'artistes et des associations de producteurs	688	688	
6.	Société de télédiffusion du Québec	60 584	60 584	
7.	Conseil des arts et des lettres du Québec	83 710	83 710	
8.	Bibliothèque et Archives nationales du Québec	67 841	67 841	
TC	TAL	506 060	506 060	

¹ Loi sur la Société de la Place des Arts de Montréal, (L.R.Q., c. S-11.03).

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION-	DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme	vise à soutenir les	s activités suivar	ntes : assurer un s	soutien à la cultu	re et aux communic	ations en accorda	ent de l'aide

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; assurer la reconnaissance des associations d'artistes et celles de producteurs et encadrer les relations de travail dans les domaines concernés; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique.

-					
		149 108			
		64 749			
		17 546			
		840			
	397	60 597			
		688			
		60 584			
		83 710			
		67 841	 	 	
	397	505 663			
	397	505 663	 	 	

				IMPUTATIONS		
PROGRAMI Éléments	MES	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMI Sommaire :			CHARTE DE LA	LANGUE FRANÇAISE		
	nation de la politique linguistique essitant pas de crédits	2 144		2	1 814 4	704
	uébécois de la langue française essitant pas de crédits	19 019		190	18 602 230	14 366
	supérieur de la langue française essitant pas de crédits	1 510		9	1 327 9	732
du Cons réalisati	on pour augmenter, avec l'approbation seil du trésor, tout crédit pour la on d'activités de promotion de la française					
TOTAL		22 673		201	21 986	15 802
TOTAL DU	PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessita	; ant pas de crédits	591 234 850		2 101	588 404 850 1 924	55 616
TOTAL		592 084		2 101	591 178	55 616

¹ Incluant 7 363 à l'égard de 76 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

				Suspension du droit d'engager		Autres secteurs
161		949		87	150	91
4						
4 007 230		229			226	1
580 9		15			173	1
4 991		1 193	 	87	549	93
26 375	397	506 016		87	549	93
10 1 924		840	 			
28 309	397	506 856	 	87	549	93

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	46 682		
Aide aux immobilisations	70 964	325	93
Aide aux initiatives de partenariat	15 098	75	-
Aide aux projets	11 006	52	
Autres interventions particulières en culture et en communications	5 358	13	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	66 837		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Commission de reconnaissance des associations d'artistes			
et des associations de producteurs	688		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 557		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	77 153		
Musée d'Art contemporain de Montréal	8 850		
Musée de la Civilisation	22 453		
Musée des beaux-arts de Montréal	19 088		
Musée national des beaux-arts du Québec	14 358		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	6 780		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	53 817	42 288	
Société de la Place des Arts de Montréal	13 756		
Société de télédiffusion du Québec	60 584		
Société du Grand Théâtre de Québec	4 630		
Total du programme 2	505 663	42 753	93
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 268		
Autres	15		
Total du programme 3	1 283		
Total des crédits et dépenses	506 946	42 753	93

ENTR - Entreprises MUNI - Municipalités

SSS - Établissements de santé et de services sociaux EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
973	1 404	44 305			46 682	46 884
873	32 423	34 153	96	3 001	70 964	64 788
1 490	7 756	5 715	-	62	15 098	12 727
203	4 132	6 596	18	5	11 006	6 233
46	420	4 707	170	2	5 358	5 359
				66 837	66 837	55 972
		1 004			1 004	771
				688	688	679
				6 557	6 557	6 107
		67 911	9 142	100	77 153	67 766
				8 850	8 850	8 592
				22 453	22 453	21 921
		19 088			19 088	18 364
				14 358	14 358	13 415
				6 780	6 780	6 587
		10 095	602	832	53 817	43 894
				13 756	13 756	13 988
				60 584	60 584	56 881
				4 630	4 630	3 739
3 585	46 135	193 574	10 028	209 495	505 663	454 667
761		386	30	1	1 178	1 203
			15	·	15	20
761		386	45	1	1 193	1 223
4 346	46 135	193 960	10 073	209 496	506 856	455 890

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	101 651	101 650	99 675
Fonctionnement	73 197	73 197	67 126
Capital	75 828	75 828	62 605
Intérêt	46 197	46 114	44 095
Support	210 073	210 067	182 389
TOTAL DU PORTEFEUILLE	506 946	506 856	455 890

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Droits at permis 2007 2008 Resources hydrauliques 5277 441 Accreditation of absorbatires privés et municipaux 5277 451 Accreditation de siborbatires privés et municipaux 5277 451 Régame des eaux 1 1405 3618 Sécurid de barrages 1 1205 3618 Autres 777 777 Autres de la protection de l'environnement 1 062 1048 Divers 1 1 082 1 049 Divers 1 1 082 1 049 Divers 1 1 082 1 049 Verlac de biene et services 8 1 278 1 049 Pormulaire, occurimentation et information 9 05 157 Cesta de biene et services 9 56 157 Cesta de bi	(en milliers de dollars)		
Accordination de laboratories privés et municipaux		2007	2006
Acciditation de laboratories privés et municipaux 527 441 481 848	Droits et permis		
Acciditation de laboratories privés et municipaux 527 441 481 848	Possourose hydrauliques		
Regime dae aaux		527	441
Sécurité des barrages 1126 4848 Autres 3 0583 1 670. Autres Attestations d'assainissement 575 7.44 Droits relatifs à la protection de l'environnement 1 062 1 049 Divers 1 1 062 1 049 Lovers divers 1 1 082 3 466 Ventes de biens et services Formulaire, documentation et information 60 56 Terrains et bâtisses 295 157 Location et concessions 1 101 839 Gestion des barrages publics 661 1 474 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 1 08 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement 1 883 2 519 d'inaccement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 3 30 35 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 2 341 2 304 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519			
Autres Attestations d'assainissement Attestations d'assainissement Droits relatifs à la protection de l'environnement Divers 1	· ·		
Actastations d'assainissement 1062 1049 Droits relatifs à la protection de l'environnement 1062 1049 Divers 1638 1795 1638 1795		3 058	1 670
Droits relatifs à la protection de l'environnement 1 082 1 048 Divers 1 1 2 1 638 1.795 4 696 3 465 Revenus divers Ventes de biens et services Formulaire, documentation et information 60 56 Terains et bătisses 295 157 Location et concessions 101 83 Gestion des barrages publics 661 1 474 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 3 3 35 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 13 40 Amendes et confiscations Infractions à diverses lois	Autres		
1	Attestations d'assainissement	575	744
1638 1795 1848 1858	Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 062	1 049
Revenus divers Ventes de biens et services 265 565 566 565 567 567 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562 157 562	Divers	1	2
Revenus divers Ventes de biens et services 60 56 Formulaire, documentation et information 60 56 Terrains et bâtisses 295 157 Location et concessions 1 101 839 Cestion des barrages publicis 661 1 474 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement 86 78 d'aide juridique 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 30 35 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 1 1 1 53 Divers 1 3 4 0 Recouvrements 1 1 1 5		1 638	1 795
Ventes de biens et services 60 56 Formulaire, documentation et information 60 56 Terrains et bâtisses 295 157 Location et concessions 1 101 839 Gestion des barrages publics 661 1 474 Formation, parteriariat et organisation d'événements spéciaux 1986 1352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 30 35 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 1 3 40 Divers 13 40 Amendes et confiscations Infractions à diverses lois 11 1 53 Dépenses d'années antérieures		4 696	3 465
Formulaire, documentation et information 60 56 Terrains et bâtisses 295 157 Location et concessions 1101 839 Gestion des barrages publics 661 1474 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 30 35 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 3 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 1 53 Divers 1 1 1 Recouvrements 264 282 Subventions d'années antérieures 654 282 <	Revenus divers		
Formulaire, documentation et information 60 56 Terrains et bâtisses 295 157 Location et concessions 1101 839 Gestion des barrages publics 661 1474 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 30 35 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 3 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 1 53 Divers 1 1 1 Recouvrements 264 282 Subventions d'années antérieures 654 282 <	Ventes de hiens et services		
Terrains et bâtisses 295 157 Location et concessions 1 101 839 Gestion des barrages publics 661 1 474 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement 86 78 de l'aide juridique 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 30 35 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Amendes et confiscations 11 153 Intractions à diverses lois 11 1 Divers 12 154 Recouvrements 2 24 Dépenses d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 3 159 <t< td=""><td></td><td>60</td><td>56</td></t<>		60	56
Location et concessions			
Gestion des barrages publics 661 1 474 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 30 35 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 3 13 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 15 Divers 1 1 1 Recouvrements 2 24 282 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 4			
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 3 30 35 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Divers 13 40 Amendes et confiscations 11 153 Intractions à diverses lois 11 153 Divers 1 1 Recouvrements 12 154 Recouvrements 654 282 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106			
Gains sur disposition d'immobilisations 108 265 Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique 86 78 Financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Divers 30 35 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Divers 13 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 15 Divers 1 1 Recouvrements 2 154 Recouvrements 654 282 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 654 282 3 159 3 486		1 986	1 352
Recouverments Recouverment		108	265
Recouverments Recouverment	·		
Divers 30 35 Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 30 6 210 6 775 Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 30 1 352 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Litérêts 2 341 2 904 Intrérêts 3 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 153 Divers 1 1 1 Recouvrements 12 154 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 4 3 159 3 486	·	86	78
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 3 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 1 Divers 1 1 Recouvrements 1 154 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486		1 883	2 519
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 13 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 1 1 Divers 1 1 1 Recouvrements 12 154 Recouvrements 654 282 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 793 388 3 159 3 486	Divers		35
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 13 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 1 Divers 1 1 Recouvrements 12 154 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486		6 210	6 775
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 1 986 1 352 Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 Intérêts 2 341 2 904 Intérêts 13 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 1 Divers 1 1 Recouvrements 12 154 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486	Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement des unités autonomes de service 1 883 2 519 1 2 341 2 904 Intérêts 13 40 Amendes et confiscations 11 153 Infractions à diverses lois 11 1 Divers 1 1 1 Recouvrements 12 154 Recouvrements 654 282 Subventions d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486		1 986	1 352
Intérêts 13 40 Amendes et confiscations Infractions à diverses lois 11 153 Divers 1 1 1 Recouvrements 12 154 Recouvrements 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3159 3 486		1 883	2 519
Divers 13 40 Amendes et confiscations Infractions à diverses lois 11 153 Divers 1 1 1 Recouvrements Dépenses d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486		2 341	2 904
Divers 13 40 Amendes et confiscations Infractions à diverses lois 11 153 Divers 1 1 1 Recouvrements Dépenses d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486	Intérêts		
Infractions à diverses lois 11 153 Divers 1 1 Recouvrements 12 154 Dépenses d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486		13	40
Divers 1 1 Recouvrements 12 154 Dépenses d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486			
Recouvrements 12 154 Dépenses d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486			
Recouvrements 654 282 Dépenses d'années antérieures 139 106 Subventions d'années antérieures 793 388 3 159 3 486	Divers	1_	1
Dépenses d'années antérieures 654 282 Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486		12	154
Subventions d'années antérieures 139 106 793 388 3 159 3 486			
	·		
3 1593 486_	Subventions d'annees anterieures	139_	106
		793	388
Total des revenus autonomes 7 855 6 951		3 159	3 486
	Total des revenus autonomes	7 855	6 951

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(on millions de deliato)		
	2007	2006
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Inventaire des eaux de surface		200
Réseaux climatologiques au Québec		210
Environnement Baie-James et plan régional de traitement des eaux		126
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	694	476
Divers		4
	694	1 016
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	694	476
Total des transferts du gouvernement du Canada		540
Total des revenus	7 855	7 491

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Élé PR	OGRAMMES ments OGRAMME 1 mmaire : page 1-16	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres PROTECTION DI GESTION DES P	IMPUTATIONS Immobilisations E L'ENVIRONNEMEN ARCS	Dépenses IT ET	RÉMUNÉRATION
1.	Politiques environnementales	16 345		330	14 480	11 141
2.	Développement durable, gestion des parcs, évaluations et suivi de l'environnement	60 872		3 338	56 192	12 291
3.	Analyse et expertise régionales	30 535		295	29 553	17 437
4.	Centre de contrôle environnemental du Québec	18 374		311	17 922	15 811
5.	Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	5 774		1 074	4 693	4 655
6.	Centre d'expertise hydrique du Québec Permanents ¹	25 474 92	2	8 029	11 994 92	9 166 66
7.	Direction Permanents ²	6 314 9		127	6 105 9	4 495
8.	Services à la gestion Permanents ³ Permanents ⁴ Ne nécessitant pas de crédits	39 848 107 112	19	3 486	34 907 107 9 378	21 919
TO 1 2 3 4	TAL Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81). Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18). Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.00). Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).		21	16 990	185 432	96 981
	OGRAMME 2 mmaire : page 1-16		BUREAU D'AUD SUR L'ENVIRON	IENCES PUBLIQUES NEMENT	.	
1.	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement Ne nécessitant pas de crédits	5 689		61	5 425 51	3 685
то	TAL	5 689		61	5 476	3 685

	CRÉANCES DOUTEUSES		AFFECTATION		CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
n œuvre de poli u sol et de l'air,	itiques et de progra la restauration des	ammes ayant con s sites et la protec	nme objectifs la pré ction des milieux et	vention, la réduct des ressources.	ction de l'environnem ion ou la suppression Il permet également d e développement dur	n de la contaminat l'assumer la gestio	ion de l'ea
921		2 418				645	890
20 238		23 663			115	132	1 095
2 394		9 722			510	49	128
2 111						101	40
38					2	2	3
2 801 26		27			890	600	3 959
1 346 9		264			2	70	10
12 988	107				45	346	1 045 112
9 378							
52 250	107	36 094			1 564	1 945	7 282
			•	•	cadre du processus onsultation et d'inforn		

1 740

1 791

Permanents Ne nécessitant pas de crédits	320			208 9 429	66
TOTAL DU PORTEFEUILLE Votés	209 225	21	17 051	181 271	100 600
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION

¹ Incluant 9 658 à l'égard de 104 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉ	DITS NON UTILIS	SÉS
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
44 577 35 9 429	107	36 094			1 602	2 109	7 171 112
54 041	107	36 094			1 602	2 109	7 283

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Protection de l'environnement et gestion des parcs			
Assainissement de l'air	1 200		
Programme de conservation du patrimoine naturel en milieu privé	1 171		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	8 122		
Programme national pour le développement d'un réseau privé d'aires protégées	2 092		
Programme d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	213		
Société des établissements de plein air du Québec	9 362		
Société des parcs de sciences naturelles du Québec	10 751		
Soutien à la gestion environnementale en milieu agricole	98		
Soutien aux organismes de bassin versant	545		
Soutien aux organismes oeuvrant en environnement	1 525		
Subventions de recherche et de développement en environnement	60		
Autres	1 090		
Total du programme 1	36 229		
Total des crédits et dépenses	36 229		

MUNI - Municipalités ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
	1 200				1 200	2 319
	5	1 166			1 171	207
	8 122				8 122	5 958
		1 977			1 977	1 718
		213			213	300
				9 362	9 362	3 362
		10 751			10 751	11 049
		98			98	149
		545			545	4 445
		1 525			1 525	1 525
		60			60	269
12_	175	877	6		1 070	2 021
12	9 502	17 212	6	9 362	36 094	33 322
12	9 502	17 212	6	9 362	36 094	33 322

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	6 015	6 015	
Capital	13 311	13 197	4 435
Intérêt	7 072	7 071	7 052
Support	9 831	9 811	21 835
TOTAL DU PORTEFEUILLE	36 229	36 094	33 322

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

_	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	1 043	985
Divers	79_	67_
_	1 122	1 052
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	194	7 213
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	194	7 213
Intérêts		
Prêts	4 914	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 080	290
Subventions d'années antérieures	3 017	10 409
	4 097	10 699
_	9 011	10 700
Total des revenus autonomes	10 133	11 752
Total des revenus	10 133	11 752

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-16		DIRECTION DU I	MINISTÈRE		
Direction et services à la gestion Permanents Ne nécessitant pas de crédits	40 032 65		957	33 874 65 2 205	17 211
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	40 097		957	36 144	17 211
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-16		DÉVELOPPEMEI AUX ENTREPRIS	NT ÉCONOMIQUE E SES	ΓAIDE	
Développement des politiques et programmes	18 990			17 170	6 317
Développement des secteurs industriels	8 843			8 728	7 595
3. Développement des marchés	8 578	12		8 554	5 170
Services aux entreprises et développement économique en région	17 524	1		16 389	14 142
5. Soutien à l'entrepreneuriat et au développeme des entreprises et des secteurs industriels	nt 47 264			47 264	
Mesures de soutien au développement économique local et régional Permanents ¹ Ajustements négatifs de provisions	70 565 13 921	18 014 ²	2	52 550 13 921 (270)	
Investissement Québec Ajustements négatifs de provisions	485 010	351 000 ³	3	68 367 (6 130)	
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets visant à accroître les investissements dans le cadre du programme FAIRE					
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour appuyer la réalisation de projets stratégiques d'investissements	9 353				
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional.	400				
économique local et régional	100			222 = :-	
TOTAL 1 Loi sur l'administration financière. (L.R.Q., c. A	-6.001)	369 027		226 543	33 224

¹ Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

² Incluant un montant de 15 014 porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

³ Montant relatif à l'excédent des dépenses sur les crédits en 2005-2006.

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
ONCTION-	DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autre
programme v	ise à assurer la dir	ection du Ministè	re et les services ce	entraux en matière	e de soutien à la gesti	on.	
15 840 65		823				1 013	4 18
2 205							
18 110		823				1 013	4 188
10 853	tien du développer	nent local et regio	onal.			1 567	25
1 133							11
3 384							1.
2 247							1 13
		47 264					
	13 921 (270)	47 264 52 550					
	13 921 (270) (6 130)				8 631		
	(270)	52 550			8 631		57 01:
	(270)	52 550			8 631		
	(270)	52 550			8 631		57 01
	(270)	52 550					

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATIO
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-16		RECHERCHE, SO	CIENCE ET TECHNO	LOGIE	
Coordination et mise en oeuvre	9 068			8 025	6 935
2. Conseil de la science et de la technologie	1 589			1 589	1 096
3. Fonds de recherche en santé du Québec	70 200			70 200	
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 183			43 183	
 Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies 	35 570			35 570	
6. Soutien à la recherche et à l'innovation	91 497			84 713	
7. Centre de recherche industrielle du Québec	13 250			13 250	
TOTAL	264 357			256 530	8 031
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-24			ATIVE AUX INTERVE R LE GOUVERNEME		ICIÈRES
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le redressement de la provision pour pertes sur les interventions financières d'Investissement Québec garanties par le gouvernement	1 000				
TOTAL	1 000				
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	971 616 13 986	369 027	957	509 426 13 986 2 205	58 466
Ajustements négatifs de provisions				(6 400)	

¹ Incluant 8 545 à l'égard de 85 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	,				,	,	
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
echerche et la fo	ormation de cherch	neurs, l'innovation	, la liaison et le tran	sfert, la promotio	e de la science et c n des carrières scier re de recherche et d'	ntifiques et technol	
1 090						300	743
493							
		70 200					
		43 183					
		35 570					
		84 713			6 613		171
		13 250					
			· ·				
1 583		246 916			6 613	300	914
Ce programme v	vise à permettre estissement Québ	le redressement		cices antérieurs d	6 613		
Ce programme v		le redressement		cices antérieurs d			intervention

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du Ministère Autres	1 036		
Autres	1 030		
Programme 2 - Développement économique et aide aux entreprises			
Aide aux entreprises	9 881	9 649	
Appui aux projets stratégiques d'investissement	2 762	4 003	
Fonds pour l'accroissement de l'investissement privé et la relance de l'emploi (FAIRE)	50 224	45 608	
Investissement Québec - aide à certains projets industriels d'intérêt			
économique	18 778		
Mesures de soutien au développement économique, local et régional	8 425	4 060	
Soutien à l'entrepreneuriat	11 691		
Soutien aux centres locaux de développement	43 625		
Soutien aux partenariats et aux filières industrielles	8 394	40	
Autres dépenses de transfert	17 298	11 855	
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du Trésor, tout			
crédit pour la réalisation de projets de développement économique			
local et régional	100		
Total du programme 2	171 178	75 215	
Programme 3 - Recherche, science et technologie			
Centre de recherche industrielle du Québec	13 250		
Fonds de la recherche en santé du Québec	70 200		
Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	35 570		
Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	43 183		2 692
Mesures de soutien à la recherche - autres	49 879	72	
Soutien à la relève et à la promotion de la culture scientifique	3 455	65	
Soutien à la valorisation des résultats de la recherche	38 163	212	
Total du programme 3	253 700	349	2 692
Total des crédits et dépenses	425 914	75 564	2 692

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

2006	2007	ORG	PERS	OBNL	MUNI	EDUC
1 035	823			759	42	22
20 051	9 881			232		
62 49 233	4 003 46 108			500		
12 873	18 756	18 756				
13 308	8 425	18	12	3 266	914	155
10 030	11 691			11 691		
43 581	43 625				43 625	
5 922	8 394		60	8 182 2 126	13	159
11 791	17 298	3 089	00	2 120		168
166 851	168 181	21 863	72	25 997	44 552	482
13 500	13 250	13 250				
70 125	70 200	70 200				
35 530	35 570	3 792	8 231			23 547
43 138	43 183	3 766	12 501			24 224
45 461	49 756	144		47 580		1 960
3 764	3 228		187	2 673		303
16 246	31 729	2 000		26 292		3 225
227 764	246 916	93 152	20 919	76 545		53 259
395 650	415 920	115 015	20 991	103 301	44 594	53 763

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, INNOVATION ET EXPORTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	2 928	2 928	7 024
Fonctionnement	6 628	6 627	8 214
Capital	7 425	7 413	5 786
Intérêt	2 793	2 792	2 551
Support	406 140	396 160	372 075
TOTAL DU PORTEFEUILLE	425 914	415 920	395 650

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Divers	20	
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	7 593	4 975
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 272	765
Divers	8_	8
Maine , Mantanta inscrite au comute à fin déterminée	8 873	5 748
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 272	765
	7 601	4 983
Intérêts Prêts aux étudiants	26 735	¹ 17 407
	20 7 33	
Recouvrements	1 298	1 325
Dépenses d'années antérieures Subventions d'années antérieures	2 242	534
Dépenses sous forme d'indemnités	340	84
Bourses d'études	11 823	8 283
	15 703	10 226
	50 039	32 616
Total des revenus autonomes	50 059	32 616
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	108 975	101 881
Programme d'alphabétisation	2 612	2 683
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	27 650	23 406
Formation dans les pénitenciers fédéraux	4 303	4 240
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	6 503	
Financement des bourses d'études du millénaire		73 609
	240 933	205 819
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le programme d'alphabétisation	2 612	2 683
Compte pour l'enseignement dans la langue de la minorité et l'enseignement de la		
langue seconde	27 650	23 406
Compte pour la formation dans les pénitenciers fédéraux Compte pour le financement des immobilisations des commissions	4 303	4 240
scolaires Crie et Kativik et de l'école Naskapis	6 503	
Compte pour le financement des bourses d'études du millénaire		73 609
Total des transferts du gouvernement du Canada	108 975	101 881
Total des revenus	159 034	134 497

¹ L'augmentation est principalement attribuable à la hausse du taux d'intérêt variable prévue au règlement sur l'aide financière aux études.

² La hausse est attribuable aux bonifications apportées par la Fondation canadienne des bourses d'études du millénaire en vue de réduire l'endettement des étudiants.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Éle	ROGRAMMES éments ROGRAMME 1	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	Dépenses N	<u>RÉMUNÉRATION</u>
So	mmaire : page 1-14					
1.	Direction Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	10 568 59		62	10 170 59 301	5 973
2.	Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	28 538		1 360	26 821 400	12 886
3.	Administration de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire et secondaire Ne nécessitant pas de crédits	32 335		332	30 627 403	24 623
4.	Administration de l'enseignement supérieur Ne nécessitant pas de crédits	9 159		73	8 990 65	7 888
5.	Administration de la formation professionnelle et technique et de la formation continue Ne nécessitant pas de crédits	7 995		96	7 723 74	6 606
6.	Information et communications Ne nécessitant pas de crédits	45 533		16 936	27 617 3 631	15 083
7.	Conseil supérieur de l'éducation Ne nécessitant pas de crédits	2 220		15	2 205 19	1 608
8.	Commission d'évaluation de l'enseignement collégial Ne nécessitant pas de crédits	1 939		24	1 915 16	1 622
9.	Administration du loisir et du sport Ne nécessitant pas de crédits	5 139		30	4 844 21	3 038
TC 1	DTAL Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	143 485		18 928	125 901	79 327
	ROGRAMME 2 mmaire : page 1-14		FORMATION EN	TOURISME ET HÔTE	ELLERIE	
1.	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	20 613			20 613	
TC	DTAL	20 613			20 613	

CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
DOUTEUSES		AFFECTATION	OFFINIOF DE	Over engine du		
	TRANSFERT			·	Reports	Autres
1100101010	TIONIOI EICI	OI LOIME	<u> </u>	droit d'engager	Керопо	Adiroc
ion des réseaux d	d'enseignement er	leur fournissant le	es services néces	saires à l'exercice de		
	2 370				336	
					357	
					1 376	
					1 010	
					96	
					176	
					980	
	200				265	
i	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS se à assurer l'adnion des réseaux o	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS TRANSFERT se à assurer l'administration de l'en ion des réseaux d'enseignement er inctionnement des organismes de c	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS TRANSFERT Se à assurer l'administration de l'ensemble des progration des réseaux d'enseignement en leur fournissant l'enctionnement des organismes de consultation et d'éving 2 370	DOUTEUSES ET AUTRES A UN FONDS ET AUTRES PROVISIONS TRANSFERT SPÉCIAL LA DETTE se à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au ion des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services néces nectionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domai	DOUTEUSES ET AUTRES A UN FONDS ET AUTRES ET AUTRES A UN FONDS SERVICE DE Suspension du droit d'engager SPÉCIAL LA DETTE droit d'engager se à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui d ion des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de nctionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation.	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS TRANSFERT SPÉCIAL LA DETTE droit d'engager Reports se à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère, sauf celui de l'aide financière ion des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce nectionnement des organismes de consultation et d'évaluation du domaine de l'éducation. 2 370 336 357 1 376 96 176

				IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments		CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATIO
		NOTORIOLO	Adires	minobilisations	Берепаса	TEMONETOTIO
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-14			AIDE FINANCIÈR	RE AUX ÉTUDES		
Bourses consécutives aux p	rêts	248 560			248 560	
 Intérêts et remboursements Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédit Ajustements négatifs de pro 	es ·	163 015 19 883	86 381	972	75 662 19 883 8 357 (15 556)	
3. Autres bourses		9 739			9 739	
 Administration de l'aide finar Ne nécessitant pas de crédit 		20 093		287	19 166 329	13 08
TOTAL	_	461 290	86 381	1 259	366 140	13 08
Loi sur l'administration finance PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-14		,	ÉDUCATION PRI	ÉSCOLAIRE ET ENS	EIGNEMENT PF	RIMAIRE ET
· ·						
Commissions scolaires		5 936 600			5 936 600	
2. Commissions scolaires à sta	tut particulier	201 887			201 887	
_	missions scolaires	580 440	84 200 1		580 440	
Service de la dette des com		404 742			404 742	
					37 031	
4. Enseignement privé	n éducation	37 031				
 Enseignement privé Soutien à des partenaires er 	n éducation	37 031 246 697			246 697	
 Enseignement privé Soutien à des partenaires er 	vec l'approbation du					

	CRÉANCES				CRI	ÉDITS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
						études postseconda jugées insuffisantes	
		248 560					
		75 662					
8 357	19 883						
	(15 556)						
		9 739					
6 085 329						640	
14 771	4 327	333 961				640	
olaires, aux éta	ablissements privé	s subventionnés		mes les ressource		en fournissant aux c essaires à leur fonct	
		5 936 600					
		201 887					
		580 440					(84 200
		404 742					
		37 031					
		37 031 246 697					

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	<u>Dépenses</u>	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-14		ENSEIGNEMENT	SUPÉRIEUR		
1. Cégeps	1 276 244			1 276 244	
2. Universités	2 338 434	295 000 ¹		2 084 854	
3. Enseignement privé au collégial	81 933			81 933	
4. Service de la dette des cégeps	202 851			202 851	
5. Service de la dette des universités	268 258			268 258	
6. Soutien à des partenaires en éducation	5 176			5 176	
 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale 					
TOTAL	4 172 896	295 000		3 919 316	
Montant porté à la dette nette dans le cadre de la	a réforme comptable 2	2006-2007.			
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-14		DÉVELOPPEMEI	NT DU LOISIR ET DU	J SPORT	
1. Promotion du loisir et de l'action bénévole	36 678			36 678	
Promotion du sport et de la sécurité et recherche	24 165			24 165	
TOTAL	60 843			60 843	

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
	DOUTEUSES		AFFECTATION		OKEDI	TO NOW OTILIOLO	<u>'</u>
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
					collégial public et priv es à leur fonctionnem		
		1 276 244					
		2 084 854					(41 420)
		81 933					
		202 851					
		268 258					
		5 176					
		3 919 316					(41 420)
spécifiques. Il a	-	bjectif d'appuyer			outien aux organisme préoccupation partic		
		36 678					
		24 165					
		60 843				=	

		-	IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 7 Sommaire : page 1-14		RÉGIMES DE RE	TRAITE		
Régime de retraite des enseignants Permanents 1	87 572			87 572	
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents ²	577 097			577 097	
 Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents³ 	80 269			73 072	
TOTAL	744 938			737 741	
 Loi sur le régime de retraite des enseignants, (L. Loi sur le régime de retraite des employés du go Loi sur le régime de retraite du personnel d'enca 	uvernement et des or	• •	L.R.Q., c. R-10).		
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits Ajustements négatifs de provisions	12 246 582 764 880	465 581	20 187	11 882 208 757 683 13 616 (15 556)	92 408

¹ Incluant 10 871 à l'égard de 111 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	ορέννος				ορέρ	ITO NON LITHIOÉ	0
FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	ITS NON UTILISÉ Reports	Autres
Ce programme v	ise à fournir la con	tribution du gouv	rernement aux régin	nes de retraite app	olicables au personn	el des réseaux.	
		87 572					
		577 097					
		73 072 737 741					7 197 7 197
45 100 59 13 616	19 883	11 744 700 737 741				4 226	(125 620) 7 197
58 775	(15 556) 4 327	12 482 441				4 226	(118 423)

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTD	SSS
	=	ENTR	
Programme 1 - Administration et consultation			
Autres	2 570		
Drogramme 2. Formation on tourisme at hâtellarie			
Programme 2 - Formation en tourisme et hôtellerie Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	20 613		
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	248 560		
Intérêts et remboursements aux banques Autres	75 662 9 739		
Aulies	9109		
Total du programme 3	333 961		
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	8 230		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	6 138 487		
Enseignement primaire et secondaire privé	404 742		
Programme d'action communautaire Service de la dette	13 274		
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	580 440		
Transport scolaire	246 697		
Autres	15 527		
Total du programme 4	7 407 397		
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement	81 933		
Enseignement collégial privé Enseignement collégial public	1 276 244		
Enseignement universitaire	2 084 854		
Service de la dette			
Enseignement collégial public	202 851		
Enseignement universitaire	268 258		
Autres	5 176		
Total du programme 5	3 919 316		
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Action communautaire autonome	741		
Équipe Québec	5 079		
Kino-Québec	2 572		
Promotion du loisir	14 813		
Promotion du sport	16 212		
Soutien aux équipements de loisir	1 563		
Soutien aux organismes multidisciplinaires Autres	19 561 302		
Total du programme 6	60 843		
Programme 7 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	577 097		
Régime de retraite des enseignants	87 572		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	80 269		
Total du programme 7	744 938		
Total des crédits et dépenses	12 489 638		
Total 403 of cults of depositors	12 703 030		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
1 365		1 021	184		2 570	2 538
				20 613	20 613	18 789
			248 560		248 560	183 114
			75 662 8 739	1 000	75 662 9 739	89 436 9 642
			332 961	1 000	333 961	282 192
		8 230			8 230	13 624
6 138 487					6 138 487	5 976 517
404 742		13 274			404 742 13 274	378 676 12 970
580 440 246 697					580 440 246 697	620 774 249 780
		14 112		1 415	15 527	14 863
7 370 366		35 616		1 415	7 407 397	7 267 204
81 933 1 276 244 2 084 854					81 933 1 276 244 2 084 854	79 041 1 228 390 1 995 454
202 851					202 851	198 030
268 258 3 194		1 937		45	268 258 5 176	269 825 4 621
3 917 334		1 937		45	3 919 316	3 775 361
253	15	741 2 517 14 813 15 944	5 079	55	741 5 079 2 572 14 813 16 212	183 4 845 2 572 14 868 16 214
302	1 563	19 561			1 563 19 561 302	1 544 19 552 294
555	1 578	53 576	5 079	55	60 843	60 072
577 097 87 572 73 072					577 097 87 572 73 072	548 989 94 192 70 181
737 741					737 741	713 362
12 027 361	1 578	92 150	338 224	23 128	12 482 441	12 119 518

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	9 215 071	9 207 876	8 924 038
Fonctionnement	1 506 604	1 506 602	1 441 664
Capital	529 410	529 410	521 205
Intérêt	554 663	554 663	594 207
Support	683 890	683 890	638 404
TOTAL DU PORTEFEUILLE	12 489 638	12 482 441	12 119 518

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Revenus divers 2007 2008 Venites de biens et services 2040 2 487 Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux 181 60 Divers 15 32 Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée 238 2 579 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 181 60 Intérêts 2,055 2,519 Intérêts 2,055 2,038 Assistance-emploi 343 387 Frais - chèques sans provision 343 387 Recouverments 196 1 010 Dépenses d'années antérieures 196 1 010 Subventions d'amées antérieures 7 66 4 284 Assistance-emploi - R. Q. 2 951 3 249 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 1 082	(en milliers de dollars)			
Ventes de blens et servicos 2 040 2 487 Frais de perception 2 040 2 487 Formation, partenarial et organisation d'événements spéciaux 181 60 Divers 2 236 2 579 Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée 2 2365 2 579 Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée 2 2055 2 519 Intérêts 2 2055 2 519 Assistance-emploi 25 405 2 038 Amendes et confiscations 7 36 2 038 Frais - chéques sans provision 3 37 86 Recouverments 9 6 1 010 Subventions d'années antérieures 7 66 3 226 Assistance-emploi - PR.C. O. 2 251 3 24 Assistance-emploi - parants défaillants 2 2951 3 24 Divers 2 136 2 1756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 100 2 200 Divers 1 108 218 1 25 97 Total des revenus autonomes 1 08 218 1 25 97 Total des revenus autonomes <		2007		2006
Parais de perception 2 040 2 487 5 070 2 070	Revenus divers			
Parais de perception 2 040 2 487 5 070 2 070	Ventes de biens et services			
Pomation, partenariat et organisation dévénements spéciaux		2 040		2 487
Divers		181		60
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée 181 60 Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux 181 60 Lossis 2,519 2,519 Intérêts 25 405 20,338 Assistance-emploi 25 405 20,338 Amendes et confiscations Frais - chèques sans provision 343 387 Recouvrements 196 1 010 50 1 101 50 50 20,338 1 101 50 1 101 50 1 101 50 1 101 50 1 101 50 1 101 50 1 101 50 1 101 50 1 101 50 60 4,831 7 1 442 4,831 2 100 50 2 17 46 4,831 2 100 2 10 4,94 4,9		15		32
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation dévénements spéciaux 181 60 2,055 2,519 2,519 1,519 2,055 2,519		2 236		2 579
Intérêts				
Manifereits	Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	181		60
Assistance-emploi 25.405 20.388 Amendes et confiscations Frais - chèques sans provision 343 387 Recouvrements 8 196 1 010 Dépenses d'années antérieures 7 66 1 010 Subventions d'années antérieures 7 66 6 32 281 7 1442 1 101 Assistance-emploi - R.R.Q. 2 951 3 249		2 055		2 519
Amendes et confiscations 343 387 Frais - chéques sans provision 343 387 Recouvrements 196 1 010 Dépenses d'années antérieures 7 66 Assistance-emploi 53 281 1 71 442 Assistance-emploi - R.R.Q. 2 951 3 249 Assistance-emploi - pensions alimentaires 2 1 258 2 1 756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 13 26 Bouters 13 26 Assistance-emploi - garants défaillants 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada 4 2 Autres programmes 2 200 000 Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscr				
Frais - chèques sans provision 433 387 Recouvrements 196 1 010 Dépenses d'années antérieures 7 66 Assistance-emploi 53 281 1 71 442 Assistance-emploi - R. Q. 2 951 3 249 Assistance-emploi - pensions alimentaires 21 258 21 756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 13 26 Divers 80 415 102 733 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada 4 4 Autres programmes 5 654 658 654 902 Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 655 044 857 295 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois	Assistance-emploi	25 405		20 338
Recouvrements	Amendes et confiscations			
Dépenses d'années antérieures 196 1 010 Subventions d'années antérieures 7 66 Assistance-emploi 53 281 ° 171 442 171 442 Assistance-emploi - R.R.Q. 2 951 ° 3 249 3 249 Assistance-emploi - pensions alimentaires 21 258 ° 21 756 2 1756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 ° 5184 5 281 Divers 108 218 102 733 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 654 658 654 902 Autres programmes Entente relative au marché du travail 654 658 2 200 000 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 <td>Frais - chèques sans provision</td> <td>343</td> <td></td> <td>387</td>	Frais - chèques sans provision	343		387
Subventions d'années antérieures 7 66 Assistance-emploi 53 281 1 71 442 Assistance-emploi - R.R.Q. 2 951 3 249 Assistance-emploi - pensions alimentaires 21 258 21 756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 13 26 80 415 102 733 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale	Recouvrements			
Assistance-emploi 53 281 1 71 442 Assistance-emploi - R.R.Q. 2 951 3 249 Assistance-emploi - parants défaillants 2 1 258 21 756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 13 26 80 415 102 733 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 50 40 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 50 40 218 125 977 Total des revenus autonomes 50 40 48 218 125 977 Total des revenus autonomes 654 658 654 902 Autres programmes 50 40 48 50 50 2 200 000 Entente relative au marché du travail 65 40 48 50 20 2 200 000 Application du régime québécois d'assurance parentale 56 50 44 857 20 2 20	Dépenses d'années antérieures	196		1 010
Assistance-emploi - R.R.Q. 2 951 3 249 Assistance-emploi - pensions alimentaires 21 258 21 756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 13 26 80 415 102 733 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902	Subventions d'années antérieures	7		66
Assistance-emploi - pensions alimentaires 21 258 21 756 Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 13 26 80 415 102 733 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902	Assistance-emploi	53 281	1	71 442
Assistance-emploi - garants défaillants 2 709 5 184 Divers 13 26 80 415 102 733 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes 8 654 658 654 902 Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902	·			
Divers 13 26 80 415 102 733 108 218 125 977 Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes 8 654 902 Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902	· · ·			
80 415	Assistance-emploi - garants défaillants	2 709		5 184
Total des revenus autonomes 108 218 125 977 Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes Entente relative au marché du travail 654 658 654 902 Application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 655 044 857 295 Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée 2 200 000 Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale 2 200 000 Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902	Divers	13		26
Transferts du gouvernement du Canada Autres programmes Entente relative au marché du travail 654 658 200 000 Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 386 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902		80 415		102 733
Autres programmes Entente relative au marché du travail Application du régime québécois d'assurance parentale Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada Autres programmes 654 658 654 902 200 000 655 044 857 295 **Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902		108 218		125 977
Autres programmes Entente relative au marché du travail Application du régime québécois d'assurance parentale Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902 200 000 655 044 857 295 200 000 2 200 000 6 386 2 393 6 386 2 393	Total des revenus autonomes	108 218		125 977
Entente relative au marché du travail Application du régime québécois d'assurance parentale Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 655 044 Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada 654 902 200 000 200 000 655 044 200 000 20	Transferts du gouvernement du Canada			
Entente relative au marché du travail Application du régime québécois d'assurance parentale Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 655 044 Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada 654 902 200 000 200 000 655 044 200 000 20	Autres programmes			
Application du régime québécois d'assurance parentale Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 655 044 857 295 Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés 7 200 000 Compte pour le financement du Canada 654 658 654 902		654 658		654 902
Moins: Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 857 295 200 000 2 393 654 658 654 902			2	
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada Compte pour le financement du Canada 654 658 654 902	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	386		2 393
Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada 2 200 000 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada		655 044		857 295
Compte pour l'application du régime québécois d'assurance parentale Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés Total des transferts du gouvernement du Canada 2 200 000 2 393 Total des transferts du gouvernement du Canada	Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée			
Total des transferts du gouvernement du Canada 654 658 654 902			2	200 000
	Compte pour le financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	386		2 393
Total des revenus 762 876 780 879	Total des transferts du gouvernement du Canada	654 658		654 902
	Total des revenus	762 876		780 879

¹ La baisse est attribuable à la diminution de la facturation des trop-payés d'assistance-emploi suite aux travaux effectués.

² La baisse est attribuable à la non-récurrence de la contribution pour l'implantation du Régime québécois d'assurance parentale au 1er janvier 2006.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

				IMPUTATIONS		
	ROGRAMMES éments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	ROGRAMME 1 mmaire : page 1-16		MESURES D'AID	E À L'EMPLOI		
1.	Mesures d'aide à l'emploi	829 848			829 848	
2.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets favorisant l'insertion, la formation et l'aide à l'emploi					
3.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de création d'emplois pour étudiants	17				
TC	OTAL	829 865			829 848	
	ROGRAMME 2 mmaire : page 1-20		MESURES D'AID	E FINANCIÈRE		
1.	Assistance-emploi Permanents ¹	2 725 287 6 136	303		2 724 984 6 136	
2.	Action communautaire	9 789			9 789	
3.	Solidarité jeunesse	18 169			18 169	
4.	Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 710			20 710	
5.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 099				
6.	Programme de soutien aux travailleurs âgés	29			29	
TC 1	DTAL Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).	2 781 219	303		2 779 817	

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
responsable de l travail aux nivea de la main-d'oeu	l'information sur le lux national, région lvre (L.R.Q., c. D-7.	marché du travail al, local et sectori 1) et de la Loi sur	, du placement et d iel. Il est égalemen la formation et la	les mesures active it responsable de qualification profe	Québec est le servic es d'emploi liées à la la Loi favorisant le d essionnelle de la main i d'été des étudiants	politique active du éveloppement de n-d'oeuvre (L.R.Q.	ı marché dı la formatioı , c. F-5). Ce
			829 848				
							17
			829 848				17
Montréal. De plo demande d'assis contribue au fina des chasseurs e	us, le programme S stance-emploi en le ancement des orga	Solidarité jeunesse eur offrant d'entre nismes communa sommes requises	e soutient financièr prendre des démar utaires en lien avec s pour soutenir les	ement les jeunes ches favorisant le leur mission glok activités tradition	du réseau d'Emploi- de moins de 25 ans, ur autonomie financi pale et il accorde à l'C nelles des membres	aptes au travail, ère. En outre, ce Office de la sécurit de cette commun	qui font une programme é du revent
		e Fonds québéco	is a illitiatives soc	iales et permet la	conversion des pre	estations d'aide fi	
		e Fonds quebeco 2 719 328	5 656	iales et permet la	a conversion des pre	estations d'aide fi	
	à l'emploi.			laies et permet ia	a conversion des pre	estations d'aide fi	
	à l'emploi.	2 719 328	5 656	laies et permet ia	a conversion des pre	estations d'aide fi	
	à l'emploi.	2 719 328 2 396	5 656	laies et permet ia	a conversion des pre	estations d'aide fi	
	à l'emploi.	2 719 328 2 396 18 169	5 656	laies et permet ia	a conversion des pre	estations d'aide fi	nancière e
	à l'emploi.	2 719 328 2 396 18 169	5 656	laies et permet ia	a conversion des pre	estations d'aide fi	

(en	milliers de dollars)					
				IMPUTATIONS		
	OGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 3 nmaire : page 1-20		ADMINISTRATIO	N		
1.	Direction	11 806		5	11 801	9 766
	Permanents ¹	10			9	
2.	Services à la gestion Ne nécessitant pas de crédits	137 855	1	51	137 803 132	24 695
3.	Centre de recouvrement Permanents ²	12 058 8		10	12 048 8	9 684
4.	Affaires gouvernementales et relations avec les citoyens	22 398		7	22 391	9 757
5.	Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	285 307	1	121	285 185	102 754
6.	Politiques	5 696		35	5 661	5 197
TO 1 2	TAL Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18). Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.00	<u>475 138</u> 1).	2	229_	475 038	161 853
то	TAL DU PORTEFEUILLE					
	és manents nécessitant pas de crédits	4 080 068 6 154	305	229	4 078 418 6 153 132	161 853
то	TAL	4 086 222	305	229	4 084 703	161 853

¹ Incluant 29 240 à l'égard de 333 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉ	DITS NON UTILISÉ	S
	DOUTEUSES		AFFECTATION				
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens.

1 536		499				
9						1
35 705			77 403			
132						
2 364						
8						
4 534		8 100				
58 329		503	123 599			
400		0.5				
439		25		-		
102.056		0.127	201.002			1
103 056		9 127	201 002		= ======	 1
102 907		2 769 759	1 043 899			1 116
17	6 136	2 109 139	1 043 099			1
132	0 100					
102						
103 056	6 136	2 769 759	1 043 899	1		1 117

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	=	ENTR	SSS
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	2 396		
Action emploi			
Assistance-emploi	2 719 328		
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	20 710		
Solidarité jeunesse	18 169	5	
Soutien aux travailleurs âgés	29		
Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor,			
tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des			
prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi	1 099		
Total du programme 2	2 761 731	5	
Programme 3 - Administration			
Tribunal administratif du Québec	8 100		
Autres	1 027	21	
Total du programme 3	9 127	21	
Total des crédits et dépenses	2 770 858	26	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		2 396			2 396	
		894	2 718 434 18 678	2 032	2 719 328 20 710	1 548 2 687 482 19 340
		9 267	8 897 29	2 002	18 169 29	20 128
		12 557	2 746 038	2 032	2 760 632	2 728 498
	116	890		8 100	8 100 1 027	8 479 1 567
	116	890		8 100	9 127	10 046
	116	13 447	2 746 038	10 132	2 769 759	2 738 544

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	6 943	6 943	7 081
Fonctionnement	2 682	2 682	3 077
Capital	486	486	498
Intérêt	21	21	20
Support	2 760 726	2 759 627	2 727 868
TOTAL DU PORTEFEUILLE	2 770 858	2 769 759	2 738 544

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	121 680	121 680	144 138
Fonctionnement	47 836	47 836	40 613
Capital	28 727	28 727	29 404
Intérêt	2 759	2 759	2 200
Support	842 897	842 897	808 595
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 043 899	1 043 899	1 024 950

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007 (en milliers de dollars)

2007	2006
54	68
	7 868
26	19
9 278	7 955
	46
2	2
2	48
	46
2	2
69	160
	73
	4 333
3 615	4 406
3 686	4 568
12 964	12 523
42.064	12 523
	54 9 198 26 9 278 2 2 2 2 4 69 1 436 2 075 104 3 615 3 686

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

PROGRAMMES Éléments PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-20	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres PLANIFICATION ADMINISTRATIO	IMPUTATIONS Immobilisations , RECHERCHE ET	Dépenses	<u>RÉMUNÉRATION</u>
Planification, recherche et administration Permanents Ne nécessitant pas de crédits	29 702 48		2 084	20 300 48 777	11 386
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	29 750		2 084	21 125	11 386
Sommaire : page 1-20					
Gestion des services à la famille	21 385		52	20 632	13 243
 Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde Permanents ¹ 	1 554 414 100	86		1 525 546 19	
Service de la dette des centres de la petite enfance	8 230			5 772	
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance.	46 937			46 937	
garde à l'enfance 5. Soutien aux enfants	32 283			31 658	
Permanents ¹	1 000				
6. Organismes communautaires	1 000 14 226			14 226	
			1	14 226 1 053	766

	CRÉANCES		AFFECTATION		CRÉDI	TS NON UTILISÉS	3
ONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
		alliuma mant la	ráalication de recl	erches l'élahors	ation et l'évaluation	de politiques f	iavorables à
anouissemer	nt des familles et d	les enfants en cor		ninistères et orga	nismes gouvernemer		
anouissemer	nt des familles et d	les enfants en cor	ncertation avec les r	ninistères et orga	nismes gouvernemer		
anouissemer à planifier, d	nt des familles et d	les enfants en cor	ncertation avec les r	ninistères et orga	nismes gouvernemer		
anouissemer à planifier, c	nt des familles et d	les enfants en cor ner les activités ac	ncertation avec les r	ninistères et orga	nismes gouvernemer n des programmes.	ntaux. De plus, ce	e programme

Ce programme assure le financement de la gestion des services à la famille et à l'enfance. Il permet de développer et de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs de qualité tout en assurant leur soutien financier. En outre, il a comme objectif de pourvoir au financement du service de la dette des centres de la petite enfance ainsi que du Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance. Il permet le financement de l'administration des prestations du soutien aux enfants, le financement d'organismes communautaires et il assure le fonctionnement du Conseil de la famille et de l'enfance.

1 132		6 257		343	257	101
	19	1 525 546		8 438		20 344 81
		5 772				2 458
		46 937				
		31 658				625 1 000
		14 226				
287			 	32_	101_	1
1 419	19	1 630 396	 	8 813	358	24 610

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Licinoms	AUTORISES	Autres	IIIIIIODIIISAUOTIS	Depenses	KLMONLKATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-20		CONDITION DES	S AÎNÉS		
Conseil des aînés	747			676	542
Secrétariat aux aînés	2 233			2 199	555
TOTAL =	2 980			2 875	1 097
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		CONDITION FÉN	IININE		
Conseil du statut de la femme Ne nécessitant pas de crédits	4 519		10	4 239 10	3 037
Secrétariat à la condition féminine	2 518			2 414	1 078
TOTAL =	7 037			6 663	4 115
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-20		CURATEUR PUE	BLIC		
Curateur public Permanents Permanents Ne nécessitant pas de crédits	44 858 8 901 3	1	2 980	33 981 8 901 3 5 542	24 711 7 284
TOTAL = 1 Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81). 2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001)	53 762	1	2 980	48 427	31 995
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	1 763 240 10 052	87	5 127	1 709 633 8 971 6 329	55 318 7 284
TOTAL	1 773 292	87	5 127	1 724 933	62 602

¹ Incluant 6 164 à l'égard de 66 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- FONCTION- NEMENT PROVISIONS TRANSFERT S A UN FONDS SERVICE DE Suspension du droit d'engager PROVISIONS TRANSFERT SPÉCIAL LA DETTE d'orit d'engager programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valor nés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations. 134 6 122 1522 6 122 1522 6 256 1522 12 programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également aveloppement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. 1202 170 1207 1039 45 1509 1039 215 a programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé page 1617 1617 3 16429 3 250	Reports	Autre
NEMENT PROVISIONS TRANSFERT SPÉCIAL LA DETTE droit d'engager programme assure le financement du Conseil des aînés et du Secrétariat aux aînés afin de soutenir la valor nés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations. 134 6 122 1522 6 256 1522 12 programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également aveloppement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. 1 202 100 100 100 100 100 100 100 100 10		
nés dans la société québécoise et cela en vue d'un Québec équitable pour toutes les générations. 134 6 122 1 522 6 256 1 522 12 et programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également séveloppement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. 1 202 10 297 1 039 45 215 1 509 1 1039 215 1 programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé 9 270 1 617 3 5 542	isation de la partio	cipation de
122 1 522 12 programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également et veloppement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. 1 202 170 10 297 1 039 45 1 509 1 039 215 programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé 9 270 1 617 3 5 542		
256 1 522 12 r programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également et veloppement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. 1 202 170 10 297 1 039 45 1 509 1 039 215 r programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé 9 270 1 617 3 5 542	44	2
programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également aveloppement des politiques et activités gouvernementales en matière de condition féminine. 1 202 170 10 297 1 039 45 1 509 1 039 215 Programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé 1 617 1 617 3 5 542		2
1 202 170 10 297 1 039 45 1 509 1 039 215 programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé 9 270 250 1 617 3 5 542	44	4:
programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé 9 270 1 617 3 5 542	84	1
programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens dé 9 270 250 1 617 3 5 542	59	
9 270 1 617 3 5 542	143	1
16 429 3 250	clarés inaptes. 78	7 56
	78	7 56
19 642 1 634 673 9 818 1 665 22 6 329	1 222	37 35 1 08
27 636 22 1 634 673 9 818	1 222	38 43

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Planification, recherche et administration Autres	2 796		
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	30 625		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	1 658		
Organismes communautaires - famille	14 226		
Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine			
des services de garde à l'enfance	46 937		
Service de la dette des centres de la petite enfance	8 230		
Subvention annuelle des garderies	291 433	289 288	
Subvention des centres de la petite enfance et subvention de la garde			
en milieu familial	1 246 081		
Subventions de développement et d'investissements	1 300		
Autres	6 359	41_	
Total du programme 2	1 646 849	289 329	
Programme 3 - Condition des aînés			
Organismes communautaires - aînés	1 507		
Autres	41		
Total du programme 3	1 548		
Programme 4 - Condition féminine			
Programme «À égalité pour décider»	1 000		
Autres	40		
Adiios	40		
Total du programme 4	1 040		
Total day and disc at discussion	4 050 000	200 202	
Total des crédits et dépenses	1 652 233	289 329	

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
39	776	751		150	1 716	1 798
·			_			
				30 097	30 097	26 267
			1 561		1 561	3 909
	25	14 201			14 226	14 320
			46 937		46 937	40 867
		5 772	40 937		5 772	391
		3112		208	289 496	256 288
				200	200 100	200 200
	2	1 235 239		66	1 235 307	1 172 908
		743			743	1 398
	10	6 206			6 257	2 991
	37	1 262 161	48 498	30 371	1 630 396	1 519 339
		1 482			1 482	900
		40			40	471
		1 522			1 522	1 371
		1 000			1 000	1 000
		39			39	40
		1 039			1 039	1 040
39	813	1 265 473	48 498	30 521	1 634 673	1 523 548

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007_	2006
Fonctionnement	30 625	30 097	26 267
Capital	6 433	4 403	1 264
Intérêt	2 797	1 962	53
Support	1 612 378	1 598 211	1 495 964
TOTAL DU PORTEFEUILLE	1 652 233	1 634 673	1 523 548

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)			
	2007		2006
Impôt sur le revenu et les biens			
Cotisations au Fonds des services de santé			
Cotisations des employeurs	4 943 383	4	4 848 653
Cotisations des particuliers	109 157	1	198 303
	5 052 540		5 046 956
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Recouvrements de tiers	15		50
Garantie de prêts - sociétés d'état	173 431		165 005
Application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la			
taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant additionnel prévue	100 110	2	
en vertu de la loi C-66	138 118	-	
	311 564		165 055
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour l'application de l'Entente relative au transfert des revenus d'une partie de la taxe fédérale d'accise sur l'essence et d'un montant			
additionnel prévue en vertu de la loi C-66	138 118	2	
	173 446		165 055
Intérêts			
Comptes de banque	7 833		365
Compte du gouvernement du Canada	123	3	20
Fonds des rentes de survivants	23 523		33 229
	31 479		33 614
Amendes et confiscations			
Dépôts judiciaires	483		1 085
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	11 695		18 308
	217 103		218 062

¹ La diminution est principalement attribuable à des ajustements relatifs à la répartition des acomptes provisionnels et des encaissements sur production.

² L'augmentation fait suite à une nouvelle entente entre le gouvernement et la Société de financement des infrastructures locales du Québec (décret 211-2006).

³ L'augmentation s'explique d'une part par l'amortissement des plus-values ou moins-values et d'autre part par la hausse du taux de rendement du placement 2006-2007.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

-	2007	_	2006
Revenus provenant des entreprises du Gouvernement			
Société des alcools du Québec	709 000	4	657 000
Loto-Québec	1 391 000	4	1 537 000
Hydro-Québec Autres	2 342 000	4, 5	1 126 000
	4 442 000	_	3 320 000
Total des revenus autonomes	9 711 643	_	8 585 018
Transferts du gouvernement du Canada			
Péréquation	5 539 306	В	4 798 070
Transferts pour la santé	3 639 136	С	3 148 713
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 069 781	D _	1 033 973
Autres programmes	(309 194)	E _	(96 088)
Total des transferts du gouvernement du Canada	9 939 029	_	8 884 668
Total des revenus	19 650 672	=	17 469 686
4 Solde de la quote-part du gouvernement dans les résultats:			
Société des alcools du Québec	1 097		(51)
Loto-Québec	306	-	(76)
Hydro-Québec	1 701 000	5 A	1 196 641
Autres	84 183	_	37 321
	1 786 586		1 233 835
Dividendes déclarés	4 442 000		3 320 000
Revenus affectés au Fonds des générations	(500 000)	_	

⁵ En vertu du décret 110-2007, le gouvernement a déclaré un dividende de 2 342 000 en 2007 (dont 500 000 ont été versés au Fonds des générations en vertu du décret 111-2007) comparativement à 1 126 000 en 2006. Cette augmentation s'explique principalement par les gains réalisés sur la cession des participations à l'étranger et par la constatation en juin 2006 d'un gain de change non récurrent sur des dettes et des swaps en dollars américains. En conséquence, la quote-part du gouvernement dans les résultats d'Hydro-Québec pour 2007 a augmenté.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
A) Autres		
Capital financière agricole inc.	(760)	(261)
Corporation d'hébergement du Québec	6	11 544
Financement-Québec	6	13 567
Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	(3 249)	765
Immobilière SHQ	11 870	14 489
IQ FIER inc.	(2 769)	(1 029)
IQ Immigrants Investisseurs inc.	11 590	13 415
Société de développement de la Baie James	6	(3 530)
Société de l'assurance automobile du Québec	6	(41 074)
Société des établissements de plein air du Québec	6	(3 200)
Société générale de financement du Québec	75 373 ⁷	43 517
Société Innovatech du Grand Montréal	62	541
Société Innovatech du Sud du Québec	4 250 8	(9 272)
Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	(12 757) ⁹	1 852
Société Innovatech Régions Ressources	573	(4 003)
	<u>84 183</u>	37 321
B) Péréquation		
2006-2007	5 539 306	
2005-2006		4 798 070
	5 539 306	4 798 070
C) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
2006-2007	7 618 447	
2005-2006	131 421	7 132 050
2004-2005	41 203	
2003-2004	27 050	
	7 818 121	7 132 050
Transferts fiscaux		
2006-2007	(2 637 011)	
2005-2006	(95 299)	(2 424 590)
2004-2005	(31 482)	
2003-2004	(1 833)	
	(2 765 625)	(2 424 590)
Abattements spéciaux		
(13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(1 806 188)	
2005-2006	(26 214)	(1 706 006)
2004-2005	(3 554)	
2003-2004	146	
	(1 835 810)	(1 706 006)

⁶ En 2006-2007, le statut d'entreprises de ces entités a été modifié pour celui d'organismes du gouvernement, en raison de l'évolution de leurs activités d'exploitation et de leur situation financière.

⁷ L'augmentation est principalement due à un gain sur réalisation de placements.

⁸ L'augmentation est principalement due aux variations des plus-values et moins-values non matérialisées relatives à la juste valeur marchande des placements

⁹ La diminution est principalement due aux variations des plus-values et moins-values non matérialisées relatives à la juste valeur marchande des placements et aux variations des gains et pertes matérialisés sur disposition de placements.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
C) Transferts pour la santé (suite)		
Fonds fiduciaire pour la réduction du temps d'attente	422 450	147 259
	3 639 136	3 148 713
D) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
2006-2007	3 767 477	
2005-2006	80 548	3 565 629
2004-2005	25 412	
2003-2004	16 579	
	3 890 016	3 565 629
Transferts fiscaux		
2006-2007	(1 616 232)	
2005-2006	(58 409)	(1 486 039)
2004-2005 2003-2004	(19 296) (1 124)	
2000-2004	<u> </u>	(4.400.000)
	(1 695 061)	(1 486 039)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(1 107 018)	
2005-2006	(16 067)	(1 045 617)
2004-2005	(2 178)	
2003-2004	89	
	(1 125 174)	(1 045 617)
	1 069 781	1 033 973
E) Autres programmes		
Fiducie pour l'apprentissage et la garde des jeunes enfants	450.744	165 040
	152 741	165 040
Transfert fiscal allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
2006-2007	(653 386)	
2005-2006		(606 651)
Bilinguisme	(653 386)	(606 651)
2006-2007	38 524	
2005-2006		38 524
	38 524	38 524
Régime canadien de prêts aux étudiants	116 287	159 462
Équipement médical		
		112 000
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions priviligiées	31 287	30 184
Subside basé sur la population	5 353	5 353
	(309 194)	(96 088)

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		DIRECTION DU I	MINISTÈRE		
Direction et services à la gestion Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	31 153 10	23	1 891	23 227 9 922	11 955
Institut de la statistique du Québec	14 290			14 189	
TOTAL	45 453	23	1 891	38 347	11 955
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses					
des politiques économiques et institutions financières	25 441			12 637	11 797
des politiques économiques et institutions	25 441			12 637 75	11 797
des politiques économiques et institutions financières Ne nécessitant pas de crédits	25 441 7 504		177		11 797 5 961
des politiques économiques et institutions financières Ne nécessitant pas de crédits 2. Financement, gestion de la dette et opérations			177	75	
des politiques économiques et institutions financières Ne nécessitant pas de crédits 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires	7 504		177 908	75 6 127	
des politiques économiques et institutions financières Ne nécessitant pas de crédits 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires Permanents ¹ 4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	7 504 11 333			75 6 127 8 046 14 204	5 961
des politiques économiques et institutions financières Ne nécessitant pas de crédits 2. Financement, gestion de la dette et opérations financières 3. Frais de services bancaires Permanents ¹ 4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale Ne nécessitant pas de crédits 5. Affaires fiscales et financières et recherches	7 504 11 333 18 287			75 6 127 8 046 14 204 204 6 962	5 961

	CRÉANCES				CRED	ITS NON UTILISÉS	•
NCTION-	DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Aut
					natière de planificati sur la situation du Q		on, d'affa
11 076 9 922		196			2 392	850	27
		14 189			100		
12 007		14 385			2 492	850	27
	ise à assurer la dir aire et la réalisatio			mptables du gouv	vernement, l'élaborati	ion des orientation	ns en mat
				mptables du gouv	vernement, l'élaborati	ion des orientatior	ns en mat
e et budgét				omptables du gouv	vernement, l'élaborati	ion des orientation	
e et budgét				omptables du gouv			
e et budgét				mptables du gouv			8.0
e et budgét				omptables du gouv	3 163		80
840 75 166 8 046 1 151				omptables du gouv	3 163		32
840 75 166 8 046				mptables du gouv	3 163 409		32
840 75 166 8 046 1 151				emptables du gouv	3 163 409		80 7 32 27
840 75 166 8 046 1 151 204		n d'analyses écon	omiques.	mptables du gouv	3 163 409 450		8 0 7 3 2 2 7
840 75 166 8 046 1 151 204		n d'analyses écon	omiques.	emptables du gouv	3 163 409		8 G 7 3 2 2 7

FINANCES

(en milliers de dollars)							
			IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION		
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-30		SERVICE DE LA DETTE ET INTÉRÊTS SUR LE COMPTI DES RÉGIMES DE RETRAITE					
Service de la dette directe Permanents 1	5 064 616	707 489 ³	3	4 357 127			
Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents ²	2 768 623	125 600 ^{- 3}	3	2 643 023			
TOTAL	7 833 239	833 089		7 000 150			
Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires, (L.R.Q., c. R-12), Loi sur le régime de retraite des certains enseignants, (L.R.Q., c. R-9.1), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale, (L.R.Q., c. C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels, (L.R.Q., c. R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16), Loi sur la police, (L.R.Q., c. P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1). Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.							
TOTAL DU PORTEFEUILLE							
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	112 131 7 844 582	23 833 089	2 976	77 346 7 008 205 1 201	42 766		
TOTAL	7 956 713	833 112	2 976	7 086 752	42 766		

¹ Incluant 9 215 à l'égard de 84 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉ	DITS NON UTILISE	És.
	DOUTEUSES		AFFECTATION			BITO NON OTILIO	
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme vi	ise à pourvoir au p	aiement des intér	êts sur la dette dire	ecte et le compte d	les régimes de retra	aite.	
				4 357 127			
				2 643 023			
				7 000 150			
16 381		17 749	450		7 014	2 429	22 343
16 381 8 055		17 749	450	7 000 150	7 014	2 429	22 343 3 288
1 201				7 000 150			3 200
. 201							
25 637		17 749	450	7 000 150	7 014	2 429	25 631

FINANCES

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Direction du ministère Institut de la statistique du Québec	14 290		
Autres	199		
Total du programme 1	14 489		
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Institut de finance mathématique de Montréal	4 745		
Autres	43		
Total du programme 2	4 788		
Total des crédits et dépenses	19 277	:	

ENTR - Entreprises MUNI - Municipalités

SSS - Établissements de santé et de services sociaux OBNL - Organismes à but non lucratif

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement PERS - Personnes

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		196		14 189	14 189 196	13 394 200
		196		14 189	14 385	13 594
		2 575	43	746	3 321 43	2 550 31
		2 575	43	746	3 364	2 581
		2 771	43	14 935	17 749	16 175

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	11 959	11 858	11 112
Fonctionnement	2 327	2 327	2 282
Support	4 991	3 564	2 781
TOTAL DU PORTEFEUILLE	19 277	17 749	16 175

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement	450	450	450
TOTAL DU PORTEFEUILLE	450	450	450

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)			
	2007		2006
Droits et permis			
Autres			
Demande d'engagement d'un garant - ressortissants étrangers	2 518		2 657
Demande d'un employeur relative à un emploi temporaire	1 155		1 078
Certificat de sélection - ressortissants étrangers	24 072		21 018
Certificat d'acceptation - ressortissants étrangers	4 258		3 903
	32 003		28 656
Revenus divers	32 003		20 030
Ventes de biens et services			
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 538		1 431
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	119		47
Divers	6		13
	1 663		1 491
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée	440		47
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	119		47
	1 544		1 444
Recouvrements			
Divers	51		51
	1 595		1 495
Total des revenus autonomes	33 598		30 151
Transferts du gouvernement du Canada			
Autres programmes			
Intégration des immigrants	199 570	1	172 622
integration des intringrants	100 010		172 022
Total des transferts du gouvernement du Canada	199 570		172 622
Total des revenus	233 168		202 773
Total ues revellus	233 100		202 113

¹ L'augmentation est principalement attribuable à l'indexation du montant prévu à l'entente avec le gouvernement fédéral.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres Immobilisations		Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-14			NTÉGRATION ET S CULTURELLES		
1. Immigration	15 312	3	117	15 191	12 714
2. Francisation	47 659		1 146	46 511	23 142
Intégration, régionalisation et relations interculturelles	35 030	3		35 027	14 846
Direction, information et services de soutien centralisés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	29 954 16	17	4 117	25 812 16 1 740	12 664
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	127 971	23_	5 380	124 297	63 366
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		ORGANISME RE	LEVANT DU MINIST	RE	
Conseil des relations interculturelles Ne nécessitant pas de crédits	721		3	703 5	471
TOTAL	721		3	708	471
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	128 676 16	23	5 383	123 244 16 1 745	63 837
TOTAL	128 692	23	5 383	125 005	63 837

¹ Incluant 4 740 à l'égard de 52 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONOTION	DOUTEUSES		AFFECTATION	OFFINIOE DE	0		
FONCTION- NEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autre
	rise à assurer le re ciété ouverte au plu				ciale et économique d	les immigrants, de	même qu'
2 477							1
13 488		9 881					2
2 073		18 108					
12 845		303					8
16 1 740							
32 639		28 292					11
ations intercul		au Ministère d'ob	tenir un éclairage	sur des problém	natiques particulières	touchant l'intégr	ation et le
ations intercu		au Ministère d'ob	otenir un éclairage	sur des problém	natiques particulières		ation et le
232		au Ministère d'ob	otenir un éclairage	sur des problém	natiques particulières	15	ation et le

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Immigration, intégration et communautés culturelles			
Exercice de la citoyenneté	372		
Programme d'accompagnement des nouveaux arrivants	8 368		
Programme d'accueil et d'installation des réfugiés	2 081		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	9 881		
Programme d'appui aux relations civiques et interculturelles	1 865		
Programme de reconnaissance et de soutien des organismes communautaires autonomes engagés dans les champs de mission du Ministère	954		
Programme de soutien à des projets afin de faciliter l'admission aux ordres professionnels	761		
Programme régional d'intégration	3 707		
Autres	303	5	
Total du programme 1	28 292	5_	
Total des crédits et dépenses	28 292	5	

MUNI - Municipalités ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
2		368	2		372	383
		8 368			8 368	6 179
			2 081		2 081	2 384
			9 881		9 881	9 489
		1 865			1 865	1 210
		954			954	440
46		715			761	170
4	2 088	1 615			3 707	2 675
4		292	2		303	330
56	2 088	14 177	11 966		28 292	23 260
56	2 088	14 177	11 966		28 292	23 260

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	28 292	28 292	23 260
TOTAL DU PORTEFEUILLE	28 292	28 292	23 260

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Publicité légale des entreprises	169	29
Vendeurs itinérants	229	193
Studio de santé	92	80
Agents de voyage	700	732
Certificat d'exemption	51	52
Divers	33	36
	1 274	1 122
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	520	363
Location de chambres et pension	97	97
Fonds d'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 400	3 430
Recouvrements de tiers	1 323	162
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	107	203
Actes judiciaires	30 924	32 107
Actes juridiques	20 187	27 171
Divers	2	8
	56 560	63 541
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'investissement du Canada pour le renouvellement de l'aide juridique	3 400	3 430
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	107_	203
	53 053	59 908
Intérêts		
Prêts	258	796
Divers	25	
	283	796
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	82	127
Infractions au code de la sécurité routière		1 40 503
Infractions au code criminel	7 923	7 223
Infractions à diverses lois	16 075	21 107
Aide aux victimes d'actes criminels	12 660	11 478
Divers	8_	8
	67 172	80 446
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 057	2 133
Surplus - fonds spéciaux et organismes	1 236	561_
	2 293	2 694
	122 801	143 844
Total des revenus autonomes	124 075	144 966

¹ La diminution fait suite à l'embauche temporaire de juges de paix en 2005-2006 afin de combler le retard accumulé dans le traitement des dossiers.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(critimile)		
	2007	2006
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Application de l'Accord relatif à la loi sur les contraventions	461	455
Aide juridique	22 750	22 776
Conseillers juridiques auprès des autochtones	479	491
Mesures québécoises de justice familiale	2 843	2 843
Divers	82	84
	26 615	26 649
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour l'application de l'Accord relatif à la loi sur les		
contraventions	461	455
Total des transferts du gouvernement du Canada	26 154	26 194
Total des revenus	150 229	171 160

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Liemento	NOTORIOLO	Autres	mmobilisations	Верепаса	KEMONEKKITOK
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-26		ACTIVITÉ JUDIC	IAIRE		
Magistrature Permanents ¹	2 291 120 614		190	2 101 120 614	1 684 106 518
Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges Permanents ¹	2 139			2 095	331
Soutien à la magistrature	27 073		750	26 323	24 517
Comité sur la rémunération des juges Permanents ¹	200			1	
TOTAL 1 Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).	152 317		940	151 134	133 050
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		ADMINISTRATIO	ON DE LA JUSTICE		
Soutien administratif à l'activité judiciaire Permanents ¹	79 255 2	30	319	78 902	52 662
Permanents ²	13			13	
2. Affaires juridiques et législatives	34 586		3	34 583	32 552
Direction, planification et services à l'organisation Permanents ²	131 119 5 500	1	5 171	125 947 5 333	26 781
Permanents ³ Permanents ⁴ Ne nécessitant pas de crédits	8 746 28			8 746 28 14 284	8 746
Traitement des infractions et perception des amendes	10 574		1 477	9 097	6 610
Système intégré d'information de justice	2 289		2 289		
TOTAL 1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01)	272 112	31	9 259	276 933	127 351

¹ Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

² Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

³ Loi sur les tribunaux judiciaires, (L.R.Q., c. T-16).

⁴ Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

	CRÉANCES DOUTEUSES		AFFECTATION			TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
INCIVICIAL	TROVISIONS	TRANSI ERT	OI LOIAL	LABETTE	droit d'erigager	Reports	Autres
sont rattachées, activités reliées nécessaire. Il vis	soit de rendre jug aux règles déont se également le cor	gement ou de fav ologiques applica nité mandaté pou	oriser le règlemen ables à la magistr révaluer le traiteme	t de litiges au mo rature, au perfect ent, le régime de ro	aire et les diverses fo oyen de la conciliatio tionnement des juges etraite et les autres av ats ainsi qu'à formul	n judiciaire. Il co s et au soutien a rantages sociaux d	mprend les dministratif es juges de
417 14 096							
1 764							44
1 806							
1							199
18 084							243
	rise à assurer le sor re juridique, législa			ctionnement des c	cours de iustice et à la		
		···· o og. o	e a toutes les activ		-	i publicite des droi	ts, à fournir
23 451		1 465	e a toutes les activ		-	i publicite des droi	ts, à fournir
23 451					ntales.	i publicite des droi	ts, à fournir
					ntales.	i publicite des droi	
13	5 333				ntales.	i publicite des droi	
13 2 031	5 333	1 465	1 324		ntales.	publicite des droi	2
13 2 031 86 263 28	5 333	1 465	1 324		ntales.	publicite des droi	2
13 2 031 86 263 28 14 284	5 333	1 465	1 324		ntales.	publicite des droi	2

2 Loi visant à favoriser le civisme, (L.R.Q., c. C-20).

			IMPUTATIONS		
		Prêts,		Dépenses	
DDOOD ANAMES	CRÉDITS	Placements,			
PROGRAMMES Éléments	AUTORISÉS	Avances et Autres	Immobilisations		RÉMUNÉRATIO
Liements	AUTORIOLO	Auties	IIIIIIODIIISAIIOIIS	Берепзез	KLWONLKATIO
PROGRAMME 3		JUSTICE ADMIN	ISTRATIVE		
Sommaire : page 1-26					
Contribution du ministère de la Justice					
au Tribunal administratif du Québec	9 774			9 617	
2. Conseil de la justice administrative	414			373	166
TOTAL	10 188			9 990	166
PROGRAMME 4 Sommaire : page 1-20		AIDE AUX JUSTI	CIABLES		
	130 762			125 428	
Commission des services juridiques					
Commission des services juridiques Fonds d'aide aux recours collectifs	719			695	
	719			695	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs	719 79 728			695 79 728	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs 3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents 4. Loi sur le civisme					
 Fonds d'aide aux recours collectifs Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents ¹ 					
 Fonds d'aide aux recours collectifs Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents ¹ Loi sur le civisme Permanents ² Commission des droits de la personne et des 	79 728 882			79 728 846	
2. Fonds d'aide aux recours collectifs 3. Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents 4. Loi sur le civisme Permanents 5. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	79 728		221	79 728 846 13 755	10 70
 Fonds d'aide aux recours collectifs Indemnisation des victimes d'actes criminels Permanents ¹ Loi sur le civisme Permanents ² Commission des droits de la personne et des 	79 728 882		221	79 728 846	10 70:

	ODÉANOSO				opŕpi	TO NON LITH IOÉO	
	CRÉANCES		AFFECTATION		CREDI	TS NON UTILISÉS	<u> </u>
FONCTION-	DOUTEUSES ET AUTRES		AFFECTATION À UN FONDS	SERVICE DE	Cuananaian du		
		TDANCEEDT	A UN FONDS SPÉCIAL		Suspension du	Danasta	A
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPECIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
autorité adminis	trative gouverneme	entale ou une auto	rité décentralisée.	De plus, ce progr	s exercés relatifs à d ramme inclut le Cons bunaux administratifs	eil de la justice ad	-
		9 617			157		
207					38		3
207		9 617			195		3

Ce programme vise à assurer une aide juridique financière ou sociale aux personnes économiquement faibles et défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux ayant un rapport avec la justice. Il vise aussi à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. L'assistance offerte se traduit par l'aide juridique, l'aide aux recours collectifs, l'aide au civisme et par l'indemnisation des victimes d'actes criminels. De plus, par le biais de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, il veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne du Québec.

	125 428	5 334	
	695	24	
9 983	69 745		
141	705		36
3 053 188		17	456
13 365	196 573	5 375	492

(en milliers de dollars)					
			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 5 Sommaire : page 1-26		ORGANISME DE DU MINISTRE	ORGANISME DE PROTECTION RELEVANT DU MINISTRE		
Office de la protection du consommateur Ne nécessitant pas de crédits	7 685		44	7 437 63	5 630
TOTAL	7 685		44	7 500	5 630
PROGRAMME 6 Sommaire : page 1-26		POURSUITES C	RIMINELLES ET PÉ	NALES	
Directeur des poursuites criminelles et pénales Ne nécessitant pas de crédits	61 914		710	61 204 17	49 739
TOTAL	61 914		710	61 221	49 739
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	512 904 217 852	31	11 174	495 462 217 404 14 552	211 043 115 595
TOTAL	730 756	31	11 174	727 418	326 638

¹ Incluant 11 024 à l'égard de 126 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES DOUTEUSES		AFFECTATION		CRÉD	ITS NON UTILISÉ	S
ONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autre
	géré par l'Office d a Loi sur la protect				protection des dro	its des citoyens	en regard c
1 807					200		
63							
					200		2
1 870 programme g		r des poursuites	criminelles et péna	lles permet à ce d	ernier d'agir comme	poursuivant dan	
programme g ninelles et pé		r des poursuites	criminelles et péna	ales permet à ce d		poursuivant dan	
programme g		r des poursuites	criminelles et péna	lles permet à ce d		poursuivant dan	
programme g ninelles et pé 11 465		r des poursuites	criminelles et péna	ales permet à ce d		poursuivant dan	
programme g ninelles et pé 11 465 17 11 482				lles permet à ce d	ernier d'agir comme	poursuivant dan	s les matière
programme g ninelles et pé 11 465 17 11 482	nales.	137 532	criminelles et péna	lles permet à ce d		poursuivant dan	s les matière
programme g ninelles et pé 11 465 17 11 482				lles permet à ce d	ernier d'agir comme	poursuivant dan	
programme g ninelles et pé 11 465 17 11 482 132 987 26 026	nales.	137 532		lles permet à ce d	ernier d'agir comme	poursuivant dan	s les matière

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 2 - Administration de la justice Autres	1 795	5	
Programme 3 - Justice administrative Contribution du ministère de la Justice au Tribunal administratif du Québec	9 774		
Programme 4 - Aide aux justiciables			
Actes de civisme	743		
Aide juridique	49 976		
Commission des services juridiques	80 786		
Fonds d'aide aux recours collectifs - aide aux bénéficiaires	298		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	420		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	69 745		
Total du programme 4	201 968		
Total des crédits et dépenses	213 537	5	

MUNI - Municipalités ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux
EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
16	279	1 492			1 792	1 758
				9 617	9 617	10 469
			705		705	689
			46 653		46 653	46 662
				78 775	78 775	88 096
			298	207	298	298
			69 745	397	397 69 745	416 65 556
			117 401	79 172	196 573	201 717
16	279	1 492	117 401	88 789	207 982	213 944

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	120 640	117 160	128 282
Fonctionnement	17 792	17 769	16 834
Capital	2 524	513	527
Support	72 581	72 540	68 301
TOTAL DU PORTEFEUILLE	213 537	207 982	213 944

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	260	260	449
Fonctionnement	1 064	1 064	359
Support	12 576	12 576	10 528
TOTAL DU PORTEFEUILLE	13 900	13 900	11 336

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux Divers	564	1 335
	564	1 338
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	564_	1 335
		3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	93	77
Dépenses d'années antérieures	93	77
Dépenses d'années antérieures	93 22 115	77 7 84
Dépenses d'années antérieures	93 22 115	77 7 84

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		AFFAIRES INTER	RNATIONALES		
 Direction, analyse et politiques Permanents ¹ 	13 079 543	3		13 076 540	6 519
Représentation du Québec à l'étranger Ne nécessitant pas de crédits	65 268	149	23 409	41 710 1 098	26 453
3. Affaires bilatérales et francophonie	25 964	4		25 960	5 645
4 Protocole, événements et services ministériels Ne nécessitant pas de crédits	20 255	28	1 874	18 353 972	10 022
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	125 109	187	25 283	101 709	48 639
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	124 566 543	184 3	25 283	99 099 540 2 070	48 639
TOTAL	125 109	187	25 283	101 709	48 639 ¹

¹ Incluant 7 944 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉD	ITS NON UTILISÉS	S
	DOUTEUSES		AFFECTATION		0.125		
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
	vise à planifier, or	ganiser et diriger	l'action du gouver	nement du Québe	c à l'étranger ainsi	que celle de ses	ministères et
organismes.							
1 028		5 529					
540							
15 257							
1 098							
1 944		18 371					
8 281		50					
972							
29 120		23 950					
26 510		23 950					
540							
2 070							
29 120		23 950					

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Affaires internationales			
Francophonie	7 366	55	
Organismes voués à la jeunesse	2 866		
Office Québec-Amériques pour la jeunesse	2 000		
Programmes de coopération	1 729	31	48
Québec sans frontières et autres	3 616		
Soutien à l'implantation d'organisations internationales	3 723		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	794	43	
Autres	1 856		
Total du programme 1	23 950	129	48
Total des crédits et dépenses	23 950	129	48

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes sans but lucratif

PERS - Personnes

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
13		7 275	8	15	7 366	9 428
		2 866			2 866	2 866
				2 000	2 000	2 000
645		500	432	73	1 729	1 569
		3 616			3 616	3 424
		3 723			3 723	3 469
150		398	203		794	843
967		518	371		1 856	1 800
1 775		18 896	1 014	2 088	23 950	25 399
1 775		18 896	1 014	2 088	23 950	25 399

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	23 950	23 950	25 399
TOTAL DU PORTEFEUILLE	23 950	23 950	25 399

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération			238
Fonctionnement			8 942
Capital			1 008
Intérêt			562
TOTAL DU PORTEFEUILLE			10 750

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Ressources forestières		
Coupe de bois - usage domestique	201	211
Usines de transformation du bois	698	711
Permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques	258 069 ¹	388 400
Érablières	1 545	1 567
Intervention - travaux d'utilité publique	175	214
Intervention - activités minières	87	106
Intervention - aménagement faunique et récréatif	90	76
Autres droits sur la gestion des forêts	23	62
Traitements sylvicoles réguliers	(145 747)	(152 336)
Programmes de mise en valeur des ressources		
du milieu forestier	(6 261)	(8 874)
Contribution à SOPFIM-SOPFEU	(15 935)	(16 936)
Plans spéciaux - récupération et mise en production	(33 106)	(27 021)
Transfert au Fonds forestier	(57 006)	(128 900)
Divers	5	37
	2 838	57 317
Ressources minières		
Exploitation minière	35 575	42 788
Claim	12 379	6 412
Exploitation par baux	1 410	1 463
Recherche de réservoir souterrain	180	145
Exploration	100	154
Exploitation - sable, gravier et autres	2 716	1 942
Divers	37	47
	52 297	52 951
Ressources hydrauliques		
Forces hydrauliques	9 908	13 452
Énergie électrique produite	63 535	61 715
Régime des eaux	1 653	1 539
	75 096	76 706
Autres		
Recherche de pétrole et de gaz naturel	645	534
Baux d'exploitation de réservoir souterrain	64	66
Permis d'utilisation - équipement pétrolier à risque élevé	1 832	1 798
Permis de chasse, pêche et piégeage	27 660	26 167
Permis commerciaux et particuliers	284	239
Droits pour activités commerciales	1 295	1 270
Divers	65	32
	31 845	30 106
	162 076	217 080

La variation s'explique par la diminution du volume de bois facturé ainsi que par la baisse du prix moyen du bois. La variation est attribuable à la diminution des revenus de permis d'intervention - approvisionnement de bois sur les terres publiques. Par conséquent, le financement des opérations du Fonds forestier a été compensé par une augmentation des dépenses d'affectation à un fonds spécial.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)			
	2007		2006
Revenus divers			
Ventes de biens et services			
Formules et documents	211		158
Bois	264		26
Terres de l'état	1 341		2 755
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	165		120
Frais de vente et de location de terrains	510		444
Location et concessions	9 942		9 681
Enregistrement de transferts	101		129
Frais d'inscription aux tirages au sort	246		93
Gains sur disposition d'immobilisations	369		204
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 983		851
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement			
et de restauration de sites miniers	(13)		11
Divers	92		126
No. 10 April 1997 April 1997 April 1997	15 211		14 598
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux Compte pour le financement de mesures de protection, de sécurisation,	1 983		851
de réaménagement et de restauration de sites miniers	(13)		11_
	13 241		13 736
Intérêts			
Autres revenus à percevoir	1 279		839
Droits sur les profits d'exploitation minière	19		125
Paiements de redevances hydrauliques	1 046		789
Divers	47_		25
	2 391		1 778
Amendes et confiscations			
Infractions aux lois et règlements - Faune et Parcs			189
Infractions à la Loi sur les forêts	258		187
Divers	78_		42
	336		418
Recouvrements			
Dépenses d'années antérieures	607	2	(3 922)
Subventions d'années antérieures	34 112	3	886
	34 719		(3 036)
	50 687		12 896
Total des revenus autonomes	212 763		229 976

³ L'augmentation s'explique principalement par le recouvrement des sommes non utilisées d'une subvention.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(or minor de denard)		
	2007	2006
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	407	481
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour le projet de coopération avec la Bolivie dans le secteur minier	407	481
Total des transferts du gouvernement du Canada		
Total des revenus	212 763	229 976

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS

PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

		IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		GESTION DES R	ESSOURCES NATUR	RELLES ET FAU	INIQUES	
Connaissance et gestion du territoire Permanents Permanents	21 895 4		1 951	19 944 4	15 035	
Ne nécessitant pas de crédits				1 468		
Gestion de la ressource forestière Permanents Perm	225 532 4 799			225 532 4 799		
Permanents	12 370			12 370		
 Protection et mise en valeur de la ressource faunique Permanents ¹ 	92 196 75	1	11 003	81 192	51 795	
Permanents ³ Ne nécessitant pas de crédits	159			4 657		
Développement et gestion des ressources énergétiques et minérales Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	55 947 737		810	55 137 737 2 988	18 633	
 Direction du Ministère et services à la gestion Permanents ³ 	51 839 3	11	8 435	43 393	17 079	
Permanents ⁴ Ne nécessitant pas de crédits	10			10 5 879		
6. Financement forestier Permanents ⁵	1 380 20			1 380 20		
Forestier en chef Ne nécessitant pas de crédits	3 680		496	3 184 61	2 028	
TOTAL 1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). 2 Loi sur les forêts, (L.R.Q., c. F-4.1). 3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01). 4 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18). 5 Loi sur le crédit forestier, (L.R.Q., c. C-78).	470 646	12	22 695	462 755	104 570	
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	452 469 18 177	12	22 695	429 762 17 940 15 053	104 570	
TOTAL	470 646	12	22 695	462 755	104 570 ¹	

¹ Incluant 13 366 à l'égard de 165 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES			CRÉDITS NON UTILISÉS				
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres	
					en valeur du territoire durable et de gestion		s ressources	
4 908		1						
1 468	4							
	4 799		225 532					
	4 799		12 370					
20 557		8 840						
							75 159	
4 657								
4 983	707	7 121	24 400					
2 988	737							
12 272		652	13 390				3	
10 5 879								
		1 380 20						
1 156 61								
58 939	5 540	18 014	275 692				237	
43 876	5.540	17 994	263 322				007	
10 15 053	5 540		12 370				237	
58 939	5 540	18 014	275 692		=		237	

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	-	ENTR	SSS
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles et fauniques			
Agence de l'efficacité énergétique	2 079		
Aide à la recherche et au développement	13		
Aide à l'exploration minérale	1 736		
Assistance à l'industrie minérale	679	70	
Consortium de recherche minérale (COREM)	1 000		
Enfouissement des fils électriques	565		
Extension du réseau gazier	1 155	1 155	
Prêts forestiers	1 400	1 400	
Soutien dans les milieux autochtones	8 554	376	
Autres	833		
Total du programme 1	18 014	3 001	
Total des crédits et dépenses	18 014	3 001	

ENTR - Entreprises MUNI - Municipalités

SSS - Établissements de santé et de services sociaux OBNL - Organismes à but non lucratif

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement PERS - Personnes

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				0.070	0.070	0.004
				2 079	2 079	2 094
13					13	788
				1 736	1 736	3 252
160	69	251		129	679	398
		1 000			1 000	1 000
	565				565	275
					1 155	1 155
					1 400	1 400
	6 579	1 571	28		8 554	8 877
		832	1		833	597
173	7 213	3 654	29	3 944	18 014	19 836
173	7 213	3 654	29	3 944	18 014	19 836

RESSOURCES NATURELLES ET FAUNE

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	2 039	2 039	2 069
Capital	1 454	1 454	1 228
Intérêt	4 856	4 856	4 182
Support	9 665	9 665	12 357
TOTAL DU PORTEFEUILLE	18 014	18 014	19 836

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	92 689	92 689	73 616
Fonctionnement	83 748	83 748	85 017
Capital	12 400	12 400	12 400
Intérêt	12 800	12 800	12 000
Support	74 055	74 055	37 653
TOTAL DU PORTEFEUILLE	275 692	275 692	220 686

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	18 479 722	16 449 740
Impôt des sociétés	4 779 027	4 786 461
Impôt sur les successions	·	(90)
	23 258 749	21 236 111
T N		
Taxes à la consommation		
Vente	9 872 935	9 614 140
Carburants	1 678 099	1 657 350
Tabac	678 439	² 751 591
Boissons alcooliques	421 542	414 453
	12 651 015	12 437 534
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Ventes de bière par les détaillants	(163)	(2)
Divers		12
	(163)	10
	(163)	
Ressources forestières		
Profits d'exploitation forestière	2 189	³ 21 324
Autres		
Honoraires - dossiers publics	4 427	4 730
Création et modification de personnes morales	10 854	10 393
Publicité légale des entreprises	29 754	34 431
Enregistrements d'abris fiscaux et d'actions accréditives	360	350
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	766	770
Divers	29	56
	46 100	E0 720
	46 190	50 730
	48 216	72 064
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Photocopies de documents	201	171
Frais de perception	613	(323)
Perception - R.R.Q.		4 13 803
Recouvrements de tiers	124	125
Actes judiciaires	197	145
Décisions anticipées	135	134
Gestion de la taxe sur les produits et services	127 470	124 664
Divers	29	23
	154 929	138 742
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée	107.170	104.004
Compte pour la gestion de la taxe sur les produits et services	127 470	124 664
	27 459	14 078

- 1 L'augmentation est principalement attribuable à la croissance de l'activité économique.
- 2 La diminution est principalement attribuable à une baisse de consommation des produits du tabac.
- 3 La variation est principalement attribuable à la diminution des activités dans le secteur forestier.
- 4 L'augmentation est principalement attribuable à des ajustements apportés à l'entente avec la Régie des rentes du Québec.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en miliers de dollars)		
	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Intérêts		
Impôt à percevoir sur le revenu des particuliers	224 351	170 543
Impôt à percevoir sur les profits des sociétés et le capital	159 413	158 944
Taxe à percevoir sur la vente	82 679	58 802
Taxe à percevoir sur les carburants	(796)	(316)
Taxe à percevoir sur le tabac	4 740	650
Autres revenus à percevoir	1 125	(643)
Divers	(1)	
	471 511	387 980
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	629	(34)
Pénalités	214 032	209 576
Frais - chèques sans provision	1 879	2 388
Infractions aux lois fiscales	1 279	810
Divers	11	5
	217 830	212 745
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 510	462
Biens non réclamés remis à l'état	7 849	25 006
	9 359	25 468
	726 159	640 271
Total des revenus autonomes	36 684 139	34 385 980
Total des revenus	36 684 139	34 385 980

NI	-	
IN	OLUS	

	2007	2006
Les remboursements suivants ont été déduits des revenus :		
Impôt sur le revenu des particuliers	6 038 212	5 957 709
Impôt des sociétés	2 073 289	1 637 290
Vente	5 446 662	5 175 060
Carburants	87 303	83 551
Tabac	18 966	41 070
Profits d'exploitation forestière	11 026	1 339
Divers	164	444

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

Éléi	OGRAMMES ments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	IMPUTATIONS Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	OGRAMME 1 nmaire : page 1-26		ADMINISTRATIO	N FISCALE		
-						
1.	Opérations régionales	131 122	14	22	130 791	127 534
2.	Opérations concentrées	51 755	26	920	47 551	39 142
	Permanents ¹	35 215			35 215	
3.	Technologies de l'information	62 151		8	59 270	30 457
4.	Administration et support	124 616		3 083	105 813	41 329
	Permanents ²	9			9	
	Permanents ³ Ne nécessitant pas de crédits	32			500	
	The necessitant pas de credits				300	
5.	Perception	34 495			34 495	
	Permanents ⁴	610 776	63 059 ⁶		547 717	
6.	Pensions alimentaires	37 881			37 435	
7.	Recherche et développement en matière					
	de lutte contre l'évasion fiscale	66 703	7		66 479	51 858
8.	Administration provisoire des biens non					
	réclamés	1 171				
	Permanents ⁵	6 863		2	6 861	4 305
	TAL	1 162 789	63 106	4 035	1 072 136	294 625

¹ Loi sur le ministère du Revenu, (L.R.Q., c. M-31) (Intérêts sur remboursements de revenus).

² Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).

³ Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01).

⁴ Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001).

⁵ Loi sur le Curateur public, (L.R.Q., c. C-81).

⁶ Montant porté à la dette nette dans le cadre de la réforme comptable 2006-2007.

	CRÉANCES				CRÉDITS NON UTILISÉS		
	DOUTEUSES		AFFECTATION				
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres

Ce programme vise à percevoir les impôts et les taxes ainsi qu'à administrer des programmes sociaux à caractère fiscal et tout autre programme de perception que lui confie le gouvernement. Il vise également à gérer et à remettre les biens non réclamés aux ayants droit ou au gouvernement.

79	216						3 257
966	592	1 700					8 409
							35 215
8	1 115	1 750					28 813
2 300	1 725	11 695		37 269	123		27 092
32							9
32							500
				34 495			
						547 717	
	446			37 435			
	217			5 563			9 058
1 171				520			2 036
			-				2 030
4 556	4 311	15 145	·	115 282	123	547 717	114 389

(en milliers de dollars)					
		Prêts, Placements,	IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Lientents	AUTORISES	Autres	IIIIIIODIIISAUOTIS	Depenses	REMONERATION
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-26		LE REGISTRAIR	E DES ENTREPRISE	s	
Le Registraire des entreprises Permanents Ne nécessitant pas de crédits	20 104 3		144	12 958 3 565	9 890
TOTAL 1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A	20 107 s-6.001).		144	13 526	9 890
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	529 998	47	4 177	494 792	300 210
Permanents Ne nécessitant pas de crédits	652 898	63 059		589 805 1 065	4 305
TOTAL	1 182 896	63 106	4 179	1 085 662	304 515 ¹

¹ Incluant 33 884 à l'égard de 387 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

FONCTION- NEMENT	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	CRÉD Suspension du droit d'engager	DITS NON UTILISÉS Reports	S Autres
Ce programme a morales.	a pour but l'admir	nistration d'un re	gistre gouverneme	ental des entrepri	ses individuelles, d	les sociétés et de	es personnes
3 068	3					436	6 566
565_							
3 633	3					436	6 566
79 697		123	114 762		15 145	4 747	11 090
37 260 1 065	547 720		520				32
118 022	547 720	123	115 282		15 145	4 747	11 122

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	<u>Dépenses</u> <u>ENTR</u>	SSS
Programme 1 - Administration fiscale Subventions à des organismes	124		
Total des crédits et dépenses	124		

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		123 123			123 123	124 124

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	124	123	124
TOTAL DU PORTEFEUILLE	124	123	124

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	53 134	52 284	57 099
Fonctionnement	20 292	19 951	20 201
Capital	41 170	40 446	27 439
Intérêt	2 698	2 601	4 773
TOTAL DU PORTEFEUILLE	117 294	115 282	109 512

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Autres Hôpitaux privés et autres institutions	1 580	1 549
Revenus divers		
Ventes de biens et services Tierces responsabilités - internes	6 631	3 953
Tierces responsabilités - externes	1 119	753
Assurance-hospitalisation - étrangers	168	121
Tierce responsabilité - Fonds d'assurance automobile du Québec	88 654	88 654
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	629	1 248
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des	1 400	1 070
services sociaux Financement de services aux personnes âgées en perte	1 493	1 273
d'autonomie	30 000	30 000
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
Divers	20	21
	150 714	148 023
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux Compte pour la mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau	629	1 248
de la santé et des services sociaux Compte pour le financement de services aux personnes âgées en perte	1 493	1 273
d'autonomie	30 000	30 000
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	22 000	22 000
	96 592	93 502
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 957	230
Subventions d'années antérieures	436	(95)
	2 393	135
	98 985	93 637
Total des revenus autonomes	100 565	95 186
Transferts du gouvernement du Canada		
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux		
Adaptation des soins de santé primaires	9 738	36 644
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	36 783	38 738
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Services de traitement et de réadaptation Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C	(5 500)	3 071 2 016
	77 176	89 718
Total des transferts du gouvernement du Canada		126 362
Total des transferts du gouvernement du Canada	86 914	
Total des revenus	187 479	221 548

¹ La diminution s'explique par la fin de l'entente avec le gouvernement fédéral.

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

				IMPUTATIONS		
	ROGRAMMES éments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	ROGRAMME 1 mmaire : page 1-12		FONCTIONS NA	TIONALES		
1.	Direction et gestion ministérielle	95 026	2	1 228	93 796	48 707
	Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits	41			41 1 411	
	Ne necessitant pas de credits				1411	
2.	Organismes-conseils	5 498			5 498	2 835
3.	Activités nationales	186 654			186 654	
	Permanents ²	418			152	
TC	DTAL	287 637	2	1 228	287 552	51 542
1	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).					
	ROGRAMME 2 mmaire : page 1-12		FONCTIONS RÉC	GIONALES		
1.	Agences de la santé et des					
	services sociaux	91 376			91 376	
2.	Établissements de santé et de					
	services sociaux Permanents ¹	10 700 385 2 665 500 a			10 919 242 2 526 270	a
	Termanents	2 003 300			2 320 210	
3.	Organismes communautaires et autres organismes	364 259			364 259	
4.	Activités connexes	1 301 775			1 301 775	
	Permanents ²	610 271			610 271	
	Permanents ³	88 792			88 792	
5.	Service de la dette	581 138			581 138	
6.	Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour le financement de l'équité salariale					
TC	DTAL	16 403 496			16 483 123	
1	Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québe	ec, (L.R.Q., c. R-5).				

- 1 Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec, (L.R.Q., c. R-5).
- 2 Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics, (L.R.Q., c. R-10).
- $3\,$ Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement, (L.R.Q., c. R-12.1).
- Incluant un montant de 2 665 500 représentant la part, attribuée au ministère de la Santé et des Services sociaux, des cotisations prévues des employeurs et des particuliers versées au Fonds des services de santé pour une dépense de 2 526 270.

	CRÉANCES		AFFFOTATION		CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
ivre et contré inition de ses	ôler leurs program	mes de santé et d er la coordination	e services sociaux	. Il vise égalemer	et les services néces nt à permettre la part a prestation des serv	icipation de la po	pulation à la
45 089							
41 1 411							
2 563		100					
5 534		181 120					
		152					266
54 638		181 372				=	266
					fs définis par la Politiet d'intégration social		du bien-être
							du bien-être
		e santé physique, d					
		e santé physique, c					(218 857
		91 376 10 919 242					(218 857
		91 376 10 919 242 2 526 270 364 259 1 281 004					(218 857
matière d'ada		91 376 10 919 242 2 526 270 364 259					(218 857
matière d'ada		91 376 10 919 242 2 526 270 364 259 1 281 004 610 271					(218 857) 139 230

				IMPUTATIONS		
	ROGRAMMES éments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	ROGRAMME 3 mmaire : page 1-12		OFFICE DES PE	RSONNES HANDICA	APÉES DU QUÉE	BEC
1.	Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées Ne nécessitant pas de crédits	11 815		32	11 536 117	8 102
TC	DTAL	11 815		32	11 653	8 102
	ROGRAMME 4 ommaire : page 1-12		RÉGIE DE L'ASS	SURANCE MALADIE	DU QUÉBEC	
1.	Services médicaux Permanents ¹	3 353 954			3 353 954	
2.	Services optométriques Permanents ¹	34 752			33 940	
3.	Services dentaires Permanents ¹	107 609			92 597	
1.	Services pharmaceutiques et médicaments Permanents ¹	1 945 587			1 945 587	
5.	Autres services Permanents ¹	145 834			145 834	
6.	Administration Permanents ¹	98 265			98 265	
TC 1 a	DTAL Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Qu- Incluant un montant de 2 665 500 représent employeurs et des particuliers versées au Fon- consolidé du revenu de 2 873 110 pour une dé	ant la part, attribuée à ds des services de sant	la Régie de l'ass			sations prévues de
тс	OTAL DU PORTEFEUILLE					
	ıtés	13 337 926	2	1 260	13 555 274	59 644
Pe	rmanents e nécessitant pas de crédits	9 051 023			8 895 703 1 528	

¹ Incluant 7 589 à l'égard de 78 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

PROVISIONS E programme vise à assurer l'exe 2 540 117 2 657 e programme vise à défrayer le l'assurance médicaments ainsi qu	894 894 e coût des service	es assurés dans le	e cadre des régin	Suspension du droit d'engager	Reports 247 247 247 aladie, d'assistance	Autre
PROVISIONS 2 programme vise à assurer l'exe 2 540 117 2 657 2 programme vise à défrayer le	894 894 e coût des service ue les frais d'admin	SPÉCIAL es personnes handi	LA DETTE	droit d'engager	247	ce maladie
2 540 117 2 657	894 894 e coût des service ue les frais d'admin	es personnes handi	icapées.		247	ce maladie
117 2 657 e programme vise à défrayer le	e coût des service ue les frais d'admin			mes d'assurance mal	247	
2 657 e programme vise à défrayer le	e coût des service ue les frais d'admin 3 353 954 33 940			mes d'assurance mal	=======================================	
programme vise à défrayer l	e coût des service ue les frais d'admin 3 353 954 33 940			mes d'assurance mal	=======================================	
	3 353 954 33 940			nes d'assurance mai	ladie, d'assistanc	
						8
						8
	92 597					
						15 0
	1 945 587					
	145 834					
	98 265					
	5 670 177				=	15 83
76 497 41 1 528	13 419 133 8 895 662				247	(218 8 155 3
78 066	22 314 795				247	(63 5

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	0 (11)	5.	
	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Fonctions nationales			
Programme d'intervention - Hépatite C	1 425		1 338
Services hospitaliers hors-Québec	120 016		
Autres	60 197		2 740
Total du programme 1	181 638		4 078
Programme 2 - Fonctions régionales			
Achat de vaccins et de produits biologiques	60 236		59 790
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux Fonctionnement	81 675		
Agences de la santé et des services sociaux	91 376		
Directions de santé publique	68 260		20 675
Établissements privés	407 758		407 757
Établissements publics	12 798 385 ¹		12 874 313
Loyer - établissements du réseau	145 970		145 970
Organismes communautaires	364 259		140 07 0
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	47 859		
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	610 271		610 271
Régime de retraite du personnel d'encadrement	88 792		88 792
Rémunération des internes et résidents	126 510		126 510
Ressources de type familial	183 619		183 619
Service de la dette	581 138		581 138
Système du sang	270 618		248 848
Transporteurs ambulanciers	271 853	200 154	210010
Autres	184 146		121 804
Total du programme 2	16 382 725	200 154	15 469 487
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Organismes de promotion des droits des personnes handicapées	446		
Autres	448		
Total du programme 3	894		
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	136 482		
Bourses d'études et de recherche	9 352		
Frais afférents à l'administration des régimes d'assurance maladie			
et d'assurance médicaments	98 265		
Services dentaires	107 609		
Services médicaux	3 353 954		
Services optométriques	34 752		
Services pharmaceutiques et médicaments	1 945 587		
Total du programme 4	5 686 001		
Total des crédits et dépenses	22 251 258	200 154	15 473 565

¹ Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.

ENTR - Entreprises MUNI - Municipalités

SSS - Établissements de santé et de services sociaux EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

OBNL - Organismes à but non lucratif
PERS - Personnes
ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
		43		44	1 425	1 020
			120 016		120 016	108 942
357	6	17 644	33 040	6 144	59 931	42 278
357	6	17 687	153 056	6 188	181 372	152 240
				446	60 236	49 383
			81 675		81 675	78 379
		91 376			91 376	86 651
		47 207		378	68 260	64 858
			6	2.605	407 757	367 215
			6	3 695	12 878 014 ¹ 145 970	12 183 119 145 199
		364 259			364 259	343 514
		001200	47 859		47 859	47 123
					610 271	536 764
					88 792	80 247
					126 510	119 996
					183 619	173 919
					581 138	560 753
			2 955	18 815	270 618	246 499
			13 771	57 928	271 853	259 683
554		29 853		31 934	184 145	178 386
554		532 695	146 266	113 196	16 462 352	15 521 688
		446			446	430
21		312		115	448	401
21		758		115	894	831
			136 482		136 482	119 723
			9 352		9 352	9 720
				98 265	98 265	98 802
			92 597		92 597	92 016
			3 353 954		3 353 954	3 210 037
			33 940		33 940	33 842
			1 945 587		1 945 587	1 782 185
			5 571 912	98 265	5 670 177	5 346 325
932	6	551 140	5 871 234	217 764	22 314 795	21 021 084

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	14 852 102 1	14 915 904 ¹	14 077 434
Fonctionnement	4 020 694	4 020 691	3 829 827
Capital	345 808	345 808	336 134
Intérêt	271 207	271 207	257 138
Support	2 761 447	2 761 185	2 520 551
TOTAL DU PORTEFEUILLE	22 251 258	22 314 795	21 021 084

¹ Voir dépassements au «Détail des crédits autorisés, des dépenses et des autres coûts par programmes, éléments et supercatégories» page 2-175.

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	20 930	20 332
Production industrielle de boissons	587	592
Floduction industrielle de boissons		
	21 517	20 924
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 507	4 412
Appareils d'amusement	2 901	3 427
Bingo	1 493	1 584
Loteries	2 722	2 703
Courses	182	191
	11 805	12 317
Autora		
Autres Études de dossiers	977	945
Agences d'investigation ou de sécurité	1 329	1 397
Organisation - spectacles sportifs de combat	176	202
Permis d'explosifs	265	243
Divers	32	38
5.100		
	2 779	2 825
	36 101	36 066
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	172	
Location de chambres et pension	2 953	3 105
Conciliation et enquête - déontologie policière	743	653
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 860	1 063
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Financement des unités autonomes de service	3 371	3 300
Divers	54	64
	12 153	11 185
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	1 860	1 063
Compte pour le financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	3 000	3 000
Compte pour le financement des unités autonomes de service	3 371	3 300
	3 922	3 822
Intérêts		
Débiteurs	25	52
Amendes et confiscations		
Alco-frein	24	1 072
Saisie d'argent - drogue et stupéfiants	1 062	1 022
Divers	56_	55_
	1 142	2 149

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en miliers de dollars)		
	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	3 475	848
Subventions d'années antérieures	84	60
Recouvrement de dépenses CARRA	396	158
Divers	4	1
	3 959	1 067
	9 048	7 090
Total des revenus autonomes	45 149	43 156
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Administration de la Loi sur les armes à feu	4 201	4 487
Troisième Sommet des Amériques	(43)	
Aide financière - catastrophes		(103)
Financement du programme conjoint de protection civile	656	360
Divers	8	8
	4 822	4 752
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour l'administration de la Loi sur les armes à feu	4 201	4 487
Compte relatif au Troisième Sommet des Amériques	(43)	
Compte pour le financement du programme conjoint de		
protection civile	656	360
Total des transferts du gouvernement du Canada	8	(95)
Total des revenus	45 157	43 061

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

1 Loi sur le ministère de la Justice, (L.R.Q., c. M-19).

	ROGRAMMES	CRÉDITS	Prêts, Placements, Avances et	IMPUTATIONS		
Éle	éments	AUTORISÉS	Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
	ROGRAMME 1 mmaire : page 1-28		SÉCURITÉ, PRÉ	VENTION ET GEST	ION INTERNE	
1.	Direction et services supports à la gestion	19 956		378	19 578	16 790
	Permanents ¹	10			10	
2.	Services correctionnels	220 650	6	40	220 604	168 474
3.	Expertises judiciaires	6 296		10	6 286	4 689
4.	Affaires policières et sécurité-protection	76 209	2		76 207	19 260
5.	Sécurité civile et sécurité incendie Permanents ²	14 221 15 196	2	110 9	14 109 15 187	9 280 1 952
6.	Éléments de gestion centrale Permanents ³ Ne nécessitant pas de crédits	105 318 33		2 930	102 388 33 5 047	26 108
TC	DTAL	457 889	10	3 477	459 449	246 553
1 2 3	Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18). Loi sur la protection des personnes et des biens Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-	·	R.Q., c. P-38.1).			
	ROGRAMME 2 mmaire : page 1-28		SÛRETÉ DU QUI	ÉBEC		
1.	Protection de la société, des citoyens et de leurs biens Permanents ¹	308 699	439		308 260	163 062
2.	Gestion interne et soutien Ne nécessitant pas de crédits	1 062	40	13 586	1 062 177 734 11 553	1 062 35 048
TC	DTAL	501 121	479	13 586	498 609	199 172

	CRÉANCES DOUTEUSES		AFFECTATION		CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
la société en sus conditionnelle de des personnes e financer les servi	scitant sa particip s services pour fac t de leurs biens d ces policiers autoc	ation à l'adminis ciliter leur réinser le même que de chtones. Il compr	tration de la justic tion sociale, à fouri certains édifices g	ce et en assurant nir des expertises ouvernementaux, estion centrale où	tion des programmes aux adultes en prob diverses en matière ju à assurer l'inspection sont imputées des dé	pation, détention o udiciaire, à assure n des services de	et libération r la sécurité police et à
2 586 10		202					
51 915		215					
1 597							
7 972		48 975					
1 889		2 940					
1 172		12 063					
76 280	33						
5 047							
148 468	33	64 395					
Ce programme vi	se à protéger la sc	ociété, ses citoyen	s et leurs biens.				
14 256			130 942				
77 530 11 553			65 156				
103 339			196 098				

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-28		ORGANISMES R	TRE		
Régie des alcools, des courses et des jeux Permanents ¹	13 559 3		199	13 360	10 480
Commission québécoise des libérations conditionnelles	3 319		144	3 175	2 009
3. Bureau du coroner	6 668		156	6 512	3 533
4. Commissaire à la déontologie policière	2 719		6	2 713	2 141
5. Comité de déontologie policière	1 848		2	1 846	1 277
TOTAL 1 Loi sur les loteries, les concours publicitaires et l	28 116 es appareils d'amuse	ment, (L.R.Q., c. L-	<u>507</u> 6).	27 606	19 440
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	970 822	489	17 561	952 772	462 151
Permanents Ne nécessitant pas de crédits	16 304	469	9	16 292 16 600	3 014
•	007.406	400	17 570		AGE 405
TOTAL	987 126	489	17 570	985 664	465 165

¹ Incluant 71 237 à l'égard de 841 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉC	DITS NON UTILIS	ÉS
	DOUTEUSES		AFFECTATION		ORLL	OTTO NON OTILIO	
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du		
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
hasard et d'amus favorisant la réin	sement, des cours sertion sociale de	ses de chevaux, la personne déte	de même que des	sports de comba dans les cas de d	de la vente et de la at. Il vise égalemen lécès survenus en d nctions.	t à protéger la :	société tout en
2 880							3
1 166							
2 979							
572							
569							
8 166							3
242 191		52 332	196 098				
1 182	33	12 063					3
16 600							
259 973	33	64 395	196 098				3

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTR	SSS
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Formation des policiers et des pompiers	7 996		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	2 458		
Sécurité civile	13 039	917	
Sécurité incendie	1 030		
Services policiers en milieu autochtone	19 054		
Subventions en matière de prévention de la criminalité	18 393		
Gangs de rue	2 000		
Autres	425		
Total du programme 1	64 395	917	
Total des crédits et dépenses	64 395	917	

ENTR - Entreprises MUNI - Municipalités

SSS - Établissements de santé et de services sociaux OBNL - Organismes à but non lucratif

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				7 996	7 996	8 196
	2 208			250	2 458	1 090
	6 140	38	5 944		13 039	15 017
	980	50			1 030	660
	19 009	45			19 054	19 227
	18 222	139		32	18 393	3 419
	2 000				2 000	
	13	404		8	425	551
	48 572	676	5 944	8 286	64 395	48 160
	48 572	676	5 944	8 286	64 395	48 160

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	0 / 15 / 1 / 1	0007	0000
	<u>Crédits autorisés</u>	2007	2006
Fonctionnement	7 996	7 996	7 996
Capital			37
Support	56 399	56 399	40 127
TOTAL DU PORTEFEUILLE	64 395	64 395	48 160

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	153 361	153 361	159 747
Fonctionnement	37 803	37 803	35 124
Capital	4 934	4 934	4 674
TOTAL DU PORTEFEUILLE	196 098	196 098	199 545

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007 (en milliers de dollars)

	2007	2006
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Disposition de surplus Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		671 178
, , ,		
Moins : Montant inscrit au compte à fin déterminée		849
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		178
		671
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	742	(15)
	742	656
Total des revenus autonomes	742	656
Total des revenus	742	656

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

		IMPUTATIONS				
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION	
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		SERVICES GOU	VERNEMENTAUX			
Direction et services au portefeuille ministériel Permanents Ne nécessitant pas de crédits	101 463 10	1	109	101 353 9 4 075	5 920	
2. Gouvernement en ligne	18 771		7 577	11 194	3 494	
 Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets reliés au gouvernement en ligne 	19 365					
TOTAL	139 609	1	7 686	116 631	9 414	
1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).						
TOTAL DU PORTEFEUILLE						
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	139 599 10	1	7 686	112 547 9 4 075	9 414	
TOTAL	139 609	1	7 686	116 631	9 414	

¹ Incluant 1 772 à l'égard de 16 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉDIT	rs non utilisés	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
	x. On y retrouve é				reprises, ainsi qu'à l' <i>A</i> I ligne ainsi qu'une pr		
58 146 9 4 075		37 287					1
7 700							
					804		18 561
69 930		37 287			804		18 562
65 846 9 4 075		37 287			804		18 561 1
69 930		37 287			804		18 562

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés Dépenses			
		ENTR	SSS	
Programme 1 - Services gouvernementaux Centre de services partagés du Québec				
Fonds de la société de l'information Services Québec	155 36 821			
Autres	312	7_	1	
Total du programme 1	37 288	7_	1	
Total des crédits et dépenses	37 288	7	1	

ENTR - Entreprises MUNI - Municipalités

SSS - Établissements de santé et de services sociaux OBNL - Organismes sans but lucratif

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
24	5	155 274		36 821	155 36 821 311	2 372 445 19 702 310
24	5	429		36 821	37 287	22 829
24	5	429		36 821	37 287	22 829

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Fonctionnement			5
Capital			21
Support	37 288	37 287	22 803
TOTAL DU PORTEFEUILLE	37 288	37 287	22 829

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Support			44 200
TOTAL DU PORTEFEUILLE			44 200

TOURISME

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

PROGRAMMES Éléments PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres PROMOTION ET	IMPUTATIONS Immobilisations DÉVELOPPEMENT	Dépenses	RÉMUNÉRATION
Tourisme Québec Permanents ¹	58 910 10			58 909 10	
2. Société du Centre des congrès de Québec	15 900			15 900	
Société du Palais des congrès de Montréal	38 559			38 559	
Régie des installations olympiques	30 040			30 040	
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18).	143 419			143 418	
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents	143 409 10			143 408 10	
TOTAL	143 419			143 418	

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
	DOUTEUSES		AFFECTATION		-		
FONCTION-	ET AUTRES		À UN FONDS	SERVICE DE	Suspension du	_	
NEMENT	PROVISIONS	TRANSFERT	SPÉCIAL	LA DETTE	droit d'engager	Reports	Autres
matière de touri	sme, en suscitant	et soutenant le d	•	l'offre, en assurai	et concertant l'action nt la promotion du C touristique.	•	•
			58 909 10				1
		15 900					
		38 559					
		30 040					
		84 499	58 919				1
		84 499	58 909 10				1
		84 499	58 919				1

TOURISME

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	_	ENTR	SSS
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	30 040		
Société du Centre des congrès de Québec	15 900		
Société du Palais des congrès de Montréal	38 559		
Total du programme 1	84 499		
Total des crédits et dépenses	84 499	=	

ENTR - Entreprises
SSS - Établissements de santé et de services sociaux MUNI - Municipalités
OBNL - Organismes sans but lucratif

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				30 040	30 040	30 000
				15 900	15 900	14 740
				38 559	38 559	39 599
				84 499	84 499	84 339
				84 499	84 499	84 339

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	22 269	22 269	18 818
Fonctionnement	26 105	26 105	30 528
Capital	16 421	16 421	14 735
Intérêt	19 704	19 704	20 258
TOTAL DU PORTEFEUILLE	84 499	84 499	84 339

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2006
Rémunération	15 607	15 606	10 660
Fonctionnement	13 636	13 636	31 521
Support	29 677	29 677	32 095
TOTAL DU PORTEFEUILLE	58 920	58 919	74 276

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Vákiaulas automobilas		
Véhicules automobiles Immatriculation - droits	654 462	639 993
Conducteurs et chauffeurs	81 413	80 380
Transport commercial public	694	712
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A1	2 085	2 186
Frais d'inscription et de mise à jour - catégorie A2	1 909	2 011
Frais d'inscription et de renouvellement - intermédiaires		
en services de transport	122	118
	740 685	725 400
Autres		
Transfert de permis	802	798
Divers	25	27
	827	825
Revenus divers	741 512	726 225
reveilus divers		
Ventes de biens et services		
Gaz et huile	56	1
Disposition de surplus	572	683
Gestion de halte routière	(42)	1 266
Terrains et bâtisses	4 930	8 846
Location de terrains et bâtisses	1 648 74	1 997
Aide technique et soutien Gains sur disposition d'immobilisations	74 154	42 523
Frais de publication - demandes de permis	101	107
Analyse en laboratoire	48	50
Frais d'atterrissage	63	60
Frais de débarcadère	341	389
Amortissement revenus reportés - tiers	201	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	182	37
Divers	71_	60
	8 399	14 061
Moins : Montants inscrits au compte à fin déterminée		
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	182_	37
	8 217	14 024
Intérêts		
Débiteurs	486	157
Divers	2	4
	488	161
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	60	113
Alco-frein	1 120	
Divers	3	4
	1 183	117

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en miliero de dollaro)		
	2007	2006
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	969	(1 944)
Subventions d'années antérieures	(73)	417
Dépenses sous forme d'indemnités	4 811	5 701
	5 707	4 174
	15 595	18 476
Total des revenus autonomes	757 107	744 701
Transferts du gouvernement du Canada		
Autres programmes		
Code canadien de sécurité		1 183
Caisse des passages à niveau		54
Entretien de chemins fédéraux	131	128
Aménagement d'aéroports		201
Programme d'infrastructures	38 210	37 529
Financement de travaux d'amélioration du réseau routier de juridiction municipale		
de la région québécoise de l'Outaouais	1	22
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	723	1 446
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	3 992	2 098
	43 057	42 661
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte relatif au programme d'infrastructures Compte pour le financement de travaux d'amélioration du réseau routier de	38 210	37 529
juridiction municipale de la région québécoise de l'Outaouais	1	22
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux	723	1 446
Compte pour le Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	3 992	2 098
Total des transferts du gouvernement du Canada	131	1 566
Total des revenus	757 238	746 267

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	<u>Immobilisations</u>	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-18		INFRASTRUCTU	RES DE TRANSPOR	rт	
Construction des infrastructures de transport Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	777 881 5 108		8 086	769 795 5 108 105 682	
Entretien des infrastructures de transport Permanents Ne nécessitant pas de crédits (stocks)	446 013 273	67 245 ²	18 080	360 688 272 60 793	104 778
Aide financière au réseau routier local	151 714			151 714	
TOTAL 1 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01). 2 Incluant 60 793 pour l'acquisition de stocks et 6 448 p	1 380 989 orté à la dette ne	67 245 ette.	26 166	1 454 052	104 778
PROGRAMME 2 Sommaire : page 1-18		SYSTÈMES DE 1	RANSPORT		
Transport terrestre	321 450		45	321 405	6 010
2. Transport maritime	63 986			63 986	775
3. Transport aérien	3 951			3 951	643
Commission des transports du Québec Ne nécessitant pas de crédits (amortissement)	13 561		2 324	10 503 1 354	7 923
TOTAL =	402 948		2 369	401 199	15 351

	CRÉANCES DOUTEUSES		AFFECTATION		CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
ONCTION- NEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Au
programme v en.	vise à assurer l'an	nélioration, la réfe	ection, de même qu	ue l'entretien des	infrastructures de tr	ansport terrestre,	maritim
444			769 351				
105 682			5 108				
247 783 272 60 793		4 311	3 816				
675		151 039					
415 649		155 350	778 275				
orter une aid	de financière aux	organismes offra	-	transport, à déli	de transport de pers vrer des permis de t hicules lourds.		
2 951		312 444					
9 925		53 286					
1 079		2 229					
2 580 1 354							

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	Immobilisations	Dépenses	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 3 Sommaire : page 1-18		ADMINISTRATIO	N ET SERVICES CO	RPORATIFS	
Direction Permanents ¹	6 816 19		12	6 804 19	5 777
 Services administratifs Permanents ² Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) 	66 238 97	3	5 533	60 702 97 15 518	43 554
Planification, recherche et développement	14 210	1	110	14 099	10 751
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18). 2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.00	<u>87 380</u> 01).	4	5 655	97 239	60 082
PROGRAMME 4					
Sommaire : page 1-18		PROMOTION ET LA CAPITALE-N	DÉVELOPPEMENT ATIONALE	DE	
	52 368 373		ATIONALE	50 826 373 7	1 532
Développement de la Capitale-Nationale Permanents Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) TOTAL	52 741 01).	1 524 ²	ATIONALE	50 826 373	1 532 1 532
 Développement de la Capitale-Nationale Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) TOTAL Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.00 Montant porté à la dette nette dans le cadre de la reserve 	52 741 01).	1 524 ²	17	50 826 373 7	
Permanents ¹ Ne nécessitant pas de crédits (amortissement) TOTAL 1 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.00	52 741 01).	1 524 ²	17	50 826 373 7	

¹ Incluant 20 340 à l'égard de 242 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉDI	ITS NON UTILISÉ	S
	DOUTEUSES		AFFECTATION				_
FONCTION- NEMENT	ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
					u Ministère et à assu nant les activités de r		
677 19		350					
17 148							
15 518	97						
2 298		1 050					
35 660	97	1 400					
	ı pour objet le sout				ale en renforçant le ró		
ionale, en co	pour objet le sout	e en valeur de s	es sites, ses mon	uments et ses ac	ale en renforçant le ró ctivités, en responsa et la diversification d	ibilisant les milie	eux locaux e
ionale, en co	pour objet le sout	e en valeur de s	es sites, ses mon	uments et ses ac	ctivités, en responsa	ibilisant les milie	eux locaux e onomiques.
ionale, en co ionaux dans l	i pour objet le sout intribuant à la mis la prise en main de	e en valeur de s leur développem	es sites, ses mon ent et en appuyant	uments et ses ac	ctivités, en responsa	ibilisant les milie	eux locaux e onomiques.
ionale, en co ionaux dans l 298	pour objet le sout entribuant à la mis la prise en main de	e en valeur de s leur développem 47 452	es sites, ses mon ent et en appuyant 1 544	uments et ses ac	ctivités, en responsa	ibilisant les milie	eux locaux e onomiques.
298 7 305	pour objet le sout entribuant à la mis la prise en main de	e en valeur de s leur développement 47 452 47 452	1 544	uments et ses ac	ctivités, en responsa	ibilisant les milie	eux locaux e
ionale, en co ionaux dans l 298	pour objet le sout entribuant à la mis la prise en main de	e en valeur de s leur développem 47 452	es sites, ses mon ent et en appuyant 1 544	uments et ses ac	ctivités, en responsa	ibilisant les milie	eux loca

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
		ENTO	000
	=	ENTR	SSS
Programme 1 - Infrastructures de transport			
Aide financière au réseau routier local	151 039		
Transport terrestre	4 311	1 087	
Transport terrosite			
Total du programme 1	155 350	1 087	
Programme 2 - Systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	8 675		
Société des Traversiers du Québec	43 202		
Transport aérien	2 229	625	
Transport de commun	2 220	020	
Agence métropolitaine de transport	71 429		
Fonctionnement	22 754		
Immobilisations et service de la dette	124 826		
Transport adapté aux personnes handicapées	64 842	209	
Transport maritime	10 084	7 663	112
Transport terrestre	4 745	1 729	
Autres	15 173	657	25
Total du programme 2	367 959	10 883	137
Programme 3 - Administration et services corporatifs			
Autres	1 400		
Programme 4 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Centres locaux de développement de la région de la Capitale-Nationale	5 340		
Commission de la capitale nationale du Québec	19 474		
Fêtes du 400e anniversaire de la Ville de Québec	9 981		
Fonds de développement économique et fonds de développement touristique	12 657	212	
Total du programme 4	47 452	212	
Total des crédits et dépenses	572 161	12 182	137

ENTR - Entreprises

SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif

PERS - Personnes

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
	151 039				151 039	114 108
	3 013	211			4 311	4 897
	154 052	211			155 350	119 005
			8 675		8 675	6 857
				43 202	43 202	41 450
	892	185	527		2 229	3 914
				71 429	71 429	55 273
	22 754				22 754	29 451
	124 826				124 826	135 130
	63 519	38	626	450	64 842	60 134
	1 873	436			10 084	10 584
	1 398	1 618			4 745	5 391
28	2 713	11 710		40	15 173	13 029
28	217 975	13 987	9 828	115 121	367 959	361 213
505		895			1 400	1 345
	5 340				5 340	5 474
				19 474	19 474	13 869
		6 400		3 581	9 981	2 000
	7 549	4 896			12 657	12 118
	12 889	11 296		23 055	47 452	33 461
533	384 916	26 389	9 828	138 176	572 161	515 024

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2 006
Rémunération	24 438	24 438	38 916
Fonctionnement	9 993	9 993	
Capital	175 932	175 932	148 778
Intérêt	82 547	82 547	82 186
Support	279 251	279 251	245 144
TOTAL DU PORTEFEUILLE	572 161	572 161	515 024

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES Année financière terminée le 31 mars 2007

	Crédits autorisés	2007	2 006
Rémunération	64 838	64 838	66 783
Fonctionnement	33 266	33 266	34 051
Capital	400 755	400 755	324 813
Intérêt	279 416	279 416	247 356
Support	1 544	1 544	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	779 819	779 819	673 003

TRAVAIL

DÉTAIL DES REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)		
	2007	2006
Droits et permis		
Autres		
Ventes de gaz de pétrole liquéfié		283
Enregistrement - exploitation de gaz de pétrole liquéfié		167
Droits d'inspection - distribution du gaz		1 029
Installations électriques		8 164
Installations de machines fixes		1 682
Entrepreneur en tuyauterie		3 212
Entrepreneur de construction		1 13 884
Appareils de levage		738
Divers		2
Bivolo		
	-	29 161
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
	68	83
Formules et documents		
Financement du bureau d'évaluation médicale	2 146	2 037
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	0	168
Divers	2	3
	2 216	2 291
Moins : Montants inscrits aux comptes à fin déterminée		
Compte pour le financement du bureau d'évaluation médicale	2 146	2 037
Compte pour la formation, le partenariat et l'organisation d'événements spéciaux		168_
	70	86
Intérêts		
Divers		4
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	(4 260)	223
Divers		1
	(4 260)	224
	(4 190)	314
Total des revenus autonomes	(4 190)	29 475
Total des assesses	(4.453)	
Total des revenus	(4 190)	29 475

¹ La diminution est attribuable à la Régie du bâtiment du Québec qui est devenue un organisme non budgétaire depuis le 1er décembre 2005.

TRAVAIL

DÉTAIL DES CRÉDITS AUTORISÉS, DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2007

			IMPUTATIONS		
PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	Prêts, Placements, Avances et Autres	<u>Immobilisations</u>	Dépenses_	RÉMUNÉRATION
PROGRAMME 1 Sommaire : page 1-28		TRAVAIL			
1. Relations du travail Permanents Permanents Permanents Permanents 3	22 044 9 1	3	204	18 308 9	8 721
Ne nécessitant pas de crédits	'			752	
Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre Ne nécessitant pas de crédits	459		1	413 2	258
Commission de l'équité salariale Ne nécessitant pas de crédits	6 155		129	5 239 94	3 860
4. Conseil des services essentiels Permanents Permanents Ne nécessitant pas de crédits	1 3 010		11	2 698 15	1 946
Contribution financière du ministère du Travail à la Commission des relations du travail	7 898			7 898	
TOTAL 1 Loi sur l'exécutif, (L.R.Q., c. E-18). 2 Loi sur l'administration financière, (L.R.Q., c. A-6.001). 3 Loi sur l'administration publique, (L.R.Q., c. A-6.01). 4 Code du travail, (L.R.Q., c. C-27).	39 578	3	345	35 428	14 785
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés Permanents Ne nécessitant pas de crédits	36 556 3 022	3	334 11	31 858 2 707 863	12 839 1 946
TOTAL	39 578	3	345	35 428	14 785

¹ Incluant 3 268 à l'égard de 28 administrateurs (sous-ministres, dirigeants d'organisme, personnel cadre et personnel de rang équivalent).

	CRÉANCES				CRÉDI	TS NON UTILISÉS	
FONCTION- NEMENT	DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS	TRANSFERT	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	SERVICE DE LA DETTE	Suspension du droit d'engager	Reports	Autres
Ce programme v de conditions mi	ise à élaborer, me nimales de travail,	ttre en oeuvre, su de relations du tr	rveiller l'applicatior avail, d'équité salaı	n et coordonner l'é riale.	exécution des politiqu	es et des mesure	s en matière
2 877 9		6 710			1 136	460	1 933
752							1
155 2							45
1 379 94					153	128	506
752 15							1 301
		7 898					
6 035		14 608			1 289	588	2 788
4 411 761 863		14 608			1 289	588	2 484 304
6 035		14 608			1 289	588	2 788

TRAVAIL

TRANSFERTS - PAR OBJETS D'AIDE ET GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	Dépenses	
	=	ENTR	SSS
Programme 1 - Travail			
Commission des relations du travail	7 898		
Lutte contre le travail au noir et l'évasion fiscale dans l'industrie			
de la construction	6 479		
Autres	231		
Total du programme 1	14 608		
Total des crédits et dépenses	14 608		

ENTR - Entreprises MUNI - Municipalités

OBNL - Organismes à but non lucratif PERS - Personnes SSS - Établissements de santé et de services sociaux

EDUC - Commissions scolaires et institutions d'enseignement

ORG - Organismes et entreprises du gouvernement

EDUC	MUNI	OBNL	PERS	ORG	2007	2006
				7 898	7 898	7 451
		121		6 479 110	6 479 231	8 856 176
		121		14 487	14 608	16 483
		121		14 487	14 608	16 483

TRAVAIL

DÉPENSES DE TRANSFERT VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2007 (en milliers de dollars)

	Crédits autorisés	2007	2006
Support	14 608	14 608	16 483
TOTAL DU PORTEFEUILLE	14 608	14 608	16 483

INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX

SECTION 3	
INFORMATIONS FINANCIÈRES SOMMAIRES SUR LES FONDS SPÉCIAUX	
TABLE DES MATIÈRES	
	PAGE
Sommaire des états financiers des fonds spéciaux	3-2

SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2007

(en milliers de dollars)

2007 Revenus Fonds d'aide à l'action communautaire autonome 23 521 Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 16 278 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de collèges d'enseignement général et professionnel du Québec 8 967 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts de commissions scolaires du Québec 10 606 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'établissements universitaires du Québec 12 373 Fonds d'amortissement afférent à des emprunts d'organismes de 11 450 santé et de services sociaux du Québec Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement (Fonds d'amortissement des dettes) Fonds d'amortissement de la Société québécoise d'assainissement Fonds d'amortissement des régimes de retraite 1 481 267 Fonds d'amortissement du Fonds du service aérien gouvernemental Fonds d'assistance financière pour certaines régions sinistrées 8 075 Fonds de conservation et d'amélioration du réseau routier 798 481 Fonds de développement du marché du travail 1 013 207 Fonds de développement régional 31 800 Fonds de financement 17 333 Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 13 080 Fonds de fourniture de biens ou de services du ministère 15 038 du Revenu Fonds de gestion de l'équipement roulant 82 437 Fonds de la gestion des immeubles du Québec à l'étranger Fonds de l'assurance médicaments 2 694 610 Fonds de l'état civil 18 799 Fonds de l'industrie des courses de chevaux 11 574 Fonds de l'information gouvernementale 125 632 Fonds de partenariat touristique Fonds de perception 87 346 Fonds des contributions des automobilistes au transport en commun 69 044 39 786 Fonds des pensions alimentaires (excluant la partie fiduciaire) Fonds des registres du ministère de la Justice 30 207 Fonds des services de police 435 899 6 240 477 Fonds des services de santé Fonds des services gouvernementaux Fonds des technologies de l'information du Conseil du trésor 795 Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 39 615 Fonds des technologies de l'information du ministère du Revenu 42 099 Fonds d'information foncière 122 798 Fonds d'information géographique 4 921 Fonds du Centre financier de Montréal 1 375 5 050 Fonds du patrimoine culturel québécois Fonds du Service aérien gouvernemental 61 441 Fonds forestier 340 508 Fonds pour la vente de biens et services du ministère des Transports 9 770 Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique 15 147 Fonds québécois d'initatives sociales 5 659 Fonds relatif à la tempête de verglas 26 589 60 114 Fonds spécial olympique Fonds vert 37 887

Incluant un montant de 136 millions de dollars (138 millions de dollars en 2006), dont 77 millions de dollars (68 millions de dollars en 2006) pour le Fonds d'amortissement des emprunts pour financer les réseaux de la santé et des services sociaux, de l'éducation et les entreprises du gouvernement.

2006			2007		
(redressé)				Excédent des	
Solde du	Solde du			revenus sur	
fonds	fonds	Passif	Actif	les dépenses	Dépenses
2 481	2 292	1 159	3 451	(189)	23 710
14 093	19 197	932	20 129	5 104	11 174
154 595	120 784	2 105	122 889	6 857	2 110
		2 100			
253 239	246 111		246 111	10 596	10
254 000	204 702	832	205 534	11 533	840
147 745	141 460	4 025	145 485	7 419	4 031
3 919 455	4 267 098		4 267 098		
69 545	58 902		58 902		
22 562 634	27 043 901		27 043 901	1 481 267	
44 674	53 066		53 066		
		123 489	123 489		8 075
		7 137 638	7 137 638		798 481
20 644	40 602	76 046	116 648	19 958	993 249
		35 383	35 383	45.000	31 800
128 460	144 152	16 487 905	16 632 057	15 692	1 641
	933	2 626	3 559	933	12 147
		14 512	14 512		15 038
228 985	394	156 263	156 657	166	82 271
		724 906	724 906		2 694 610
5 839	5 276	1 317	6 593	(563)	19 362
4.505		864	864	, ,	11 574
1 595	4 574	20.450	22.724	606	104.006
3 938	4 574	29 150	33 724	636	124 996
18 306	21 200	8 108	29 308 16 289	2 894	84 452 69 044
		16 289 39 026	39 026		39 786
24 561	34 204	1 450	35 654	9 643	20 564
24 30 1	34 204	111 535	111 535	9 043	435 899
		362 472	362 472		6 240 477
36 028		302 472	302 472		0 240 477
		2 220	2 220		795
		87 116	87 116		39 615
		231 444	231 444		42 099
378 660	418 642	21 467	440 109	39 982	82 816
1 799	2 140	2 843	4 983	341	4 580
1 918	2 393		2 393	475	900
	4 933	39	4 972	4 933	117
48 105	52 426	170 026	222 452	4 321	57 120
40 972	37 631	56 610	94 241	(3 341)	343 849
1 547	1 810	17 829	19 639	263	9 507
	14 577	1	14 578	14 577	570
2 193	2 495	104	2 599	302	5 357
,	25.225		A= A5=	20.555	26 589
(3 367)	25 925 507	63 001	25 925 63 508	29 292 507	30 822 37 380